14096

NATIONAL LIBRARY
OTTAWA

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE
OTTAWA

NAME OF AUTHOR..... Graziella Nuovo (Mousseau).....
TITLE OF THESIS..... La pensée politique du Rassemblement.....
..... pour l'Indépendance Nationale.....
.....
UNIVERSITY..... Carleton University.....
DEGREE FOR WHICH THESIS WAS PRESENTED..M.A.,.....
YEAR THIS DEGREE GRANTED..1972.....

Permission is hereby granted to THE NATIONAL LIBRARY
OF CANADA to microfilm this thesis and to lend or sell copies
of the film.

The author reserves other publication rights, and
neither the thesis nor extensive extracts from it may be
printed or otherwise reproduced without the author's
written permission.

(Signed)..... *Graziella Nuovo Mousseau*.....
Graziella Nuovo (Mousseau)

PERMANENT ADDRESS:

...1350 Beauvais.....
...Ville St. Laurent.....
...Montreal 380, Quebec.....

DATED.... April 28..... 1972

NL-91 (10-68)

7

La pensée politique du
Rassemblement pour l'Indépendance Nationale.

by

Graziella Nuovo (Mousseau), B.A.

A thesis submitted to the Faculty of
graduate studies in partial fulfilment
of the requirements for the degree of

Master of Arts

Department of Political Science

Carleton University

Ottawa, Ontario

April, 1972

7

The undersigned recommend to the Faculty
of Graduate Studies acceptance of the thesis
"La pensée politique du Rassemblement
pour l'Indépendance Nationale"
submitted by Graziella Nuovo (Mousseau), B.A.,
in partial fulfilment of the requirement for
the degree of Master of Arts.

.....
Thesis Supervisor

.....
Chairman, Department of Political Science

Carleton University

May 8, 1972

R E S U M E

Nous avons tenté d'analyser la pensée du R.I.N. en utilisant comme cadre de référence général la catégorie gauche-droite. A cause de son caractère limité dans le temps et dans l'espace, cette dernière a été définie à l'aide de quatre thèmes de référence, choisis à partir de "données" rinistes, québécoises et internationales actuelles: 1) dialogue constant à initiative bilatérale - 2) théorie politique complète et dynamique - 3) répartition plus juste des richesses dans le sens d'une plus grande équité sociale - 4) évolution psycho-sociale et prise de conscience nationale. Chacun des thèmes a inspiré un chapitre de la présente thèse. Ainsi, le premier thème a inspiré le chapitre I consacré à l'analyse de la pensée riniste sur le plan "méthodologie politique", le deuxième thème a inspiré le chapitre II consacré à l'analyse de la pensée riniste sur le plan doctrinal, etc.

En Bref, le R.I.N. ne sera pas qualifié de parti "de gauche", car il s'est préoccupé peu ou pas de changer le système dans le sens d'un plus grand dialogue à initiative bilatérale, dans le sens d'une plus grande sophistication et exigence doctrinale, dans le sens d'une plus grande équité sociale. Il a en gros conservé les pratiques politiques, économiques et doctrinales existantes et n'a exercé une influence "de gauche" qu'indirectement au niveau des attitudes populaires.

TABLE DES MATIÈRES

<u>Chapitre d'introduction</u>	1-27
<u>Chapitre I</u> - L'analyse de la pensée riniste sur le plan "méthodologie politique": centralisme et électoralisme vs. militantisme et travail de distinction idéologique.	28-60
A- Politique interne du parti: accent sur un exécutif national fort et sur la discipline interne vs. décentralisation et militantisme.	
B- Stratégie externe: électoralisme vs. travail de politisation et de distinction idéologique.	
C- Conclusions à tirer à l'issue du premier thème.	
<u>Chapitre II</u> - L'analyse de la pensée riniste sur le plan doctrinal: nationalisme juridique, culturel et humaniste.	61-93
A- Idée centrale de l'idéologie riniste: idée d'indépendance élaborée d'une façon juridique et négative.	
B- Accentuation du caractère strictement nationaliste de la théorie riniste: justifications culturelles et vaguement humanistes à l'idée d'indépendance politique, refus de notions théoriques plus précises.	
C- Conclusion .	
<u>Chapitre III</u> - L'analyse de la pensée riniste sur le plan économique: néo-libéralisme et néo-capitalisme.	94-120
A- Tendance néo-libéraliste de la pensée économique riniste: indices tirés du programme politique.	
B- Explication de cette tendance: effectifs et clientèle.	
C- Conclusion: socialisme, nationalisme et idéologie de modernisation.	
<u>Chapitre IV</u> - L'analyse de la pensée riniste sur le plan des effets psycho-sociaux: éducation populaire et travail de préparation psychologique par un style et un vocabulaire politique nouveaux.	121-145
A- Première phase de la réforme psycho-sociale: destruction d'anciennes valeurs et d'anciens mythes.	
B- Deuxième phase de la réforme psycho-sociale: création de nouveaux thèmes et d'une nouvelle mentalité nationale.	
<u>Chapitre de conclusion</u> - spécificité du cas riniste .	146-152

I N T R O D U C T I O N

- A) Justification du choix du sujet: analogies et continuité de pensée du R.I.N. au P.Q. - disponibilité des sources directes.

En octobre 1968, sur la recommandation de son propre Comité Exécutif, se saborda le Rassemblement pour l'Indépendance Nationale (R.I.N.), premier parti indépendantiste québécois. Décision sage, s'il voulait éviter de devenir, selon l'expression mordante de son chef, un club pour les moins de vingt ans.

La majorité des membres et tous les dirigeants allèrent grossir, à titre individuel, les rangs du Parti Québécois. Le parti n'existait donc plus en tant qu'entité physique distincte, mais l'essentiel de sa pensée politique et surtout, l'esprit à la fois prudent et exaspéré qui l'avait caractérisé, ne disparaissaient pas pour autant. En fait, la grosse majorité des membres voyait dans ce geste de dissolution un bien-fait pratique: le chef du Parti Québécois (l'apport du P.Q. à la pensée indépendantiste étant d'abord et avant tout René Lévesque lui-même) offrait l'indicible avantage de "cadrer" dans le moule de la culture politique québécoise, jamais très accueillante pour les tiers partis et les idéologies de contestation. Contrairement à Pierre Bourgault, René Lévesque, avec son expérience politique et son parler à la québécoise, faisait sérieux. Il n'incarnait pas encore, pour le québécois moyen, une image tellement différente de celle entretenue par l'idéologie dominante, (l'idéologie unitaire étant un élément important de la culture politique québécoise). Les chances

de réussite de l'indépendance paraissaient donc plus grandes avec le chef du Parti Québécois, et en même temps, ce dernier, connu pour son esprit "ouvert", allait continuer dans la tradition intelligente, progressiste et socialisante "juste-ce-qu'il-faut-pas-plus" du R.I.N. officiel.¹

Il ne s'agit pas ici d'entreprendre une comparaison entre le programme du R.I.N. et celui du P.Q. Tout simplement, est-il important de souligner que le P.Q. semble reproduire, en les accentuant, des tendances et des thèmes qui s'étaient déjà manifestés chez le R.I.N. On peut aller plus loin et affirmer qu'il y a continuité d'un mouvement à l'autre: le P.Q. semble reprendre là où le R.I.N. avait laissé.

Les indices révélant une répétition et une continuité de pensée ne manquent pas.

1) La plupart des ex-rinistes, par exemple, sont, nous l'avons dit plus-haut, aujourd'hui péquistes: au dernier congrès P.Q. bien peu de délégués venaient du défunt R.N. de Gilles Grégoire, mais il est apparu que plusieurs avaient milité auparavant dans le R.I.N.

2) De plus, certains piliers du ex-R.I.N. se retrouvent, aujourd'hui, aux instances supérieures du P.Q. (P. Bourgault, membre du Conseil Exécutif; P. Renaud, trésorier).

¹ Nous désignerons, dans ce travail, par R.I.N.-officiel, le R.I.N. de P. Bourgault et d'A. d'Allemagne, par opposition à l'aile contestataire riniste (surtout l'aile gauche) qui se manifesta à diverses reprises, et qui, de par ses proportions physiques et son activisme, exerça une certaine influence sur la pensée riniste.

3) Le profil sociologique des délégués du R.I.N. était sensiblement le même que celui des délégués du P.Q.: des bourgeois et des "urbains", ce qui explique une certaine similitude doctrinale.

4) En plus de cette correspondance "physique", on retrouve chez le P.Q., ce qui nous intéresse particulièrement ici, les mêmes factions se prévalant des mêmes thèmes (aile modérée et aile radicale²), par conséquent, les mêmes conflits et intérêts. Ainsi, le dernier congrès du P.Q. a été marqué par un léger glissement vers la radicalisation: l'aile gauche du parti a réussi à faire triompher certaines idées qui, dès 1967, étaient débattues avec passion au sein du R.I.N. (encadrement populaire, décentralisation, militantisme, consultation permanente, participation³). Parallèlement, on a pu remarquer chez le P.Q., comme on pouvait le remarquer chez le R.I.N., l'attachement et la prédominance de certaines valeurs politiques, inhérentes à la culture nord-américaine: modération doctrinale, réalisme, méfiance des théories politiques toutes faites, discipline, unité, etc... René Lévesque disait au Congrès de 1971: "Les Québécois doivent savoir une fois pour toutes que le congrès du P.Q. a exclu radicalement tout ce qui

² Avec cette différence, que les tenants de l'aile "droite" de l'ex-R.I.N. constituent au P.Q., l'aile radicale ("par exemple" P. Bourgault).

³ C'est ainsi que de nombreuses résolutions adoptées au congrès péquiste visent à enlever le pouvoir réel à l'exécutif, entre les congrès, pour le donner au conseil national qui regroupe les présidents d'associations de comtés. De même, au P.Q., on veut mettre l'accent sur la vulgarisation du programme et la formation des membres. On veut aussi rejoindre, les agriculteurs, les travailleurs, etc. Toutes ces suggestions, nous le verrons, furent présentées par la gauche riniste en 1967 et 1968.

de près ou de loin pourrait le confondre avec la violence révolutionnaire.... Il doit également éviter l'illusion de mots tels que radical... Le P.Q. doit faire preuve de réalisme et, à mesure qu'il se rapproche du pouvoir, éviter de jouer avec les mots et de créer des appétits qu'il saurait inassouvibles.⁴ Le chef du P.Q. mettait aussi en garde tous les militants contre les divisions "qui sont maintenant le seul obstacle sérieux sur la voie de l'indépendance."⁵ Ces quelques extraits sont typiques des préoccupations du P.Q. actuel. Mais, les idées et les principes qu'ils contiennent furent aussi ceux de Pierre Bourgault alors qu'il était chef du R.I.N. Autrement dit, les tenants de l'aile modérée du P.Q. utilisent les mêmes thèmes que les tenants de l'aile modérée de l'ex-R.I.N. Nous reviendrons d'ailleurs sur ces idées au cours du présent travail.

Cette similitude "d'essence" entre les deux partis, fut un facteur important dans le choix du sujet de cette thèse: en étudiant la pensée du R.I.N., il ne s'agissait pas, pour nous, d'examiner une époque révolue de l'histoire politique du Québec. Il s'agissait plutôt d'extraire de la pensée riniste les éléments permanents, ou du moins, ceux qui jouent actuellement, et qui joueront pendant quelque temps encore, un rôle dans le déroulement de la politique québécoise: importance du contexte et du niveau de vie nord

⁴Gilles Lesage, "Lévesque fait encore échec à l'unilinguisme", Le Devoir, (1 mars 1971), p. 1.

⁵L.-B. Robitaille, "L'unité du P.Q. ne résistera pas à l'accession du Québec à l'indépendance", La Presse, (5 avril 1971), p. A-2.

américain, éducation et prise de conscience des masses, frustrations économiques et ethniques, etc.

Le sujet était d'autant plus attirant que les sources directes semblaient disponibles. L'on apprenait en effet, vers novembre 1968, que le R.I.N. léguaient tous les documents en sa possession à la Bibliothèque Nationale du Québec. En réalité, le cinquième seulement de ces documents se trouvent à l'heure actuelle accessibles au public. Le reste ne le sera qu'en 1999. Il est permis de penser, banalité mise à part, que le plus intéressant demeure secret, car les papiers "à consulter immédiatement" se sont révélés à bien des points de vue décevants: matériel de propagande, (annonces publicitaires rinistes, écussons, photos, etc.) - correspondance se limitant bien souvent à des invitations faites aux leaders du mouvement, et, réponse de ceux-ci - communiqués de presse (à l'occasion intéressants) sur des sujets d'actualité. Par contre, aucun rapport détaillé et systématique des différents congrès, sauf celui de 1967 et celui d'octobre 1968; aucune trace écrite des nombreuses rencontres entre le chef du R.I.N. et le chef du P.Q., (ce qui pourtant aurait été révélateur puisqu'on y débattait les questions de principe et certains points du programme); aucun commentaire théorique de la campagne électorale de 1966, si ce n'est des découpures de journaux parlant des différents partis en présence. Il a donc fallu nous baser presque uniquement sur les diverses versions des programmes politiques (à ce propos, les paragraphes explicatifs précédant chaque article du programme se sont révélés une source précieuse), et sur les bulletins de liaison mensuels de plusieurs régions de l'organisation

riniste. Dans ces bulletins, surtout dans ceux de la région de Montréal, on trouve l'analyse et la critique des courants de pensée qui ont traversé et souvent troublé le R.I.N.. Toute analyse est par contre absente du journal l'Indépendance, organe central du parti de 1962 à 1968. Ce dernier qui aurait dû être une source précieuse, ne refléta jamais les controverses des membres et s'est borné le plus souvent à un effort de propagande assez maladroit et, en tout cas, peu profond.

Les figures dirigeantes du parti ont produit très peu d'oeuvres valables et même d'oeuvres tout court. Pierre Bourgault, chef aux qualités indiscutables et grand orateur, ne s'est jamais révélé un penseur politique sauf dans son pamphlet Révolution. Marcel Chaput ne fut qu'un phénomène passager dans l'histoire du R.I.N. et ses quelques livres se limitèrent soit à une critique superficielle du gouvernement fédéral, soit à des protestations et des déclarations de nature tout à fait émotive. On ne peut, par contre, tenir pour négligeable la marque idéologique laissée par l'omniprésent et toujours discret André d'Allemagne, un des fondateurs du R.I.N. Il mit à la mode et développa dans ses écrits un des thèmes fondamentaux de la pensée indépendantiste: le "Québec pays colonisé" qui peut être considéré, en effet, l'apport personnel du R.I.N. et particulièrement d'André d'Allemagne, au vocabulaire politique québécois. Voici une opinion de Parti Pris sur le personnage:

Il semble que les discussions du Comité Central soient centrées sur les paroles nuancées d'André d'Allemagne.... A. d'Allemagne est un type dangereux. Il est peut-être au Québec, le seul théoricien capitalisant, conscient, intelligent et cohérent. Phéno-

mène rare. De plus, il sait bien masquer ses positions orthodoxes sous de multiples nuances qui enjôlent le profane. Comble d'astuce ou d'hypocrisie, il saura devant un socialiste employer des arguments de gauche.⁶

Cette évaluation, malgré une certaine partialité, est intéressante car elle met le doigt sur quelques caractères permanents de la pensée riniste (capitalisante mais arguments de gauche, cohérente, etc.) que nous aurons à développer dans le présent travail. L'importance légitime accordée aux oeuvres d'André d'Allemagne s'explique par là.

En plus des oeuvres théoriques intérieures au R.I.N., nous nous sommes également arrêtés, pour étudier sa pensée politique, à l'activité du parti sous le point de vue des hommes et sous celui des manifestations: savoir qu'un parti abandonne l'idée d'une prise de pouvoir par la violence, que son chef est plus préoccupé de gagner la confiance des masses que de passer à l'action directe, qu'il va contracter telle alliance électorale, constitue des indices précieux sur la pensée dudit parti. Pour l'activité du parti, les communiqués de presse issus par le mouvement et les articles apparus dans différents journaux (la Presse, le Devoir), et revues (Maintenant, Socialisme, Cité Libre, Parti Pris) ont constitué des sources idéales.

Nous allons encore dire quelques mots sur les sources, cette fois-ci spécifiquement extérieures, utilisées dans la présente étude. Au Québec, du moins, jusqu'à présent, les politicologues et, plus généralement, les intellectuels n'ont pas publié sur le R.I.N. en tant que parti politique distinct. Tout au plus peut-on trouver quelques livres traitant de l'indépendance en

⁶"Le R.I.N. vs. le R.I.N.", Parti Pris, (mai 1965), p. 39.

général et des articles écrits par des professeurs d'université pour les journaux ou en vue d'une conférence à donner. A cause de leur caractère analytique et critique, ces articles assez extensifs ont constitué une source de tout premier ordre. Nous aimerions entre autre souligner la place accordée à la revue Parti Pris. Les membres de cette revue "indépendantiste, laïque et socialiste" quoique plus à gauche, ont milité dans le R.I.N. et certains ont même participé activement à la bataille pour la direction du parti. De plus, l'équipe Parti Pris a très souvent élaboré d'une façon intéressante, parce que théoriquement rigoureuse, des thèmes de la pensée indépendantiste des années 1960 (aspect psychologique de la colonisation - études statistiques de l'Est de Montréal,⁷ etc.). Enfin, les vues de Parti Pris ont concordé la plupart du temps avec celles de la section la plus active et la plus nombreuse du R.I.N.: la section de la région de Montréal.

Les sources extérieures au Québec ont été peu utilisées.⁸ Tout d'abord parce qu'elles sont à peu près inexistantes et aussi parce que ces rares oeuvres écrites soit par des Français de France, de passage au Québec, soit par des anglophones résidents ou non du Québec manquent d'une certaine connaissance

⁷ Pour ce qui est des études sur l'Ouest et l'Est de la ville de Montréal, voir: Pierre Mahé, "En guise d'introduction", Parti Pris, (Décembre 1964), pp. 12-32.

⁸ Il va sans dire que nous parlons ici des sources sur le phénomène indépendantiste proprement dit, et non des oeuvres théoriques d'ordre général qui, elles, ont été consultées et utilisées pour notre démarche et notre cadre d'analyse.

intérieure du fait canadien-français et québécois. Les lieux communs, les affirmations naïves et poétiques, et une impartialité forcée abondent dans ces ouvrages.

Enfin, l'expérience personnelle, tout en étant une source bien difficile à vérifier, a été de prime importance dans ce genre de travail, en grande partie parce que les sources disponibles n'étaient que des sources de première main.⁹

B) Démarche de la thèse et cadre de référence utilisé.

Après cette justification sur le choix du sujet et ces précisions sur les sources directes, il convient de parler de la démarche du travail.

Il y aurait plusieurs façons d'aborder un sujet tel que la "pensée politique du R.I.N.": s'attacher, par exemple à l'aspect du nationalisme comme tel. Mais ce serait là une démarche à la fois trop limitée (nous voulons étudier la pensée riniste sous tous ses aspects), et trop imprécise étant donné le contexte québécois où le nationalisme a toujours été le sentiment d'une communauté avant d'être l'idéologie d'un parti politique en particulier.

Situer l'idéologie du R.I.N. par rapport à la droite et à la gauche nous semble être un cadre de référence valable. Valable car il peut permettre

⁹ Nous ne citons pas ici les ouvrages généraux de littérature politique que nous avons consultés. Ceci sera fait dans la bibliographie. En fait, si nous avons tenu, dans l'introduction, à parler des sources informatives sur le parti même, c'est pour bien en souligner le caractère limité, dont aura à souffrir, jusqu'à un certain point, cette thèse.

une étude plus analytique et critique que descriptive. Une telle entreprise n'est pas exempte d'embûches surtout si l'on pense que les disciplines humaines se dérobent devant des règles et des définitions trop précises et inamovibles. Il faut donc faire au départ, dans ce genre de travail, un peu de sémantique et délimiter ce que l'on entend par les termes de droite et de gauche.

Qu'est-ce que la droite? Qu'est-ce que la gauche? Maurice Duverger dans son livre La Droite et la Gauche en France passe en revue les différents mouvements et partis politiques français de 1789 à nos jours et arrive à la conclusion qu'il est impossible de donner une définition générale et universelle de la droite et de la gauche: le contenu idéologique et les thèmes des partis dits de droite et de gauche ont subi et subissent des variations considérables dans l'espace et le temps.¹⁰ Par exemple, l'égalité juridique, la liberté juridique, l'individualisme, le parlementarisme, le rationalisme (organiser la société contre l'ordre naturel), l'optimisme et le progressisme (l'homme nait bon), le légalisme, thèmes qui en 1789 étaient la base fondamentale de l'idéologie de gauche, ne constituent plus une ligne de démarcation universellement et actuellement valable entre la gauche et la droite. Il en est de même pour des thèmes comme l'esprit démocratique, et l'attitude à l'égard de

¹⁰ Maurice Duverger, Cours de vie politique en France et à l'Etranger: la droite et la gauche en France, (Paris: les cours de Droit, 1956-1957).

l'ordre et du changement.¹¹ Tous ces thèmes sont une preuve que l'évolution historique et les tentatives de renouvellement de la pensée socialiste et de la pensée capitaliste et libérale, (ajoutés à la stratégie politique¹²) ont rendu les frontières idéologiques plus imprécises qu'elles ne l'étaient il y a quelques années et ont augmenté les difficultés d'une définition de la gauche et de la droite universellement reconnue.

D'ailleurs, non seulement certains thèmes peuvent changer "d'étiquette" avec les années et selon les pays, mais quelques-uns disparaissent du vocabulaire politique courant une fois épuisée leur vertu polémique. Ainsi, jusqu'à récemment au Québec, les thèmes du cléricalisme et de l'anti-cléricalisme ont constitué la coupure entre la droite et la gauche. On pensait qu'aucune réforme n'était possible si on ne libérait d'abord les masses populaires de l'emprise de l'Eglise. En fait, une telle conviction est toujours de mode. Mais abstraction faite du phénomène créditiste québécois, qui est pour le moins marginal, anachronique et passager, l'anti-cléricalisme et le thème de la laïcisation n'opposent pas les différents partis en présence. L'U.N., le P.L., le P.Q. souhaitent la déconfessionnalisation de la société canadienne-française, conscients du frein que fut pour le Québec, la tutelle autoritaire

¹¹ Aucun parti n'oserait de nos jours s'affirmer comme anti-démocratique; l'attitude envers l'ordre et le changement est assez superficielle (il y a un mouvement à garder et un à transformer).

¹² L'habitude actuelle de la plupart des groupements d'affirmer le socialisme de leurs théories, et de se donner des tendances gauchissantes. Cette habitude a affadi certains thèmes initialement propres à la pensée socialiste (que l'usage associe à gauche): efficacité, égalité, justice sociale, décolonisation, etc.

de l'Eglise. Puisque tous les partis sont d'accord sur ce point, aucun n'en fait son cheval de bataille, ou, si l'on préfère, son slogan politique.

Le R.I.N. fit de même, (quoique, proportionnellement, il y eut plus de rinistes qui, par bravade, s'affichèrent comme agnostiques et athées, que d'unionistes ou de libéraux). La laïcisation de la vie québécoise, bien que désirée, n'a jamais été un élément fort discuté du programme indépendantiste, et, par conséquent, ne fut pas un élément central de la pensée politique du parti. Tout au plus, mentionnait-on dans le programme, qu'il fallait établir des écoles multiconfessionnelles au primaire et au secondaire, en vertu du principe de respect des croyances des citoyens, et un système non confessionnel au niveau pré-universitaire et professionnel.¹³ En fait, l'insistance que certains mettaient, au début, à qualifier le R.N.I. d'athée ennuyait beaucoup les dirigeants rinistes. Selon eux il s'agissait plutôt de faire comprendre à la population le bien-fondé d'une séparation de l'Eglise et de l'Etat, et non de tomber dans le travers contraire, c'est-à-dire de partir en croisade contre l'Eglise. "Nous serions reconnaissants aux croyants comme aux agnostiques", disait P. Bourgault en 1961, "de ne pas parler religion quand nous leur parlons politique."¹⁴ Prônant un point de vue largement accepté dans tous les milieux politiques et autres, les dirigeants du R.I.N. ne se servirent donc pas de l'anti-cléricalisme, ou pour être plus exacts du

¹³R.I.N., Programme politique, 1966-67, p. 16.

¹⁴P. Bourgault, Bulletin du R.I.N., (mai - juin 1961).

thème de la déconfessionnalisation, d'une façon polémique. Pour cette raison, il n'est pas mentionné dans l'une ou l'autre partie de ce travail.

A cette première difficulté, qui consiste en l'impossibilité d'une définition de la droite et de la gauche non datée et non située, s'ajoute une deuxième: l'existence à l'intérieur d'un même parti de plusieurs tendances ou factions, elles-mêmes susceptibles de changer avec le temps.

En effet, il y a souvent à l'intérieur des partis politiques, et ce fut particulièrement le cas du R.I.N., une fraction plus à droite, ou conservatrice, et une fraction plus à gauche, ou progressiste. Ceci augmente le risque de déclarations ambiguës de la part des dirigeants (nous verrons dans ce travail que les déclarations d'intention assez vagues et contradictoires furent plus nombreuses que les prises de position claires). Et surtout ces divisions internes empêchent de situer un parti comme totalement à droite ou totalement à gauche. Il faut aussi penser que la pensée dudit parti ne reste pas statique mais évolue constamment durant son existence. Non seulement les fractions existent, mais en plus, elles peuvent glisser de la gauche, au centre-gauche ou à la droite selon les circonstances (proximité du pouvoir, position de force d'une faction pendant une période trop longue au sein du parti, etc.). Tout bouge très, très vite au Québec depuis 1960. Il arrive maintenant qu'on accomplisse plus de choses en un an qu'autrefois en vingt ans. On conçoit aisément que la pensée du seul parti indépendantiste québécois - de 1960 à 1968, fut particulièrement sensible à ce rythme d'évolution précipitée. Et par conséquent, il a été plutôt ardu de localiser tel ou tel thème

riniste dans les caractéristiques de droite ou dans les caractéristiques de gauche celui-ci étant taxé de dépassé par une nouvelle faction plus à gauche naissant au sein du parti. Ainsi vers 1962-63, Bourgault, étoile montante, s'éleva contre les éléments chaputistes "de droite", qui se souciaient plus d'organisation électorale que de définition doctrinale et qui réclamaient la transformation immédiate du R.I.N. en parti politique avant même qu'il se soit donné un programme politique complet. Chaput fut défait et dès lors le parti prit une tournure résolument populaire et s'intéressa aux problèmes concrets du Québec. Pourtant, à partir de 1967, l'équipe Bourgault, tentée à son tour par la perspective du pouvoir, résistait difficilement aux attaques des "rinistes de Montréal" peu friands de subtilités électoralistes et prônant la nécessité de changements profonds et radicaux. Les tenants de la contestation ne furent donc jamais les mêmes durant la courte histoire du R.I.N. et les épithètes de "gauchiste" et de "fasciste" que l'on utilisait souvent au sein du parti ne s'appliquèrent pas toujours aux mêmes groupes et aux mêmes personnes.

Thèmes utilisés comme points de référence pour délimiter la catégorie gauche-droite.

Malgré les deux difficultés mentionnées plus haut (impossibilité d'une définition de parti de droite et de parti de gauche non datée et non située; tendances contradictoires et changeantes à l'intérieur d'un parti),

la démarche adoptée (définir la pensée du R.I.N. en utilisant comme cadre théorique la catégorie gauche-droite) fut conservée. Car de tels concepts continuent à être employés dans le vocabulaire politique, québécois et international, et jouent un rôle important dans la vie politique quotidienne. C'est dire qu'ils ont en réalité une signification qu'il faut établir, et que nous avons essayé d'établir, compte tenu des perspectives internationales, mais aussi et surtout compte tenu des perspectives offertes par le parti lui-même. Autrement dit, nous nous sommes efforcés dans la mesure du possible de choisir des thèmes généraux qu'il serait possible d'appliquer à d'autres pays et qui sont actuellement discutés dans plusieurs d'entre eux. Mais par la force des circonstances, il fallait aussi nous limiter aux thèmes qui ont animé et nourri la vie du R.I.N. de 1960 à 1968, qui ont provoqué des divisions en son sein, et finalement, sa dissolution. L'effort de généralisation portera les marques de cette limitation au niveau des "données". Les thèmes que nous utiliserons pour délimiter la catégorie gauche-droite auront donc l'ambition démesurée d'être généraux et universels; mais certains d'entre eux (comme les thèmes 2 et 4) auront une valeur plus locale ("parochial"), et se justifieront par l'importance que leur ont accordée les rinistes eux-mêmes et en particulier la gauche riniste, elle-même assez représentative de la gauche québécoise. Quoiqu'il en soit le côté empirique de quelques-uns de ces thèmes ne nous est pas apparu une objection majeure à leur utilisation dans un cadre de référence général. Duverger lui-même dans son livre Méthodes des sciences sociales souligne l'inertie de la théorie générale en sciences sociales:

"dire que chaque sociologue (ou politicologue) a sa théorie générale est
à peine exagéré."¹⁵

Ceci dit, pour préciser la catégorie gauche-droite nous nous sommes arrêtés à quatre thèmes. Nous donnons ici une brève interprétation de chacun puisqu'ils ont été utilisés comme standards de référence dans notre analyse de la pensée riniste.

1) Le premier thème est d'ordre politique: établissement et maintien d'un dialogue constant à initiative bilatérale.¹⁶ Puisqu'il s'agit ici d'un parti politique, ce dialogue est entendu comme devant exister entre les dirigeants et les militants de base, et éventuellement, entre le parti et le plus grand nombre d'éléments possible parmi la population qu'il désire rejoindre.

D'une façon générale, ce "dialogue constant" serait: une sorte de démocratie de participation entendue "comme libération de la volonté créatrice de l'homme de tous les monopoles politiques qu'il s'agisse de l'Etat, de l'administration, de la représentation nationale et des partis politiques,

¹⁵ Maurice Duverger, Méthodes des sciences sociales, (Paris, P.U.F., 1964), p. 341.

¹⁶ Il convient d'apporter ici une précision: l'expression "dialogue constant" n'a jamais été utilisée comme telle par les rinistes. Elle est tirée d'une phrase d'Arthur London, ex-membre du Parti communiste tchèque: "La gauche, c'est le dialogue constant avec la population." (interview télévisée, Format 60, 1970) Nous avons préféré "dialogue constant" à "démocratie de participation" et "militantisme" (termes utilisés par les rinistes) à cause de sa dimension plus internationale. Toutefois, si les formulations varient, les significations, dans ce cas-ci, se rejoignent.

et ce, par la création d'organismes de contrôle populaire et par la mise sur pied de mécanismes sans cesse en processus de décentralisation."¹⁷

A la lumière de cette définition générale, un parti de gauche ne pourrait être que celui qui s'approche "le plus" de cet idéal politique, compte tenu de sa fonction première (activité électorale et conquête du pouvoir); c'est-à-dire celui dont les structures favorisent les initiatives de la base; celui qui le plus possible s'efforce de maintenir cet idéal qu'est l'équilibre entre l'activité électorale et l'activité consistant à gagner des militants et des sympathisants, entretenir leur ferveur, etc. Par opposition, un parti de droite serait celui qui ne prend pas en considération la volonté de la base¹⁸, qui se préoccupe peu ou pas de la consulter, et qui n'établit pas des canaux de communication à deux voies entre la direction, les militants et la population. Ce serait celui qui émet ses volontés unilatéralement (certains partis communistes), ou plus simplement, dans nos démocraties libérales et dans le cas qui nous intéresse (R.I.N.), celui qui prend pour acquise et éternelle l'approbation des militants (ou l'approbation populaire) obtenue

¹⁷ Les socialistes yougoslaves en particulier affectionnent cette définition de la démocratie, cf. J. Touchard, Histoire des idées politiques, (Paris: P.U.F., 1965), p. 776.

¹⁸ Il est très difficile de préciser ce qu'est effectivement la volonté de la base ou la volonté populaire. Plusieurs auteurs politiques et la plupart des politiciens en ont parlé et l'ont interprétée à leur façon. Pour éviter toute confusion, nous donnerons à ce concept très flou et très polyvalent, son sens le plus simple et le plus immédiat: celui du désir des militants riniistes pour une plus grande décentralisation des structures, cette dernière étant vue comme devant favoriser l'implantation locale du parti et la démocratie de participation.

sur un point précis, à un moment précis (élections, etc.), et par des moyens plus ou moins démocratiques (machines électorales, alliances tactiques, procédés centralisateurs).

Le thème de "dialogue à initiative bilatérale" présentait à nos yeux un grand intérêt: tout d'abord, comme nous l'avons dit plus haut, parce que ce fut un thème central de la pensée politique du R.I.N.; et ensuite, (fait important puisqu'il s'agit d'un cadre de référence général), parce qu'il connaît actuellement une très grande vogue parmi toute la nouvelle gauche contestataire, y compris celle des pays communistes. Cette dernière explique l'aliénation politique persistante non par des dogmes périmés, mais par un phénomène universel, c'est-à-dire par l'attitude rigide et dogmatique des dirigeants qui se préoccupent davantage de consolider leur pouvoir, de renforcer l'appareil administratif et bureaucratique, que de consulter la base.¹⁹

Le R.I.N., se souvenant de la "dictature" duplessiste, voulut éviter, du moins au début, la politique entre initiés et la démocratie des grandes machines électorales. Dans son vocabulaire fort ambitieux on pouvait trouver les expressions "démocratie de participation", "politisation des masses", "manifestation de la volonté populaire", etc. Mais s'il fut conscient du danger, il ne sut l'éviter ni dans sa politique interne (marquée de plus en plus par la centralisation et la discipline des membres), ni dans sa stratégie externe, basée du moins après 1965, surtout sur l'idée de force numérique, et de victoire électorale rapide et facile. Le chapitre I mettra en lumière

¹⁹R. Michels dans son livre Partis Politiques parle d'élitisme et de la tendance oligarchique des grandes organisations.

l'importance croissante que prit aux yeux des dirigeants rinistes la survie de l'organisation et son succès électoral, c'est-à-dire la fonction de mobilisation électoral²⁰ au détriment de la fonction de participation et²¹ de volontarisation.

2) Le deuxième thème est d'ordre doctrinal: existence et élaboration par le parti politique d'une théorie politique dynamique et complète (c'est-à-dire touchant aux divers aspects de la société).

L'existence d'une doctrine n'est pas à proprement parler le propre de la gauche, ou vice-versa: les partis de droite comme les partis de gauche peuvent avoir une doctrine politique très articulée. Si dans cette thèse l'existence d'une théorie politique globale est présentée comme étant le fait d'un parti de gauche, ce n'est donc pas dans l'ignorance que nous sommes de cette réalité. Mais bien parce que les rinistes (et surtout la gauche riniste), partant du contexte québécois, ont fait de ce thème la ligne de démarcation entre un parti de gauche et les "vieux" partis québécois; et, ils lui ont donné une importance capitale surtout de 1965 à 1968. Nous ne pouvions par conséquent éviter de l'utiliser dans notre cadre de référence, et ce, malgré sa connotation plus limitée. (Mais comme il a été souligné au début, il est presque

20

Au détriment, car l'équilibre entre l'activité électoral²⁰ et l'activité consistant à gagner des militants, à entretenir leur ferveur, à se distinguer idéologiquement, n'était pas respecté par les dirigeants rinistes.

21

Georges Lavau, "Partis et systèmes politiques: interaction et fonctions", C.J.P.S. (mars 1969), p. 21.

impossible d'arriver à une démarche vraiment générale en science politique, surtout si l'étude porte sur un parti politique spécifique).

Ceci dit, qu'entendaient les rinistes, et en particulier la gauche riniste, par théorie politique? Une doctrine qui ne serait pas un dogme ("par exemple" stalinisme), ni un petit nombre de principes élaborés tardivement ("par exemple" fascisme), ou pragmatiquement ²², mais plutôt quelque chose qui serait constamment liée à la pratique, et qui serait capable de répondre aux questions nouvelles posées par l'expérience. Dans leur optique, un parti avec une telle doctrine serait de gauche, et suivrait la plus pure tradition de gauche. (Lénine le premier avec son "sans théorie révolutionnaire pas de mouvement révolutionnaire", fit de l'idéologie l'instrument indispensable à la lutte révolutionnaire, un guide pour l'action qui éclairerait les rapports sociaux et permettrait aux hommes de prendre conscience de la réalité. La gauche québécoise et riniste se prévalait de cette conception.). En fait, le R.I.N. dans son ensemble, et pas seulement la fraction de gauche, souhaitait voir se produire une évolution doctrinale dans ce sens. Il s'en prit constamment à l'opportunisme et à la modération doctrinale ²³ des autres partis politiques, parce que, selon lui, cela favorisait la stagnation politique, économique, sociale, et cela obnubilait les facultés critiques, rationnelles de la population (la population ne pouvait distinguer idéologi-

²²Par exemple, les partis politiques américains (et les grands partis politiques canadiens) qui ont rarement contribué au système politique par la formulation ou par la mise en oeuvre de programmes politiques (policy-making function) cf. G. Lavau, "Partis et systèmes politiques", p. 21.

²³Cette modération doctrinale était taxée de silence doctrinal par les rinistes.

quement entre les différents partis en présence, et par conséquent, ne pouvait choisir selon ses préférences). Dès le début, le R.I.N. prétendit donc être autre chose qu'une option nationaliste et voulut devenir le parti qui offrirait à la population l'explication théorique complète de son aliénation culturelle, politique, économique, sociale; celui qui la tirerait de sa torpeur et lui ferait prendre conscience de la réalité.

Pourtant, malgré son désir d'être l'alternative doctrinale par excellence, le R.I.N.-officiel ne réussit qu'à suivre le mouvement, c'est-à-dire qu'à élaborer une doctrine très timorée, assez peu substantielle, et somme toute, semblable à celle officiellement en cours; une doctrine inspirée par des considérations d'ordre uniquement nationaliste et hypothéquée par des préoccupations électoralistes. Le chapitre II essaiera de démontrer que la doctrine riniste loin d'être dynamique et globale était traditionnelle (dans le sens qu'elle était presque uniquement préoccupée par la situation politique, et dirigée "contre" Ottawa), et, incapable de répondre aux questions nouvelles posées par l'expérience.

3) Le troisième thème est d'ordre économique: répartition plus juste des richesses dans le sens d'une plus grande équité sociale ²⁴.

²⁴Nous disons "sociale" par opposition à ce qui est strictement politique et nationaliste. Le "social" dans ce cas-ci englobe aussi "l'économique".

C'est sans doute le thème le plus perçu comme étant traditionnellement de gauche. Néanmoins, il est assez difficile de préciser ce que l'on entend exactement par répartition plus juste des richesses: la gamme des moyens est assez variée et les techniciens de l'économie s'accordent assez mal sur ceux qui amèneraient un tel résultat. Nous donnerons donc une interprétation très large et assez idéaliste de cette idée, interprétation empruntée au socialisme yougoslave, et qui, me semble-t-il, reflète assez bien les exigences d'une certaine gauche, dont la gauche riniste. Par répartition plus juste des richesses, il faut entendre la réalisation de la propriété sociale (non pas nationaliste ou étatique). Cela suppose non seulement la nationalisation ou même la collectivisation, mais la consultation et le pouvoir d'auto-gestion effectif des travailleurs. Il ne s'agit d'ailleurs pas seulement de "gestion" mais encore de "décision".²⁵

Si l'on se fie au programme et à la nature de ses revendications, le R.I.N.-officiel était bien loin d'approcher cet idéal économique. Malgré les pressions de sa fraction de gauche, il ne dépassa pas ce qui semble être le modernisme libéral de quelques hommes avant tout soucieux d'efficacité dans le domaine politique comme dans le domaine économique. Et l'on se contentait d'autant plus de cet objectif qu'il n'allait pas à l'encontre d'un "certain" nationalisme.

²⁵ Touchard, Histoire des idées politiques, p. 776.

Le chapitre III démontrera que dans le domaine économique, le R.I.N.-officiel ne sut passer d'un désir d'efficacité technocratique et d'équité d'inspiration nationaliste, à un désir d'efficacité et d'équité d'inspiration sociale.

4) Le quatrième thème de référence est d'ordre sociologique: évolution psycho-sociale et prise de conscience collective.

Ce thème qui touche les attitudes populaires échappe à une définition générale. Il n'est pas à négliger pour autant, et plusieurs auteurs déjà ont fait le lien entre psychologie et politique²⁶. Effectivement la dimension psychologique est souvent fondamentale dans l'explication d'un phénomène politique. On peut, à la limite, affirmer que toute "révolution"²⁷, tout changement définitif, nécessite des modifications au niveau de la structure mentale d'un peuple, et se fonde sur un long travail de préparation psychologique: détruire certains mythes, créer de nouveaux concepts, de nouveaux besoins, etc. Les exemples faciles illustrant ce phénomène ne manquent pas: la révolution française et la révolution russe, entre autres, s'expliquent aussi par la désacralisation de la royauté et du tsarisme dans l'esprit du peuple. Ce changement psycho-social n'est pas toujours l'oeuvre d'un parti politique. Dans bien des cas, il se fait en dehors des partis, sous l'impulsion

²⁶ G. Wallas et J.C. Davies, par exemple.

²⁷ Il va sans dire qu'il s'agit ici de "révolution" dans une société raisonnablement "libre". Nous mentionnerons dans le chapitre IV ce que P. Bourgault entendait pas "révolution".

d'un homme, ou d'un évènement (exemple: E.U. à l'heure actuelle). En fait, c'est surtout dans les pays en voie de développement, colonisés ou récemment indépendants (et jusqu'à un certain point, le Québec entre dans cette catégorie²⁸), que les partis politiques remplissent ce rôle. Ce thème de référence n'est donc pas déplacé dans un travail comme celui-ci qui porte sur un parti politique indépendantiste.

La question est de savoir si ce changement dans la mentalité populaire se situe à gauche. Pour éviter toute ambiguïté, nous situerons à gauche le parti dont l'action s'efforce de faire disparaître une attitude collective fondée sur des valeurs qui ne correspondent plus à la réalité, qui la camouflent ou la déforment, et qui, par leur caractère mythique, empêchent ou retardent l'affirmation de l'expression populaire, et la manifestation d'une prise de conscience collective.

Si l'on se situe au plan psychologique (et non économique ou politique), on peut dire que le R.I.N. s'acquitta fort bien de son rôle pédagogique. Son style et son vocabulaire politique nouveau "aidèrent" la libération des moeurs politiques québécoises et aidèrent à populariser certains thèmes nationalistes. C'est ce dont traitera le chapitre IV.

A prime abord, nous semblons ici entrer quelque peu en contradiction avec ce qui a été dit du R.I.N. dans les thèmes I & II (parti qui montrait une tendance à rechercher la puissance électorale au détriment de certaines autres fonctions importantes comme celles d'entretenir la ferveur des

²⁸ C'était, nul besoin de le préciser, l'avis du R.I.N.

militants, de se distinguer idéologiquement des autres partis, etc.). C'est qu'il ne faut pas oublier deux choses qui font en quelque sorte la particularité de cette thèse. La première, c'est que dans ce travail, nous nous plaçons chaque fois sur un plan différent. Dans le chapitre IV ce sera sur le plan psychologique et non politique ou économique. En d'autres termes, nous analyserons les effets de la pensée riniste et non tellement la pensée elle-même, comme dans les chapitres précédents (en ce sens le chapitre IV laissera plus de place à l'interprétation personnelle). Sous ce point de vue-là le R.I.N. fut de gauche, car il n'est pas nécessaire qu'une idéologie soit neuve ou réellement révolutionnaire pour qu'elle exerce une profonde emprise sur les masses, et qu'elle ait un effet remarquable au niveau des attitudes populaires. Deuxièmement, nous avons affaire à un parti de transition, et qui plus est, profondément divisé de l'intérieur. Comme pour l'analyse de tout parti du genre, il faudra parler souvent en termes de degrés et de nuances. Ces deux facteurs (analyse à partir de plans différents et parti de transition profondément divisé de l'intérieur), sont sans doute la cause d'un sentiment de confusion, ou d'ambiguïté, que peut avoir le lecteur de la thèse. C'était là une des difficultés inhérentes du sujet, que nous ne pouvions éviter qu'au risque d'une certaine déformation de la réalité.

Pour résumer le tout, disons que dans notre optique (optique inspirée par des "données" internationales, québécoises et rinistes), un parti de gauche sera celui qui dénote une tendance à changer le système (politique, économique, social, etc.) dans le sens spécifié plus haut, c'est-à-dire dans le sens d'un

plus grand dialogue à initiative bilatérale, dans le sens d'une plus grande "sophistication" et d'une plus grande exigence doctrinale, dans le sens d'une plus grande équité socio-économique, dans le sens d'un affranchissement psychologique populaire.

Par opposition, et par opposition seulement ²⁹, le R.I.N. sera qualifié de parti de droite (ou non de gauche), car il s'est préoccupé peu ou pas de changer le système dans trois des sens spécifiés plus haut. En fait, il a, en gros, conservé les pratiques économiques, politiques et doctrinales existantes, et n'a exercé une influence réformatrice ("de gauche"), qu'indirectement au niveau des attitudes populaires.

Encore une fois, le choix des quatre thèmes que nous avons utilisés comme standards de référence pour délimiter la catégorie gauche-droite, n'était, dans notre esprit, ni le plus universellement acceptable, ni le meilleur. Il n'exprime pas non plus une opinion personnelle sur ce que devrait être un parti "de gauche". Mais il était probablement le seul possible étant donné les circonstances, c'est-à-dire étant donné le matériel à notre disposition (les données et préférences rinistes), et étant donné les perspectives internationales actuelles. Léon Dion, parlant d'une de ses propres études, écrivait: "Le spécialiste des partis ou des groupes

²⁹ La nuance est importante car entre la gauche telle que définie et la droite, il y a toute une gamme de tendances. Mais pour des raisons pratiques, nous qualifierons de droite ce qui n'est pas authentiquement de gauche dans le sens entendu et défini plus haut.

d'intérêt n'a d'autre alternative que de situer ses analyses au niveau de l'empirisme, et de tenter de greffer celles-ci sur des théories déjà existantes³⁰, quitte à plier ces dernières à ses besoins."³¹ C'est, nous semble-t-il, la démarche que nous avons adoptée.

30

Dans notre cas: théories de la démocratie de participation, des tendances oligarchiques des partis de masses, de la doctrine guide pour l'action, etc.

31

L. Dion, "A la recherche d'une méthode d'analyse des partis et des groupes d'intérêt", C.J.P.S., (mars 1969), p. 45.

C H A P I T R E I

L'analyse de la pensée riniste sur le plan "méthodologie politique": centralisme et électoralisme vs. militantisme et travail de distinction idéologique.

A partir de 1964, le R.I.N. n'eut qu'une idée en tête: assurer la survie de l'organisation (par un renforcement de ses structures) et assurer son succès électoral. En fait, la décision du R.I.N. de consacrer une partie de ses énergies à améliorer l'organisation du parti et à conquérir le pouvoir par les voies électorales n'était ni rétrograde, ni conservatrice en soi: par définition, de par son essence même, un parti politique (et le R.I.N. avait décidé d'en devenir un dès 1963), vise l'acquisition du pouvoir, sinon rien ne le distinguerait des autres groupements, clubs ou écoles de pensée; actuellement, même les partis communistes incluent dans leurs fonctions l'activité électorale et le renforcement des structures. Il n'y avait donc là rien de surprenant. Naturellement, le fait pour le R.I.N. de revêtir le statut de parti politique "officiel" et d'entrer "légalement" dans la course électorale, était le signe d'une certaine acceptation du système, ou, si l'on préfère, d'une tolérance vis-à-vis certains aspects de ce système, autre que l'aspect constitutionnel. Mais malgré son choix pour les voies légales et pacifistes, le R.I.N. n'entendait pas, à priori, sacrifier ses idéaux réformistes, tant politiques, sociaux qu'économiques. Voilà la signification qu'il fallait donner à cette phrase tirée du programme politique de P. Bourgault (1963), et qui, souleva l'enthousiasme tant des modérés, (par son aspect pratique), que des extrémistes de gauche (par son idéalisme): "Nous n'avons pas

le goût du pouvoir pour le pouvoir, mais nous devons désormais avoir la volonté du pouvoir."¹

Ce genre de distinction subtile était plus facile à exprimer verbalement, en temps d'élections, qu'à mettre en pratique dans les actions quotidiennes. On devait s'en rendre compte par la suite. En effet, les dirigeants rinistes perdirent de leur intransigeance politique dès qu'ils entrevirent ce qui semblait, (grâce à la formation d'une seule force indépendantiste R.N.-M.S.A.-R.I.N.), une lueur de victoire. Au point que l'on peut se demander si ce qui constituait le réformisme et le caractère novateur du R.I.N., n'était pas inversement proportionnel à sa position par rapport au pouvoir.² Si tel était le cas, le R.I.N. ne se distinguait pas de la plupart des partis en système bipartite: idéologiquement exigeants dans l'opposition, mais conciliants une fois au pouvoir, ou en vue du pouvoir. Quoiqu'il en soit, à cause de cette proximité relative du pouvoir³, s'accompagnant toujours d'une certaine sagesse, le R.I.N.-officiel ne s'en tint pas vraiment aux nobles intentions exprimées par son chef en 1963: il finit par faire de l'acquisition du pouvoir par la force électorale⁴, une fin et non plus un moyen parmi d'autres, c'est-à-dire l'activité unique du parti "sans" tenir compte de ses autres

¹P. Bourgault, "Programme politique et électoral", Parti Pris (décembre 1963), p. 9.

²Bourgault, par exemple, est beaucoup plus "à gauche" depuis qu'il n'est plus chef de parti.

³Pour plus d'exactitude, il faudrait dire: "Cette impression d'être un élément de poids dans la lutte électorale". Car, en termes statistiques, le R.I.N. ne s'approcha pas vraiment du pouvoir.

⁴Pour être fort électoralement, le parti devait projeter une image rassurante (stratégie interne) et s'assurer d'une certaine quantité (non qualité) de votes (stratégie externe).

fonctions (organiser le travail politique dans les organisations de masse, former et consulter des militants, etc.), comme le souhaitait la gauche riniste.

C'est cette attitude qui faisait de la survie de l'organisation et de son succès électoral une fin et non un moyen parmi d'autres, attitude qui risquait de métamorphoser un parti qui se voulait à la portée de tous en parti de cadre ou en machine électorale, que la gauche riniste et québécoise qualifient péjorativement d'anti-militantisme, d'électoralisme, et de "droite".

Nous allons mettre en lumière les signes avant-coureurs de cette tendance anti-démocratique et électoraliste en examinant tour à tour:

- A) La politique interne du parti (dirigeants-militants de base) marquée par un souci disciplinaire et par des mesures centralisatrices, avantageuses à court terme sur le plan électoral.
- B) Et sa politique extérieure (R.I.N. - autres partis politiques - électoralat) marquée par des ententes stratégiques entre leaders, ententes qui avaient l'unique avantage de la force numérique.
- C) Dans un troisième temps, nous essaierons d'interpréter la stratégie interne et extérieure du R.I.N.-officiel, et d'en tirer les conséquences éventuelles, à la lumière de notre premier thème (dialogue politique), tel que défini dans l'introduction.

A- Renforcement de l'organisation riniste: accent sur un exécutif fort et sur la discipline à l'intérieur du parti vs. décentralisation et plus grand militantisme. ⁵

⁵L'expression "militantisme" a été employée par la gauche riniste: il faut entendre par là, initiative assez grande laissée à la base (c'est-à-dire aux militants), participation active de ces derniers aux décisions des dirigeants.

Il apparut très vite aux dirigeants indépendantistes qu'une condition essentielle à la survie de l'organisation et à son succès électoral, (et par conséquent à la marche du Québec vers l'indépendance, l'une ne pouvant se faire sans l'autre, dans leur esprit), était de mettre sur pied une organisation "forte et dynamique qui permettrait d'éviter les déchirements internes, fatals dans la période d'accélération intense que vivait le Québec."⁶ Le fait est que crises et dissensions internes se succédaient à un rythme accéléré au sein du parti (quatre crises majeures en cinq ans d'existence en tant que parti politique).⁷ Cela ne pouvait que nuire à l'image publique du R.I.N., et retarder sa crédibilité électorale.

Pour pallier à cette situation, électoralement fort déplorable, le R.I.N.-officiel prit le moyen le plus sûr, à court terme, et le plus dangereux, à long terme, pour l'ouverture démocratique du parti. Il proposa de centraliser les structures du parti, (c'est-à-dire de réduire la liberté de mouvement du Conseil Central, des régions et des comtés qui se préoccupaient beaucoup plus de soutenir leurs propres théories que de promouvoir les convictions idéologiques de l'ensemble et les grands objectifs nationaux). Il proposa également d'instituer un exécutif national fort qui puisse décider en dernier ressort

⁶P.E. Guérard, Conférence de presse au nom de l'Equipe des 9, (Montréal: R.I.N., septembre 1967).

⁷La première crise était la crise Marcel Chaput en 1963: ce dernier, qui avait une vision personnalisée de l'indépendantisme québécois, refusait de se soumettre à une décision de l'assemblée générale. La deuxième crise eut lieu en '64: elle était causée par l'indiscipline d'une région (celle de Québec) envers la direction nationale de Montréal, surtout envers le Président P. Bourgault, qu'elle jugeait trop socialiste et agnostique. Les troisième et quatrième crises mirent aux prises la direction nationale, surtout le Président P. Bourgault, et la région de Montréal. Cette dernière accusait l'exécutif de ne pas être assez "socialiste".

(principe d'autorité), surveiller l'activité des militants (principe de militantisme contrôlé), et qui soit en mesure de construire un esprit national au sein du R.I.N. (notion de légitimité). Ces trois notions constituèrent l'essentiel de la pensée politique de Bourgault de 1963 à 1968, et, les mesures centralisatrices que le président riniste fit adopter en 1967-1968 furent en quelque sorte leur consécration officielle.

Nous allons nous attarder à décrire ces mesures centralisatrices d'organisation interne, même si le sujet de cette thèse est la "pensée politique du R.I.N." Nous faisons ce travail de description et d'information factuelle un peu parce qu'à notre connaissance, il n'a jamais été effectué par une personne extérieure et même intérieure au R.I.N., et surtout, parce que la vie, les activités, les préoccupations du parti, tournèrent autour de ces questions d'ordre technique. Nous ne pouvons par conséquent éviter d'en parler d'autant plus que les rinistes et leurs dirigeants en parlèrent eux-mêmes beaucoup. De toute façon, comme nous l'avons dit plus haut, il est possible "d'extraire", en nous basant sur la façon dont ces questions d'ordre technique furent traitées, des notions théoriques intéressantes: notions d'autorité, de militantisme contrôlé, de légitimité, etc. que le R.I.N.-officiel développa un peu au détriment du militantisme et de la démocratie de participation.

1- Mesures centralisatrices:

La première des mesures centralisatrices avait pour but de mettre fin une fois pour toutes au désaccord qui régnait au sein de la direction nationale et à la paralysie que ce désaccord entraînait. N'oublions pas que la première et les deux dernières crises étaient en parti causées par l'indiscipline d'un membre de la direction (Marcel Chaput et A. Ferretti étaient tous les deux

vice-présidents: l'un en 1963 et l'autre en 1967) refusant de se plier aux règles de la collégialité. Pierre Bourgault proposa donc aux congrès d'octobre 1967 et de mars 1968, une équipe complète, l'Equipe des 9 (président, vice-président et sept directeurs nationaux), dont la caractéristique principale était la discipline, la solidarité et l'esprit de collaboration de ses membres. Autrement dit, les congressistes étaient appelés à voter non plus pour un individu, mais pour un bloc homogène, ayant une façon identique de considérer le parti, son évolution, son programme, etc. En se présentant, non pas seul, mais avec une équipe, Bourgault pensait naturellement débarrasser la direction nationale d'éléments dissidents et obstructifs, tels Andrée Ferretti et quelques-uns de ses partisans se trouvant parmi les directeurs nationaux. La direction nationale et le parti y gagnaient en efficacité, mais y perdaient en subtilité politique.

Contrairement à cette dernière, les autres mesures centralisatrices furent inscrites dans la constitution riniste.

L'une s'attaquait au Conseil Central (Exécutif national + représentants des régions et des comtés) qui, jusqu'en 1967, jouissait d'un pouvoir de décision très grand. Le président riniste s'efforça de faire diminuer le poids du Conseil Central. Il proposa qu'entre les réunions de l'Assemblée Générale des membres, organe suprême du parti, l'autorité supérieure soit le Comité Exécutif et non le Conseil Central. Le rôle de ce dernier, composé de délégués régionaux, restait celui de révéler l'orientation que la base souhaitait voir prendre au parti, mais c'est le Comité Exécutif national qui, en dernier ressort, avisait de la politique à adopter, et ses décisions étaient exécutoires.

Autrement dit, l'exécutif national devenait le point tournant de l'organisation riniste entre les réunions de l'assemblée générale.⁸

La troisième mesure, visant à rétablir la notion d'autorité et à instituer un exécutif national fort, touchait le Conseil Central et certaines régions puissantes.

En effet, au Congrès spécial de mars 1968, l'on décida, à la grande satisfaction de l'Equipe des 9, que les décisions du Conseil Central seraient désormais prises à la majorité simple des voix (chapitre IX, art. 4-b) (les constitutions antérieures à celle de 1968, spécifiaient seulement "à la majorité"), et dans les cas d'égalité, le président du R.I.N. exercerait un droit de vote prépondérant (chapitre IX, art. 2). L'article 2, augmentait l'importance de l'exécutif au sein du Conseil Central, puisque la balance du pouvoir pouvait à l'occasion être détenue par le président du parti; alors que l'article 4 (b), mine de rien, avantageait le Comité Directeur national au détriment d'une région contestataire importante comme celle de Montréal. Le grand nombre de votes détenus par cette dernière au Conseil Central, n'allait plus représenter pour l'exécutif un obstacle insurmontable puisque les décisions pouvaient être prises à la majorité simple. Et ce, d'autant plus, que Bourgault et son équipe pouvaient compter sur l'appui des délégués des autres régions

⁸La constitution de 1967, ch. IX, art. 2 (c), disait: "Entre les réunions du Conseil Central (1 par mois), le Comité Directeur national exerce les pouvoirs au sein du parti, prend toutes les décisions à condition qu'elles n'aillent pas à l'encontre des décisions de l'Assemblée Générale ou du Conseil Central du parti, (et qu'elles constituent un élément nouveau qu'on n'a pas pu prévoir avant la dernière réunion du Conseil Central, et urgent tel qu'on ne peut pas attendre avant la prochaine réunion du Conseil Central)". Cette dernière partie du paragraphe était supprimée dans la Constitution de 1968, avantageant ainsi l'Exécutif National.

représentées au Conseil Central (d'ailleurs, les amendements ci-dessus furent avancés par la région des Laurentides et celle du Richelieu; la région de Montréal s'y opposait).

Une quatrième mesure constitutionnelle mettait plus spécifiquement en cause l'indépendance des régions et des comtés par rapport à l'Exécutif National.

L'équipe Bourgault, en effet, fit incorporer à la Constitution de 1967, certains articles ayant pour but de mettre fin à l'isolement dans lequel était tenu le Comité Directeur National, et à son ignorance par rapport à ce qui se passait dans les régions et les comtés. Déjà, en 1963, P. Bourgault attribuait pour beaucoup l'indiscipline des membres à l'insuffisance de communication entre la direction et la base, dans le sens que c'était l'exécutif qui était tenu, bien souvent, à l'écart de ce qui se tramait dans les régions et "non" vice-versa comme le prétendait A. Ferretti: "Les membres devront rapidement être informés des directives (transmises de haut en bas), ainsi que des prises de position officielles du parti", disait-il en 1963. "Une grande partie de ce qui s'est fait jusqu'ici l'a été par les membres militants sans que la direction nationale en ait été informée, ou même, contre la volonté de celle-ci".⁹

L'on essaya donc, à partir de 1967, de corriger "constitutionnellement" cet état de choses: les décisions du Conseil central et du Comité Directeur National devenaient immédiatement exécutoires par tous les paliers de l'administration et d'organisation du parti, ainsi que par les membres (chapitre X, art. 2(d) de la constitution de 1968); et le Comité Exécutif National allait

⁹P. Bourgault, "Programme politique", p. 14.

être avisé de toutes les réunions des conseils régionaux et des comtés. Ses membres y assisteraient d'ailleurs avec droit de parole (Constitution 1967, chapitre IX, art. 2(e) et Constitution 1968, chapitre X, art. 2 (e)). Enfin, autre apport constitutionnel nouveau datant de 1967: le Comité Directeur National "ou" le Conseil Central allait pouvoir, pour des motifs valables, déclarer un poste vacant au niveau de la région, (Constitution 1967, chapitre VIII, art. 6); et l'un "ou" l'autre allait pouvoir, également, combler une vacance au sein d'un Comité Directeur Régional ou d'un Conseil Régional en "nommant" au poste vacant une personne membre du R.I.N. pour la région (Constitution 1967, chapitre VIII, art. 5). Ceci constituait un dernier moyen d'importance de briser l'isolement dans lequel était tenu l'Exécutif National, de s'assurer la bonne tenue des régions et leur "soumission" aux instances supérieures. P. Bourgault, d'ailleurs, avait toujours préconisé (Exemple: discours électoral de 1963) ces nominations par le haut. C'était un procédé moins démocratique que des élections, mais il offrait l'avantage énorme, selon lui, de l'efficacité, du bon ordre et de la discipline. Le président riniste, était somme toute, plus sensible aux possibilités de réalisation pratique, qu'aux beaux principes de participation.

Voilà donc quelques-unes des mesures centralisatrices que le R.I.N.- officiel présenta et fit accepter à ses membres, comme seules solutions susceptibles d'éviter une répétition d'affrontements passés. Ajoutons, que la tendance représentée par P. Bourgault ne niait pas ouvertement la nécessité du dynamisme de base, de la participation et de la politisation, c'est-à-dire l'importance du militantisme, comme on disait alors. Au contraire, elle acceptait, du moins en principe, l'idée que les membres des comtés et des régions soient des animateurs dans leur propre milieu. Elle admettait qu'ils aient une

certaine liberté de mouvement: un véritable parti démocratique ne devait pas exclure la discussion et la critique. Mais cette liberté devait, étant donné les circonstances, être restreinte, "surveillée" (notion de militantisme contrôlé). C'est cette petite nuance qui creusait le fossé entre le R.I.N.-Bourgault et le R.I.N.-Ferretti.

Le R.I.N.-Bourgault justifiait les mesures centralisatrices que nous venons de décrire et sa préférence pour un militantisme contrôlé, de la façon suivante: pour lui, le problème auquel devait faire face le R.I.N. depuis 1963, n'était pas dû à l'absence de militantisme et de structures démocratiques et décentralisées, mais à l'absence de discipline et d'autorité au sein du parti.

On tend facilement, [soulignait le manifeste de l'Equipe des 9], au R.I.N. et au Québec, à rejeter toute autorité, si démocratiquement établie soit-elle, toute structure, tout cadre, sans lesquels aucune lutte efficace n'est possible. Combien de mouvements nationalistes sont tombés parce qu'ils étaient insuffisamment structurés, voués à l'échec dès le départ, parce que leur armature n'était pas faite pour durer. La démocratie a des règles... Une autorité doit trancher, particulièrement lorsque nous sommes en pleine bataille, que ce soit une élection ou une manifestation.¹⁰

En fait, le R.I.N.-Bourgault optait pour un renforcement de la direction nationale et reléguait les régions et les comtés au simple rôle d'ambassadeurs, principalement parce que ces derniers étaient plus préoccupés à défendre leurs propres théories qu'à construire un parti à l'échelle nationale (ce qui était une condition indispensable à la conquête du pouvoir). Selon le R.I.N.-officiel ce n'était pas le cas de l'Exécutif National qui était élu par la majorité des membres, et qui, par conséquent, était en mesure de refléter l'esprit national, et de devenir le pivot de l'organisation (notion de légitimité).

¹⁰ Equipe des 9, Manifeste électoral: Pourquoi nous nous battons, (Montréal: R.I.N., octobre 1967), p. 6.

2- Version de la gauche riniste:

Il va sans dire que la gauche riniste et, en général, toute une certaine gauche, n'attribuait pas les difficultés que connaissait le R.I.N. à une organisation et à un esprit de corps inadéquat, (c'est-à-dire à une trop grande décentralisation des structures et à une notion extrême et idéalisée de la démocratie balayant presque totalement la notion d'autorité.) Au contraire, selon elle, si l'organisation riniste vacillait c'était parce que les dirigeants n'associaient "pas assez" les militants des régions et des sections aux prises de décision. A cause de leur isolement, les instances supérieures du parti perdaient conscience des véritables problèmes du R.I.N. et du Québec. La faille, selon les ferrettistes, résidait donc dans une "trop" grande centralisation empêchant les cellules de base, (les seules en contact avec les travailleurs et les organismes locaux) de faire valoir leur point de vue, et empêchant, par le fait même, l'influx d'idées nouvelles sans lequel toute organisation se sclérose et finit par ne plus avoir sa raison d'être. Pour pallier à ce défaut structurel, Mme Ferretti proposait:

- 1) Que chaque comité national soit composé d'un directeur national et d'un délégué par région (dans la constitution, seul le directeur national avait la responsabilité de son comité).
- 2) Que l'exécutif national soit réduit au simple rôle d'exécutif de l'assemblée générale et du Conseil central, ce dernier étant beaucoup plus représentatif de l'ensemble puisqu'il groupait aussi les présidents des régions.

Il ne s'agit pas ici de trancher la question et de savoir laquelle de ces deux versions (celle de l'Equipe des 9 ou celle du R.I.N.-Ferretti) était la bonne. Il faut savoir discerner, dans l'une et l'autre version, la part de la stratégie et du prestige personnel. A. Ferretti, ex-présidente et

porte-parole de la région de Montréal, essayait naturellement de conserver les privilèges de sa région. D'un autre côté, P. Bourgault, en temps que président, n'aimait pas voir son autorité constamment menacée: il désirait annihiler toute opposition, aussi stimulante soit-elle pour l'orientation dogmatique du parti. Quoiqu'il en soit, contentons-nous pour le moment de constater que le R.I.N.-officiel voyait le salut de l'organisation et le succès de la cause indépendantiste dans une plus grande initiative de l'Exécutif National qui aurait fait en quelque sorte la "moyenne" des aspirations de toutes les régions du R.I.N. et du Québec. L'Exécutif National aurait ainsi exercé une espèce de supervision et d'interprétation paternalistes. Le R.I.N.-Ferretti, au contraire, voyait le salut de l'organisation et de la cause indépendantiste dans une manifestation "brute" des désirs de la base: les désirs des régions et des comtés devaient avoir préséance et devaient pouvoir se manifester, à tous les niveaux, sans intermédiaire.

Avant de tirer les conclusions de l'attitude du R.I.N.-Bourgault et avant de mettre en lumière les conséquences de cette attitude pour l'ouverture démocratique du parti, nous allons examiner brièvement la stratégie extérieure du R.I.N. (R.I.N. - autres partis politiques - électorat). Car la politique extérieure du R.I.N., tout comme sa politique intérieure, était animée par un même souci d'efficacité électorale.

B- Stratégie "externe" du parti: ententes entre leaders ayant l'unique avantage de la force numérique. Tentatives de rapprochement et rapprochement avec le R.N. et le M.S.A.

Si l'on se fie aux faits et non aux déclarations de principe, le R.I.N.-officiel fut assez peu intéressé à la stratégie électorale fondée sur

un travail de distinction idéologique ¹¹ d'avec les autres partis, et sur un travail de politisation au niveau des organisations locales. Il fonda plutôt sa stratégie électorale sur des ententes, des accords qui avaient l'unique avantage de la force numérique et dont les pourparlers eurent lieu à huis clos. Ces ententes "trahissaient" en quelque sorte les aspirations idéologiques qu'auraient pu avoir les militants, les adhérents et les sympathisants rinistes, et ne faisaient pas appel à leur discernement politique, indispensable à l'établissement d'un véritable dialogue politique.

Nous allons relater les tentatives de rapprochement entre le R.I.N., le R.N. et le M.S.A. Nous allons également dire un mot sur la pensée de chacun de ces éventuels associés, pour bien souligner que le seul avantage que le R.I.N. aurait pu en tirer était d'ordre numérique, le jour de l'élection (cela s'applique surtout au R.N.).

Il apparut très vite que les pourparlers, d'abord avec le Ralliement National (R.N.), puis avec le M.S.A., dépassaient le simple accord électoral et technique (un candidat indépendantiste par comté), calculé en vue de s'assurer, pour un moment donné, un vaste auditoire que l'on pourrait, sinon politiser en profondeur, du moins éveiller aux problèmes économiques et culturels du Québec. En fait, les pourparlers de rapprochement reflétèrent bien vite, non seulement un sens pratique à bien des points de vue recommandable, mais un sens de l'opportunisme, dangereux pour un parti qui voulait habituer la population à une politique plus ouverte et plus nuancée. Cet opportunisme des dirigeants rinistes fut surtout évident dans le cas du projet de fusion

¹¹ Il faut donner ici au mot idéologie le sens "de principes déjà existants chez le R.I.N." (l'unilinguisme, par exemple). Cela n'a rien à voir avec le sens qui en est donné dans le second chapitre: guide global pour l'action.

avec le Ralliement National (R.N.), car le R.N. se situait vraiment aux antipodes du R.I.N.

1. Pourparlers de rapprochement R.I.N.-R.N.: force du R.N. dans les campagnes.

En effet, en 1967, époque des pourparlers en vue d'un rapprochement R.I.N.-R.N., le R.N. n'avait ni programme, ni cadres, ni pensée définie, et était disposé à n'accorder qu'une importance relative à ces choses. A ce sujet, l'histoire de la formation du R.N. parlait d'elle-même.

Le Ralliement National (R.N.) vit le jour au printemps 1966 après une entente entre les chefs du Regroupement National (Dr. Jutras, J. Garon, J. Miville), et ceux du Ralliement Créditiste (dont Gilles Grégoire). (L'on peut, dès à présent, relever la politique en vase clos, "entre leaders"). Or le Ralliement Créditiste n'était que la manifestation de l'insatisfaction personnelle d'une poignée de créditistes (très, très peu) devant le fédéralisme forcené de Réal Caouette, et non pas nécessairement devant ses autres théories. De son côté, le Regroupement National, formé en 1964, par quelques rinistes rebelles aux idées avant-gardistes et agnostiques des vedettes du R.I.N., (c'est-à-dire P. Bourgault et Cie), ne brillait pas non plus par ses antécédents progressistes. Voici comment un membre riniste jugeait les dissidents de 1964: "Ceux-ci ne sentaient pas le besoin d'effectuer des transformations profondes, dans le système socio-économique...; ils ne trouvaient pas nécessaire d'innover dans le domaine de la propagande, estimant que les méthodes des vieux partis leur convenaient. Le groupe rebelle adopta également une attitude ferme sur la nécessité d'orienter l'action politique sur des critères essentiellement "catholiques".¹² D'autres virent, dans la crise de 1964, le

¹²R. Aubin, "Le R.N. et nous", Le Béliver Express, (septembre 1967), p.3

résultat d'un conflit de personnalités: quelques membres de la région de Québec, contre le "révolutionnaire" P. Bourgault. Quoiqu'il en soit, dans l'une ou l'autre interprétation, les rebelles représentaient l'anti-progressisme, la "droite".

L'expulsion des éléments rinistes "de droite" (Regroupement National), le désistement de certains créditistes fédéraux (Ralliement Créditiste), et la rencontre de tous ces éléments insatisfaits, se fit si vite que lorsque G. Grégoire, chef de la nouvelle formation politique (R.N.), commença à effectuer une série d'approches avec le R.I.N., il n'existait aucun document intitulé "Programme R.N.".

Mais malgré son impréparation idéologique, et son allure de parti de cadre limité à quelques initiés, le Ralliement National recueillit 80,000 votes, aux élections de juin 1966, dans les régions rurales du Québec. (Il n'y avait là rien de vraiment surprenant: le créditisme étant au Québec un phénomène proprement rural, alors que les rebelles rinistes de 1964 représentaient les militants ruraux du R.I.N.). C'était précisément dans ces comtés ruraux que le parti de Bourgault avait fait piètre figure, et allait, selon toute probabilité, continuer à faire piètre figure: tout d'abord, parce que d'une façon générale, les électeurs insatisfaits dans un comté donné ont tendance à accorder leur préférence à un tiers parti en particulier et non à diviser les votes également entre plusieurs tiers partis; et aussi parce que, comme le soulignait le Manifeste de L'Equipe des 9, la réalité politique québécoise était que les travailleurs (du moins avant 1970), votaient Crédit Social, R.N. ou Union Nationale, alors que le N.P.D., le P.L. et le R.I.N. se partageaient les votes des classes moyennes, bourgeoises, et urbaines. ¹³

¹³ Equipe des 9, Pourquoi nous nous battons, p. 9.

Compte tenu des objectifs du R.I.N. à partir de 1966, et de l'action de la gauche du parti (atteindre les ouvriers surtout), il y aurait eu de plus en plus de contraste entre le R.I.N. des villes et celui des campagnes.

P. Bourgault et ses partisans pensaient qu'un rapprochement conditionnel avec le R.N. de Gilles Grégoire aiderait le R.I.N. à pénétrer les campagnes, mouvement stratégique indispensable, étant donné la carte électorale du Québec.

En fait, en proposant ce rapprochement, l'Equipe des 9 prétendait vouloir éviter de tomber, comme bien d'autres nouveaux partis québécois, dans le piège d'un gouvernement qui avait tout avantage à diviser pour régner. "Montons au pouvoir, faisons l'indépendance, on se disputera après sur les questions sociales et économiques." ¹⁴ C'est ce genre de discours que l'équipe Bourgault tint aux membres lors du Congrès de 1967 pour les convaincre de la nécessité d'un rapprochement conditionnel (respect du nom et du programme du R.I.N. par le R.N. et représentation majoritaire riniste en cas de fusion). Il importait peu à Bourgault et à ses disciples que le parti de Grégoire fût une organisation restreinte (peu de membres), formé d'ex-créditistes devenus séparatistes, et d'ex-rinistes conservateurs. A leur avis, ce qu'il fallait prendre en considération n'était pas, répétons-le, leur manque d'idéologie progressiste ou leur manque d'idéologie tout court, mais leur sens de l'organisation politique qui en faisait une force de nuisance pour le R.I.N. dans environ 70 comtés. (Il est à noter que l'étendue de la force électorale du R.N. était contestée par les opposants de l'Equipe des 9 qui soutenaient que cette force était "amplifiée" par Bourgault et Cie pour mieux faire accepter leurs idéaux strictement électoralistes). Une chose est certaine: c'est le côté "pratique" et "immédiat" de ce rapprochement que considéraient les

¹⁴R. Vachon, "Pour la fusion avec le R.N.", le Bélif, (septembre 1966), p. 2.

dirigeants rinistes; selon eux, la cause indépendantiste y gagnait sinon du point de vue idéologique, du moins sous le point de vue stratégique (force électorale). Et pour un parti de la trempe du R.I.N., le sens des réalités valait bien, celui des nuances idéologiques!

On peut réfuter cette sévère interprétation de ce qu'il est convenu d'appeler "la crise de 1967", c'est-à-dire le flirt fort critiqué du R.I.N. avec le R.N. Le dénouement semblait, en effet, démontrer que le parti, pris dans son ensemble, ne donnait pas la priorité à l'organisation et à la force électorale, au détriment de la "pureté" idéologique. Les congressistes d'octobre 1967, sans rejeter à jamais, faute de temps, l'idée d'une fédération, renvoyèrent le projet de fusion avec le R.N. aux calendes grecques, et ce, après avoir élu à l'exécutif du parti, trois membres opposés à la fusion (dont A. Ferretti à la vice-présidence). Ceci constituait une preuve de la méfiance des membres envers le parti fantoche de Grégoire, et un blâme indirect dirigé contre l'Equipe des 9 qui avait centré sa campagne sur cette question de fusion conditionnelle. De plus, les congressistes votèrent, en assemblée générale, une proposition de la commission politique disant que désormais la priorité du R.I.N. devait être la propagande, une propagande planifiée conçue dans l'action et axée sur les problèmes tant des milieux ruraux que des milieux urbains. C'était préférer le travail de persuasion idéologique à l'électoralisme, et rejeter l'idée avancée par le vice-président du Ralliement National (R.N.), selon laquelle le peuple était réfractaire à la propagande, aux beaux discours et aux belles théories. La gauche du parti, soucieuse de la conquête du pouvoir par la diffusion des idées, marquait donc momentanément un point.

2. Pourparlers R.I.N. - M.S.A.:

Momentanément, car dès l'apparition du Mouvement Souveraineté-Association (M.S.A.) fondé par René Lévesque, le R.I.N. eut à faire face à un problème en tout point semblable (fidélité aux principes, ou électoralisme et sens pratique?). Pourtant, cette fois-ci, l'Assemblée Générale choisit une ligne de conduite différente de celle adoptée lors du Congrès de 1967. En effet, au Congrès spécial de mars 1968, les membres acceptèrent l'idée d'un front commun avec le M.S.A. et le R.N. (!), et six mois plus tard, "malgré" un désaccord total sur certains principes de base, ils votèrent la dissolution du parti pour ne pas nuire à la cause indépendantiste, désormais incarnée par R. Lévesque: l'essentiel était de porter, sinon le R.I.N., du moins l'esprit du R.I.N. au pouvoir.¹⁵ C'était pratiquer l'électoralisme jusqu'à l'abnégation. La gauche riniste essuyait là un échec total (son porte-parole, A. Ferretti, avait démissionné du parti en février 1968). Au contraire, P. Bourgault et A. d'Allemagne avec leur théorie selon laquelle les québécois étaient réfractaires aux attitudes doctrinaires, aux slogans romantiques, mais sensibles à l'expérience et au déploiement de force (d'où nécessité d'un regroupement de toutes les forces indépendantistes), avaient gain de cause.

Comment expliquer ce revirement soudain? En 1967, avec Grégoire était-ce vraiment un sens de la "pureté" idéologique contre celui de la rentabilité électorale (électoralisme) qui avait dicté aux congressistes rinistes, leur décision? N'était-ce pas plutôt parce que Gilles Grégoire et ses acolytes avaient une personnalité politique peu sympathique, (et par conséquent, pas véritablement rentable), que les congressistes écartèrent l'idée d'alliance et

¹⁵"Positions de l'équipe Bourgault", l'Indépendance, (15-31 mars 1968), p. 2.

de front commun? L'attitude du R.I.N. de mai 1968 à sa dissolution, sa façon de mener les négociations avec le M.S.A., augmente considérablement la validité de la deuxième hypothèse.

En 1967, comme en mars et octobre 1968, ce furent les raisons d'ordre tactique et électoraliste, et non celles de nature dogmatique, qui prévalurent: l'image peu progressiste et conservatrice du Ralliement National était, malgré sa force rurale, un risque électoral. La personnalité de Gilles Grégoire et celle des membres qu'il avait fréquentés et dont il s'entourait (Réal Caouette, M. Chaput), rappelaient trop un passé que la plupart des rinistes et que toute cette nouvelle génération issue de la Révolution Tranquille voulait révolu. Le R.N. personnifiait trop l'image de la droite électoraliste, habituée à la politique des "bouts de chemin", et à celle des gestes spectaculaires faits pour "attraper" un peuple à qui l'on se gardait bien de révéler la véritable portée de ces gestes. Ceci était donc susceptible de déplaire fortement à la néo-bourgeoisie progressiste et aux éléments les plus politisés de la population urbaine dont le R.I.N. tirait sa force électorale. Même en posant des conditions, les avantages électoraux d'une alliance avec le R.N. n'étaient guère assurés: si le R.I.N. gagnait par une fusion les appuis qu'il n'avait pas encore, il risquait également de perdre une partie de ceux qu'il possédait déjà.

Par contre, René Lévesque était une carte électorale sûre. Une fusion ou une union avec le M.S.A. ne pouvait qu'être rentable à tous les points de vue à cause du prestige personnel dont son chef jouissait auprès de toutes les couches de la population, (prestige assez grand pour servir de caution et "réhabiliter" le vice-président péquiste, nul autre, à l'époque, que Gilles Grégoire). D'un côté, le magnétisme, pour ne pas dire le démagogisme, et l'expérience politique de René Lévesque pouvaient capter l'attention des masses

rurales et du "petit peuple"; et d'un autre côté, sa démarche progressiste qui semblait, à prime abord, concorder avec la philosophie du R.I.N.-officiel (progressisme, mais non révolution - secouer la population, sans l'effaroucher), plaisait incontestablement à toute cette nouvelle génération de québécois, instruits et "nationalistiquement" très ambitieux, dont une partie appuyait déjà le R.I.N. Bref, à cause de l'idée favorable que les différentes couches de la population se faisait de R. Lévesque, les chances de faire, avec lui, l'indépendance en briguant le suffrage populaire, centuplaient.

C'était à ce genre d'exercice d'évaluation de la valeur électorale que les rinistes s'adonnèrent en 1967 et en 1968. Les conclusions sur la rentabilité du R.N. et du M.S.A. étant différentes, les décisions en 1967 et en 1968, le furent aussi. Mais le tout relevait d'une seule et même intention électoraliste: former à n'importe quel prix, (c'est-à-dire par des alliances électorales douteuses sur le plan de la pensée), une force indépendantiste unifiée, dont l'objectif commun, le seul sur lequel il y avait consensus, serait de faire l'indépendance politique; bref, en empruntant les moyens les plus expéditifs et les plus communs, s'unir, non pas en fonction de l'idéologie, mais en fonction du pouvoir. S'il en avait été autrement, si les questions de programme et de principes avaient été pris en considération, le R.I.N. aurait dû refuser toute connivence avec le M.S.A., et naturellement toute dissolution à son profit. D'autant plus, qu'en mars 1968, le R.N. de Grégoire avait déjà rejoint le M.S.A. (les risques de contamination idéologique étaient toujours là), et ensuite parce que les conditions de principes exigées par le R.I.N., en vue d'une fusion avec le M.S.A. ne furent jamais respectées. Ce n'était donc pas tellement sur le principe des calculs électoralistes de Bourgault que l'assemblée marqua son désaccord en 1967, mais sur leur à-propos et leur rendement pratique: une partie des indépendantistes des années 1960 ne rompirent

donc jamais véritablement avec une certaine tradition qui faisait de la lutte électorale et de la politique, une question de savoir-faire tactique.

C- Conclusions à tirer de la politique intérieure et extérieure du R.I.N., à la lumière du premier thème: dialogue politique et démocratie de participation.

L'attitude du R.I.N.-officiel de 1963 à 1968, mettait en lumière certaines conceptions politiques qui pouvaient laisser croire que s'il avait continué à exister en poursuivant l'évolution dans le même sens, le parti aurait fini par tomber dans les mains de professionnels de la politique. Et ceci aurait signifié l'abandon de son idéal démocratique de parti de gauche. Ces conceptions (ou croyances) politiques que nous allons développer comme étant celles du R.I.N.-officiel, constituent en quelque sorte une interprétation de la politique interne et de la politique extérieure du R.I.N. Autrement dit, le R.I.N. n'a jamais clairement fait état de ces conceptions politiques. Ces dernières ont plutôt transpiré des faits élaborés plus haut, dans le présent chapitre.

1- Représentativité et légitimité de l'exécutif national seul: risque d'élitisme et de tendances oligarchiques.

Une conception qui aurait pu éventuellement nuire au dialogue politique et à la démocratie de participation nous est révélée par la façon riniste de concevoir les structures du parti et le rôle de l'exécutif.

Ce dernier, élu par l'Assemblée Nationale, était, dans l'esprit du R.I.N.-Bourgault, le seul en mesure de refléter l'esprit national au sein du parti, et par conséquent le seul en mesure de décider de la politique à suivre. Autrement dit, l'Exécutif National devait avoir la préséance sur le Conseil

Central et sur les régions car, contrairement à elles, il était élu par l'ensemble des membres, et ne faussait pas l'orientation que l'ensemble des membres voulait donner au parti.

Il est évident que cette façon de faire de l'Exécutif National, parce qu'il était l'Exécutif National, le seul organe représentatif et légitime du parti et de la nation, comportait certains risques pour le R.I.N. Le premier était qu'il ne devienne avec le temps un parti pratiquant un certain statu quo idéologique. L'exécutif pouvait éventuellement refuser de tenir compte des idées de la minorité militante simplement parce que c'était la minorité. Cela aurait pu devenir une sorte de cercle vicieux. Le deuxième risque, celui qui nous intéresse ici, était le suivant: le parti pouvait éventuellement se retrouver avec un chef, ou avec des instances supérieures, se prenant pour l'incarnation de la nation simplement parce qu'ils avaient été élus démocratiquement à leur poste.¹⁶ Ce risque d'élitisme était d'autant plus vraisemblable qu'il fallait compter avec quatre facteurs, communs, s'il faut en croire Roberto Michels, à tous les partis de masse de type bourgeois.

a) Le premier facteur tenait au fait que le R.I.N.-officiel désirait arriver au pouvoir en empruntant les voies légales reconnues à cette fin. C'est dire qu'il acceptait, à toutes fins pratiques, le système parlementaire en vigueur (il ne fit du moins aucune déclaration laissant supposer le contraire). Or, comme le souligne R.T. McKenzie dans son analyse des partis britanniques, qui est une application de la théorie de Michels: "So long as the parties accept this system of government, effective decision-making authority will

¹⁶ Il y a foisonnement de ce phénomène dans l'histoire proche et éloignée des démocraties occidentales, y compris celles du Québec et du Canada.

reside with the leadership group thrown up by the parliamentary parties." ¹⁷

b) La bureaucratisation et la complexification des structures étaient un deuxième facteur jouant en faveur des tendances oligarchiques. Avant 1964, le R.I.N. se limitait à une direction nationale et à très peu de régions (Québec, Hull et Montréal) pour ainsi dire pas subdivisées en comtés. Par la suite, avec l'afflux de membres nouveaux, on assista à une multiplication de comtés et de régions et, parallèlement, à l'édification d'une belle machine. Le R.I.N. n'était plus la foi extraordinaire de quelques-uns dans l'indépendance de leur peuple, mais de plus en plus une structure complexe dont les nombreux éléments composants entraient en relation à travers un système de plus en plus bureaucratisé et officialisé. Une telle évolution était inévitable pour un parti qui se voulait de masse. Mais il n'empêche que parvenu à ce point, il y avait danger que le modus vivendi devant s'établir entre une autorité centrale nécessaire et la participation tout aussi nécessaire des organes de base à cette direction, ne s'établisse trop en faveur de l'Exécutif National. En 1967-68, le renforcement de la direction du parti, dont nous avons parlé plus haut, confirmait ce danger d'oligarchie.

c) Le troisième phénomène laissant prévoir, qu'en vieillissant, le R.I.N. aurait fini "par tomber dans les mains de professionnels de la politique, plus avides de pouvoir que de démocratie, de justice sociale, ou d'aspiration nationale" ¹⁸, tenait, d'une part au renforcement des structures en faveur de l'exécutif, et d'autre part au manque de circulation des "élites" du parti.

¹⁷ R.T. McKenzie, British Political Parties, (London: Heinemann, 1963)

¹⁸ Robert Boily, le rôle du R.I.N. dans la politique québécoise, (Montréal: R.I.N.-Montréal, 1967), p. 7.

En effet, ceux qui dirigeaient le parti en 1968, étaient ceux qui l'avaient fondé, ou, du moins, qui le dirigeaient depuis longtemps. Il n'y avait qu'à passer en revue la fameuse Equipe des 9 pour s'en rendre compte: P. Bourgault, président depuis cinq ans - A. d'Allemagne, vice-président en 1968 et ex-président fondateur - P. Renaud, expert financier depuis la fondation du R.I.N., et directeur en 1968, etc... etc... De plus, ce qui n'arrangeait rien, P. Bourgault incarnait aux yeux des québécois et des rinistes, la cause de l'indépendance et, comme tel, il était presque impensable d'essayer de le remplacer. Malgré la répudiation du mythe du chef et la direction collégiale que les indépendantistes des années 1960 avaient voulu instaurer, pour briser avec une longue et malheureuse tradition politique québécoise, on se trouvait donc en face d'un phénomène de personnalisation du pouvoir.

d) Enfin, le quatrième facteur favorisant l'apparition de tendances oligar-chiques au sein du R.I.N., était le phénomène universel, (car on peut le retrouver dans presque toutes les organisations) de la passivité des membres. Cette pas-sivité était grande entre les périodes d'élections provinciales, et elle était remarquable surtout chez les membres des régions périphériques de Montréal. En fait, les petites tâches quotidiennes, au niveau de la section, n'intéressaient pas tellement les membres qui préféraient, (surtout les jeunes), manifester bruyamment au niveau de la région et de la nation. Mais, d'une part, l'équipe d'Allemagne-Bourgault s'assagissant avec les années, se rendait compte des effets électoraux néfastes de tels remue-ménage, et d'autre part, les modifications constitutionnelles ne laissaient plus aux régions l'initiative des manifestations. Le nombre de manifestations publiques étaient donc, semble-t-il, destiné à décroître, et la passivité des membres destinée à augmenter. Quoiqu'il en soit,

selon certains témoignages, le R.I.N. faisait de nombreux nouveaux membres, mais renouvelait chaque mois moins de 10% des cartes d'adhésion.

Tous ces facteurs (parlementarisme, passivité des membres, stabilité des élites, bureaucratisation), ajoutés au renforcement de la direction nationale et surtout à la justification qu'en donnait le R.I.N.-Bourgault, pouvaient à la longue engendrer un affaiblissement de la démocratie de participation que le R.I.N., alors parti "de gauche", voulait réaliser. Le R.I.N. aurait certainement fini par développer ce que R. Michels a appelé les tendances oligarchiques des partis de masse de type bourgeois dont la démocratie très grande aux niveaux inférieurs, n'atteint pas les échelons supérieurs du parti: les individus détenant des postes d'autorité n'étant pas vraiment contrôlés par ceux ayant une fonction subalterne.

19

"Le R.I.N. contre le R.I.N.", Parti Pris (mai, 1965), p.44.

20

Mais malgré les signes suggérant que le R.I.N.-officiel aurait fini par abandonner ses exigences démocratiques, nous ne pouvons nier qu'il alla assez loin dans le sens de la démocratie à l'intérieur du parti, et que ses structures étaient comparativement plus soucieuses de la participation des membres que celles de n'importe quel des "vieux partis" où les membres ne sont pour ainsi dire pas consultés, sauf lors de l'élection d'un nouveau chef. En effet, le R.I.N. surtout durant les dernières années, n'agissait pas toujours sous les conseils et selon les désirs des militants de base: le pouvoir d'initiative des instances supérieures ayant été considérablement accru. Mais la force du parti et son organisation ne reposa pas non plus sur quelques notables de la politique. En principe, chaque région, chaque comté et chaque section s'élisait, tous les ans, un comité directeur, délégué aux échelons supérieurs, et le rôle de la section (c'est-à-dire de la cellule de base) était d'importance: "recruter des membres, diffuser localement l'idée d'indépendance...établir d'intimes relations entre le R.I.N. et les masses travailleuses du lieu...entreprendre l'éducation populaire." (Constitution du R.I.N., mars 1968, chapitre V, art.3). Bref, si l'on se fie à la lettre de la Constitution, le R.I.N. n'avait rien du parti de cadre: chaque membre ayant un rôle précis à jouer dans l'élaboration de la politique rioniste, et l'ensemble des membres ne composant pas une masse indifférenciée marchant aveuglément derrière quelques chefs. Cependant, il y avait un certain décalage entre ces nobles idéaux contenus dans la constitution rioniste et la réalité. Avec le temps, ce décalage se serait certainement accentué, du moins si l'on se base sur certains signes révélateurs que nous venons d'énumérer.

2- Importance du compromis en politique: risque de politique entre initiés.

Si l'on se fie aux déclarations rinistes et aux événements de 1967-1968, le R.I.N.-officiel semblait quelque peu concevoir la politique comme étant l'art du compromis. Dès 1963, le parti, par la bouche de son chef, avait vanté les vertus du compromis:

Au niveau de l'action, tous les compromis sont possibles. Ils deviendront même nécessaires, si nous voulons éviter que d'autres fassent l'indépendance à notre place... A travers le monde entier, les idéalistes s'assoient bien souvent sur la clôture et regardent faire les autres en rongant leur frein. ²⁰

Les événements de 1967 et de 1968 furent manifestement la confirmation de cette opinion.

En 1967, les têtes dirigeantes du parti se comportèrent somme toute assez bien: le compromis se limita à demander aux membres d'étudier la possibilité d'une alliance avec une formation politique sans programme et aussi ambiguë que le R.N. Mais malgré ceci, P. Bourgault maintint toujours, qu'advenant une fusion, le nom et l'essentiel du programme riniste devaient être conservés et qu'au Congrès de fusion le R.I.N. devrait avoir au moins les 2/3 des délégués. La fusion conditionnelle ne se fit pas à cause de l'hésitation des membres et de la pression de la gauche riniste, et le président avoua, après coup, qu'il aurait effectivement été presque impossible pour le R.I.N. de s'entendre avec un Gilles Grégoire.

Par contre, dans leurs négociations avec le M.S.A., les dirigeants rinistes adoptèrent une attitude moins hautaine et moins inflexible (pour employer un euphémisme), en tout cas de beaucoup moins noble: ils allèrent

²⁰P. Bourgault, "Programme politique et électoral", p. 10.

en fait, de concession en concession jusqu'à la défaite la plus complète. Déjà, au congrès spécial de mars 1968, P. Bourgault avait prévenu les membres de distinguer l'essentiel de l'accessoire (!) et de considérer qu'il était plus important de présenter une grande force indépendantiste unie sur des principes majeurs que de tenter de faire l'unanimité sur des points secondaires. Il semble que, peu à peu, l'essentiel se soit transformé en accessoire car le M.S.A. ne tint compte d'aucune, ou presque, des conditions posées par l'assemblée riniste comme base indispensable à une entente.²¹ Et bien! Malgré la façon désinvolte avec laquelle les péquistes traitèrent l'aîné des partis indépendantistes, P. Bourgault poussa sa logique d'efficacité et de compromis (suite à la page 55)

²¹En fait, le R.I.N. céda (c'est une façon d'interpréter sa dissolution au profit du P.Q.) sur quatre points que lui-même avait qualifiés de capitaux. Nous allons rapidement les énumérer. (1) On sait que l'une des exigences de l'assemblée riniste en mars 1968, était la détention par l'Etat québécois de tous les pouvoirs politiques et économiques essentiels à sa souveraineté: aucune formule d'association entre le Québec et le Canada ne devait être de forme constitutionnelle. Or la thèse souveraineté-association, aux dires de plusieurs, prônait un changement constitutionnel ambigu et non l'indépendance complète. La gauche riniste prétendait même que la souveraineté de R. Lévesque était une duperie pour couvrir une association où le Canada garderait l'essentiel des pouvoirs économiques (contrôle de la fiscalité, des douanes, de la monnaie). Ceci était peut-être une interprétation sévère de la thèse de R. Lévesque. Ce qui est certain par contre, c'est que René Lévesque ne faisait pas état, du moins à l'époque, des mécanismes techniques de cette association. (2) Le R.I.N. voulait aussi voir le P.Q. inclure dans son programme une clause mentionnant "le contrôle et la planification de l'économie en fonction des intérêts de la majorité du peuple québécois, et l'institution d'une véritable démocratie économique au Québec", surtout si les relations économiques avec le Canada et les U.S.A. allaient continuer; mais en 1968, le programme économique et social du M.S.A. était rudimentaire, pour ne pas dire inexistant. On faisait plutôt aveuglément confiance au réformisme de R. Lévesque. De plus, le mouvement passait, alors, pour l'organisation politique de la petite bourgeoisie québécoise, plus préoccupée de son sort que de celui des travailleurs québécois. (3) Parmi les conditions d'entente, le R.I.N. mentionnait, comme troisième point, la direction collégiale. R. Lévesque était d'accord sur le principe mais il s'objecta toujours énergiquement à l'entrée de P. Bourgault à l'exécutif du P.Q. (ce n'est qu'au congrès de 1971 que la gauche du P.Q. parvint à imposer Bourgault au P.Q.-officiel). (4) Enfin, et surtout, le M.S.A. n'accepta jamais le principe de l'unilinguisme, concept central de la pensée riniste.

jusqu'à déconseiller un front commun sur un programme minimum, comme le suggérait la gauche riniste (l'existence de plusieurs partis indépendantistes affaiblirait, disait-il, la cause de l'indépendance), et jusqu'à proposer, à la place, la dissolution du R.I.N. au profit du P.Q. Le parti dirigé par P. Bourgault prétendait qu'il ne servait à rien de se buter sur des questions de principe et de s'engager dans des "chicaneries" avec d'autres mouvements indépendantistes. Mieux valait porter tous les efforts contre les adversaires de l'indépendance et sur la conquête du pouvoir. Quoiqu'il en soit, en se sabordant lui-même, le R.I.N. donnait l'ultime preuve de son esprit de compromis.

Nous avons tenu à souligner l'importance du compromis dans la politique riniste parce que l'usage du compromis en politique est le fait des dirigeants beaucoup plus que des militants de base et encore moins de l'électorat. L'initiative de ces derniers dans le façonnement de la pensée riniste, et leur sens de discernement en sont, par définition, réduits d'autant. En ce sens, cette deuxième conception riniste qui valorisait l'usage du compromis en politique pouvait éventuellement nuire à l'idée de dialogue politique tel que défini dans l'introduction (surtout si le compromis devenait une pratique courante pour le parti, comme cela semblait le suggérer les événements de 1967-1968).

3- Importance du pouvoir pour faire la révolution: risque de révolution de palais et risque de faire du parti une machine électorale.

La troisième conception politique, la plus évidente, et sans doute la plus dangereuse pour un parti qui originellement visait une transformation profonde du système politique québécois, nous est révélée tant par la politique interne que par la stratégie externe adoptée par le R.I.N.

N'oublions pas que le président désirait "endiguer" la liberté des régions et des membres parce que ces derniers, dont le nombre s'accroissait sans cesse, montraient une tendance à tirer à gauche et à droite du programme. Et cette absence de consensus à l'intérieur du parti ne pouvait qu'éveiller la méfiance de l'électorat. N'oublions pas non plus que le R.I.N.-Bourgault désirait tenter l'expérience idéologiquement douteuse d'une force indépendantiste unifiée, parce qu'à son avis, une attitude trop rigide et une pensée politique trop articulée pouvait effaroucher un électorat peu sympathique aux idéologies de contestation et très soucieux d'être du côté du plus fort (physiquement). Dans les deux cas, le R.I.N. considérait l'avantage électoral "immédiat". C'est ce qui permet d'avancer que le R.I.N.-officiel avait une conception pragmatique et même opportuniste de la vie politique. Il était surtout et avant tout intéressé à l'aspect pratique et immédiat de la lutte politique, c'est-à-dire à la conquête du pouvoir le plus vite possible, et par les moyens les plus expéditifs. En fait, le R.I.N. voulait, tout d'abord, atteindre le pouvoir et faire l'indépendance politique, et après renouveler et radicaliser la société québécoise, selon les principes du R.I.N., parti de gauche. "Montons au pouvoir, faisons l'indépendance", disait un partisan de l'équipe des 9, "on se disputera après sur les questions sociales et économiques." ²² Bref, le R.I.N. partageait la conviction avec d'autres que la détention du pouvoir était nécessaire pour faire la révolution. Il fallait porter

²² R. Vachon, "Pour une fusion avec le R.N.", p. 2. Il faut dire que ce raisonnement du R.I.N.-Bourgault ne datait pas de 1966 et n'était pas dû à l'influence néfaste d'un parti comme le R.N. de Grégoire. Le président riniste avait déjà déclaré en 1964: "...En somme, je préfère dix députés du R.I.N. au pouvoir que 40 dans l'opposition. Nous devons être présents le jour de la victoire seuls ou avec d'autres." (Bourgault, "Programme politique", p. 10.)

le R.I.N. et surtout l'esprit du R.I.N. au pouvoir, car on ne changerait pas une position d'exploités par la persuasion uniquement et à coup de formules toutes faites, mais en étant en position de force d'abord. En d'autres termes, consciemment ou non, Bourgault et ses partisans adoptaient un principe qu'habituellement les historiens des idéologies politiques attribuent à un mouvement "de droite": principe selon lequel il est plus facile et plus efficace d'effectuer un changement par le haut, une fois au pouvoir, plutôt que par un lent travail de dialogue politique et de politisation des masses. ²³ Ils montraient par la même occasion une tendance à douter des capacités réceptives et actives de la population, sauf le jour du scrutin. ²⁴

Ce réalisme à outrance qui faisait dire que l'outil premier de la révolution était le pouvoir comportait deux risques assez considérables pour un parti qui se voulait populaire et démocratique.

Le premier, était de passer à côté de la véritable révolution, et de se limiter à accomplir une révolution de palais (c'est ce que prétendait la gauche riniste). En effet, si le R.I.N. attendait d'être au pouvoir pour faire la révolution, la transformation risquait d'être superficielle (puisque tout se ferait entre notables de la politique, sans participation du peuple sauf par le bulletin de vote, donc sans évolution sociale véritable). Elle

²³Cette appréciation ne s'applique pas à la révolution léniniste ou à la révolution cubaine. En fait, nous parlons ici d'un parti "de gauche" cherchant à effectuer un changement par la voie électorale et par le moyen de la propagande. Nous donnerons dans un chapitre ultérieur (chap. IV) une idée de ce que le R.I.N. entendait par changement et révolution.

²⁴Plusieurs ex-rinistes s'élèveront contre cette interprétation donnée aux rapprochement entrepris par le R.I.N., et aux mesures centralisatrices. L'un des buts officiels du R.I.N. était, répétons-le, de tirer la population de son apathie politique, et l'on considérait la politisation des masses par l'infiltration dans les organisations syndicales, rurales, etc., comme un atout. Mais ces principes ne se concrétisèrent jamais. L'attitude du R.I.N.-officiel montra au contraire une certaine distortion entre les objectifs et les moyens employés pour les atteindre.

risquait aussi d'être à peu près inexistante car l'exercice du pouvoir émousse très souvent les vertus révolutionnaires des partis. (Il n'est pas sûr que l'avènement au pouvoir des indépendantistes de la façon décrite plus haut, ait amené autre chose qu'un simple changement de statut politique, et non un changement social ou économique, pour le Québec).

Le deuxième risque, inhérent au raisonnement décrit plus haut et découlant du premier, était d'arriver à considérer, de plus en plus, le parti comme une machine électorale. En effet, le fait de vouloir arriver le plus vite au pouvoir et de tenir pour négligeables les effets de la pénétration populaire par un lent travail de persuasion idéologique, pouvait donner à penser que les dirigeants rinistes entrevoyaient le rôle d'un parti politique comme étant d'abord et avant tout l'instrument qui mènerait rapidement au pouvoir si on l'utilisait bien techniquement (bonne organisation disciplinée, alliances avantageuses numériquement, etc.). Rien de commun, en somme, avec la façon de considérer la politique, à la lumière de spéculations abstraites et à travers un système de pensée et de morale.²⁵

²⁵De toute façon, et il faut bien insister là-dessus, (à cause de l'impression contraire donnée par la publicité, la presse, et l'attitude publique du même P. Bourgault), le célèbre président riniste n'a jamais rien eu du théoricien politique. Il était surtout et avant tout un organisateur et un réaliste. Toute l'oeuvre de P. Bourgault peut d'ailleurs se résumer comme suit: (1) il fit connaître le R.I.N. d'une façon bruyante et publicitaire, et (2) il mit en place des structures dans le but de faire du mouvement indépendantiste un instrument de combat efficace qui ne ressemble pas à une maternelle, ou à un mouvement de pression mais à un véritable parti politique. Le programme politique qui le fit élire à la présidence du parti en 1964, est une preuve éclatante de son "âme" d'organisateur: "Des cadres, des structures solides, des membres qui savent ce qu'est le parti, ce qu'est l'indépendance, ce qu'est la révolution, c'est l'objectif global qu'il faut atteindre cette année", disait-il alors (Bourgault, "Programme politique", p. 21). Dans cette pièce maîtresse qui renseignait sur ses préoccupations politiques, le chef indépendantiste passait sous silence les questions d'ordre idéologique: il ne parlait en effet, ni de théories politiques et sociales, ni d'option politique, sauf naturellement celle de l'indépendance à l'état pur. Le discours électoral était tout simplement bâti autour de questions courantes et d'intérêt pratique (centre de documentation, discipline, centralisation, directives transmises de haut en bas, force électorale numérique, etc.). Même la troisième partie du discours, consacrée à la politique du parti

Certainement, les dirigeants rinistes se défendaient d'encourager la formation d'un parti genre "machine électorale", et de maintenir les militants et les électeurs dans l'ignorance des véritables problèmes. Mais il reste qu'ils s'opposèrent aux théories et aux méthodes politiques d'une région comme la région de Montréal. Il reste aussi qu'ils considérèrent la candidature d'un parti politique comme le Ralliement National qui prétendait que le rôle principal d'un parti était l'organisation électorale et non le travail de persuasion idéologique auprès du peuple. (Selon le R.N. l'électorat québécois, à tout jamais réfractaire aux beaux discours et aux belles théories, n'était en fait sensible qu'à deux choses: aux projets sentant le "gros bon sens", et le touchant de près; et à jouer cheval gagnant électoralement).

Encore une fois, peut-être l'Equipe des 9 ne partageait pas cette manière de penser; mais le seul fait qu'elle ait demandé aux congressistes d'étudier ce projet de fusion justifiait l'impression, exprimée par la gauche de Montréal, que "l'Equipe des 9 représentait la crainte de l'idéologie et l'incapacité pour toute une partie du R.I.N. de concevoir la politique autrement que d'une façon traditionnelle." ²⁶ Le comportement du R.I.N. avec le P.Q.

25 (suite)

avec l'extérieur, traitait de ces questions d'organisation car, disait Bourgault, "Ce qui déterminera notre visage public, sera fonction de ce que nous aurons réussi à construire à l'intérieur du parti." Loc. Cit. Les indépendantistes, surtout ceux de gauche, ne virent dans tout ce discours que du feu (d'autant plus que les rebelles de 1963-1964, qui l'avaient un peu inspiré, se situaient "à droite"). Ils le jugèrent progressiste, à tort, car il n'était ni progressiste, ni conservateur, mais simplement technique. P. Bourgault y étalait les principes d'une organisation devant conduire, à brève échéance, les indépendantistes rinistes au pouvoir.

²⁶ Luc Racine, "Le R.I.N. et le dernier congrès national", Le Béliver, (novembre 1967), p. 2.

n'effaça pas le bien-fondé de cette impression: René Lévesque était plus progressiste, mais il avait tout de même pris pour proches collaborateurs des hommes opposés sur le plan de la pensée (dont Gilles Grégoire). Le danger de propager une indépendance vide de tout contenu et d'engourdir chez les masses le discernement politique restait donc présent.

Tendances élitiques, tendance à opter pour une politique de compromis, tendance à faire de la possession effective du pouvoir la condition sine qua non de changements politiques et sociaux, voilà quelques-unes des conclusions à tirer des mesures centralisatrices du R.I.N., et de ses tentatives annexionnistes. La "vraie" révolution, (celle qui aurait été d'en finir avec la "politique des dirigeants", la "politique entre initiés", la "politique des grandes machines électorales"; celle qui aurait été d'accroître le dialogue politique, c'est-à-dire la part des militants et de l'électorat dans les activités du parti et dans le façonnement de la pensée riniste), le R.I.N.-officiel n'a pas su l'accomplir. En ce sens, les mesures centralisatrices, et les tentatives annexionnistes constituèrent un coup de barre à droite très net.

En fait, le R.I.N.-officiel fut trop préoccupé par la mobilisation électorale "seule". Ce faisant, il négligea une autre fonction importante des partis politiques "de gauche": la fonction qui consiste à créer des militants et un électorat actif, c'est-à-dire la fonction de participation et de volontarisation.²⁷

²⁷Schattschneider, in G. Lavan, "Partis et systèmes", p. 31.

C H A P I T R E I I

L'analyse de la pensée riniste sur le plan doctrinal : nationalisme juridique, culturel et humaniste.

La formation du R.I.N. ne peut être vue, même aujourd'hui avec le recul du temps, comme l'aboutissement logique et raisonné d'un système de pensée global, ou comme l'éclosion d'une foi doctrinale quelconque. Elle ne fut que la concrétisation d'un sentiment nationaliste, né d'une situation bien précise: statut minoritaire des québécois-français au sein de la Confédération canadienne. Ce qui signifie que contrairement, par exemple, aux partis socialistes et communistes inspirés par la doctrine marxiste, aucune théorie philosophique, économique ou sociale n'a déterminé la formation du mouvement. L'on chercherait donc en vain, chez le R.I.N., une théorie politique complète et surtout cohérente, ou encore un quelconque enchaînement d'idées, signe d'un raisonnement bien défini. Une fois proclamé que le Québec, Etat distinct culturellement et riche économiquement devait, au nom de la liberté et de la dignité se séparer d'Ottawa, gouvernement étranger et centralisateur, le riniste moyen avait épuisé tous les arguments théoriques et la substance de la pensée indépendantiste des années 1960. Ses prises de position sur des problèmes autres que ceux-ci ne s'inscrivaient pas dans un cadre de pensée original: il suivait ce qui faisait les manchettes de l'actualité et émettait des opinions modérément réformistes à la mode de l'époque.

Les programmes politiques du R.I.N. offrent une illustration intéressante de l'immaturité doctrinale de la pensée politique riniste. Ils sont la preuve évidente que les rinistes ne réussirent véritablement jamais à énoncer leur façon générale de voir la société, ce qui aurait permis de retracer les

grandes lignes d'une théorie politique quelconque, genre Fanon et la dépossession du monde, Senghor et la négritude, Césaire et la violence.¹ Tout au plus empruntèrent-ils à l'occasion, à titre illustratif, quelques-uns de ces thèmes.

L'accent mis sur certaines priorités d'ordre pratique (organisation, discipline, lutte électorale) que nous avons soulignées dans le premier chapitre, n'explique que partiellement l'insouciance doctrinale du R.I.N. Il y a une autre raison, intrinsèque celle-là, aux lacunes idéologiques du mouvement riniste: la raison d'être du parti reposa pendant sa courte existence sur la promotion d'une idée unique, celle de l'indépendance politique que l'on élabora tant bien que mal lorsque le besoin s'en fit sentir. Plutôt mal que bien d'ailleurs, car la démarche adoptée par les rinistes fut essentiellement négative, (dirigée contre Ottawa), et les arguments théoriques avancés pour supporter leur solution constitutionnelle manquèrent, nous le verrons, d'originalité et de précision.

¹ Effectivement, les programmes rinistes, surtout les premiers, se distinguaient avant tout pour leur absence "d'idée directrice". On y parlait du territoire national et de Terre-Neuve (aspect purement nationaliste); on s'y déclarait contre l'impôt fédéral sur le revenu (question strictement politique, assez courante); on était contre la dépossession par trop poussée des richesses naturelles sans pourtant mentionner le capital américain, ou suggérer une intervention directe du gouvernement québécois (tout au plus conseillait-on de créer un climat de confiance. Par quels moyens? On ne le disait pas); l'on mentionnait les questions d'actualité telles les obligations d'épargne du Canada, les délégations générales du Québec à l'étranger, l'enseignement des langues et les manuels scolaires, les échanges de bourses d'étude, la fête nationale décommercialisée, le fleurdélisé; les minorités et les contacts professionnels internationaux. Bref, un ramassis de suggestions qui auraient pu se trouver dans le programme de n'importe quel parti politique québécois. Mais, dans tout cela, aucune explication, aucun lien, aucune pensée d'ensemble. Par la suite naturellement, le programme politique s'étoffa, mais dans l'ensemble l'idéologie du R.I.N. resta toujours aussi confuse et décousue. Ses dirigeants se bornèrent la plupart du temps à critiquer les autres partis (en particulier le P.L. du Québec), à soulever des questions d'actualité (peine de mort, nationalisation, grèves), à proposer des solutions isolées à des problèmes précis (forêts, etc.)

On était loin en somme du deuxième choix idéologique ² que l'aîné des partis indépendantistes voulait incarner aux yeux de la population québécoise, et qui aurait dû provoquer une prise de conscience à la fois nationaliste et sociale. On était loin de l'interprétation globale des rapports sociaux et de la doctrine "guide pour l'action", capable de répondre aux questions nouvelles posées par l'existence (deuxième thème). Le R.I.N.-officiel, avec ses considérations constitutionnelles et culturelles, n'innovait que très relativement la pensée politique québécoise, et n'offrait qu'une réponse limitée et incomplète à "l'aliénation" ³ de l'homme québécois qu'il dénonçait. Encore une fois, nous ne nions pas toute valeur théorique à la pensée politique riniste: la plupart des partis indépendantistes ont d'ailleurs la même idéologie négative et uniquement nationaliste. Mais, à la lumière de notre deuxième thème consacré à l'aspect théorique d'ensemble ⁴, nous reprocherons dans ce chapitre au séparatisme riniste, son caractère volontairement prudent et limité, et ses carences doctrinales. Tout se passait comme

² Expression curieuse qui s'explique de la façon suivante: pour les dirigeants rinistes, les autres partis québécois (U.N., P.L.) offraient une idéologie plus ou moins identique. Selon eux, seul le R.I.N. présentait une option politique et sociale différente, d'où l'expression "deuxième choix idéologique". Strictement parlant, "choix idéologique différent" serait une expression plus correcte.

³ Bien qu'ils l'utilisèrent très fréquemment, les rinistes ne définirent pas le mot "aliénation". Il est en fait une illustration de cette doctrine de slogans dont nous parlerons à diverses reprises. Le R.I.N. "emprunta" d'ailleurs plusieurs concepts sans en préciser la signification. L'analyste de sa pensée doit se contenter de "deviner" la signification, compte tenu du contexte.

⁴ Thème inspiré, rappelons-le, par les ambitions doctrinales du R.I.N. lui-même. Ce dernier, en effet, voulait même s'il n'y réussit pas en pratique, offrir autre chose qu'une option nationaliste, c'est-à-dire élaborer une doctrine à la fois nationaliste, économique et sociale.

si, par crainte de s'aliéner l'un ou l'autre groupe, par crainte d'aller trop loin, on se limitait à une doctrine de slogans.

Pour mettre en lumière le caractère inadéquat et limité de la doctrine riniste, nous nous attarderons, dans une première partie, sur l'idée centrale de la pensée indépendantiste telle qu'élaborée par les théoriciens officiels du parti, c'est-à-dire sur l'idée d'indépendance élaborée d'une façon juridique et négative. C'est ce que la gauche riniste et québécoise avait péjorativement qualifié d'indépendance "vide de contenu" et de nationalisme "à l'état pur". Effectivement l'idée d'indépendance ainsi traitée revêtait l'allure de "silence" doctrinal.⁵ Dans une deuxième partie, nous analyserons les justifications théoriques (culturelles et humanistes) apportées à la solution constitutionnelle proposée par le R.I.N. Ces justifications, soit par leur aspect habituel (le nationalisme culturel ne constituait pas en soi, une perspective théorique nouvelle au Québec), soit par leur caractère extrêmement évasif et modéré (arguments d'ordre humaniste), n'aidaient nullement à l'élaboration d'une doctrine distincte globale. En ce sens, elles accentuaient le caractère strictement nationaliste, incomplet de la pensée riniste.

A) L'idée centrale de l'idéologie riniste: l'idée d'indépendance élaborée d'une façon constitutionnelle et négative.

Les indépendantistes rinistes exploitèrent assez mal les thèmes d'indépendance et de décolonisation, thèmes centraux de leur pensée: ils insistèrent "trop" sur l'aspect institutionnel de l'indépendance (nationalisme

⁵Le nationalisme anti-fédéraliste et juridique ne pouvant être considéré, étant donné le contexte et le passé historique, comme une théorie particulière.

juridique), et sur les effets catastrophiques pour le Québec du fédéralisme canadien (nationalisme négatif). L'effort de conceptualisation et de généralisation eut à souffrir de cette démarche essentiellement juridique et négative. En d'autres termes, la façon dont le R.I.N. s'y prit pour développer l'idée d'indépendance justifia l'accusation de nationalisme strictement politique portée principalement par la gauche québécoise. Elle fut aussi la cause principale de ses lacunes doctrinales.

Nous allons parler tout d'abord de l'aspect strictement politique et constitutionnel de la pensée nationaliste riniste. Nous donnerons, par la suite, quelques illustrations de la démarche négative empruntée pour faire valoir les bienfaits de la solution constitutionnelle préconisée.

1- Nationalisme constitutionnel et juridique:

L'aspect avant tout juridique et institutionnel de la doctrine riniste apparaît clairement dans un des rares documents théoriques produits par le R.I.N.-officiel: le Québec, pays colonisé⁶. Malgré son titre prometteur, cette brochure ne traitait que de l'aspect formel de l'indépendance et de la colonisation (monarchie, système parlementaire, et surtout, formules constitutionnelles anciennes et nouvelles), aspect que l'auteur estimait primordial. "Les constitutions, soulignait-il dans son bref exposé, ont de l'importance. Les ententes entre les peuples doivent reposer sur des documents, des contrats clairs et nets, ou alors, l'on substitue la force brute à la raison; on proclame la loi de la jungle."⁷ Ce qui plus est, et ce qui est intéressant à noter ici

⁶A. d'Allemagne, le Québec pays colonisé, (Montréal: R.I.N. 1964), p. 17. Les autres publications, tel le Colonialisme au Québec d'André d'Allemagne, et les autres déclarations officielles ne furent qu'une répétition de ce qui se trouvait déjà dans cette petite brochure.

⁷A. d'Allemagne, le Québec pays colonisé, p. 17.

étant donné notre sujet, l'auteur, A. d'Allemagne, faisait sa revue des différentes formes que pouvaient prendre les relations Québec-Ottawa, d'une façon fort simpliste. Son rejet de formules constitutionnelles tels le statu quo, le fédéralisme coopératif, les Etats associés, et son option pour la solution indépendantiste, reposaient sur une argumentation extrêmement mince: il écartait les premières tout simplement parce qu'elles liaient le destin du Québec à celui du Canada Anglais, plutôt qu'à celui de tout autre pays, les Etats-Unis par exemple (sic)⁸; il affirmait ensuite sans le démontrer véritablement l'excellence politique d'une autre formule, celle de l'indépendance qui, en abolissant le rapport majorité-minorité sur le plan institutionnel, rendait possible la solution à bien des problèmes québécois.⁹

La thèse principale du théoricien officiel du parti, et par là du R.I.N., prit donc plus souvent qu'autrement, soit l'allure d'une profession de foi (comme nous venons de le voir), soit l'allure d'un exposé juridique, ce qui rendait ainsi plus difficile, pour ne pas dire impossible la lecture de ses intentions sociales et économiques, et d'un diagnostic d'ensemble de la société québécoise.

Certains pourraient mettre en doute notre affirmation selon laquelle le nationalisme riniste était exclusivement politique et constitutionnel. Effectivement, le R.I.N. ne négligeait pas totalement l'aspect social et économique du colonialisme. (Cette vision plus vaste est d'ailleurs une des caractéristiques originales du nationalisme québécois depuis 1960). Mais

⁸Ibid, p. 20

⁹Les rinistes se plaisaient à répéter cette phrase captivante d'un point de vue publicitaire, mais insignifiante d'un point de vue doctrinal: "L'indépendance permet tout ce que permettent les autres formules, alors qu'aucune autre formule ne permet tout ce que permet l'indépendance."

celui-ci était encore et seulement traité et analysé dans une perspective historique et constitutionnelle.¹⁰ Autrement dit, les indépendantistes rinistes reconnaissaient que l'état actuel du colonialisme jouait à tous les niveaux de la société québécoise, mais ils se bornaient à conclure que si la libération socio-culturelle était solidaire de la libération économique, cette dernière n'était possible que par l'indépendance politique.

La substance du raisonnement, mille fois exposé, était la suivante: la faiblesse économique, industrielle et financière des canadiens-français du Québec remonte à la Conquête¹¹, et se perpétue sous la Confédération, puisque, dans la Confédération, les leviers de commande comme le crédit, les banques, la fiscalité, les douanes, sont entre les mains d'Ottawa qui s'en sert au détriment du Québec; par contre, si le Québec avait ces pouvoirs constitutionnels indispensables à une véritable planification, l'asservissement économique des québécois-français disparaîtrait automatiquement.

C'était faire là, répétons-le, une **analyse** un peu simpliste et limitée de l'infériorité économique des canadiens-français: une fois l'indépendance obtenue, comment un gouvernement riniste aurait-il réorganisé l'économie? Quelles auraient été les politiques économiques? Au profit de quoi? De la société tout entière ou d'un groupe privilégié? A. d'Allemagne et à travers lui le R.I.N., (tout en affirmant que l'indépendance n'était pour eux qu'un moyen parmi d'autres) se taisaient sur ces points. En fait, jusque-là la seule

¹⁰ Nous avons ici une illustration typique de ce qui a été dit en introduction, à savoir qu'il est souvent question lorsqu'il s'agit du R.I.N., de degrés, de nuances et de points de vue.

¹¹ A ce sujet, le R.I.N. se plaisait à citer Michel Brunet qui, dans ses oeuvres, fit le lien entre la Conquête et la perte du contrôle de l'économie par les canadiens-français.

doctrine socio-économique du R.I.N., (le mot doctrine est d'ailleurs trop fort), se limitait à préconiser un dégagement total de la main-mise centralisatrice d'Ottawa. Le reste, (planification, nationalisation), abordé assez tardivement, était esquissé d'une façon timide et décousue.

2- Nationalisme négatif:

En fait, le R.I.N. semblait plus préoccupé à détruire et à discréditer le système fédéraliste canadien qu'à nous faire part de celui qu'il élaborerait une fois l'indépendance acquise. Nous pouvons même affirmer, avec à peine d'exagération, que sa pensée était surtout et avant tout anti-fédéraliste. Cette démarche négative donne encore plus de poids à l'affirmation de départ selon laquelle l'indépendance prêchée par le R.I.N. était à toutes fins pratiques vide de contenu, et que son intérêt était d'ordre constitutionnel surtout: discréditer un système au profit d'un autre. Bref, non seulement, ce parti se bornait à mener une lutte contre les formes les plus évidentes du colonialisme, mais il s'y prenait d'une façon négative, par une critique continuelle, quelque fois indue et inexacte des politiques fédérales. L'activité de propagande dirigée contre le gouvernement fédéral, activité défendable et même indispensable du point de vue de la tactique politique, eut en fait un impact très grand sur le parti, et ce, au détriment de la fonction idéologique.

Il nous est apparu important de donner quelques exemples concrets de la démarche négative adoptée par le R.I.N. officiel. Ce procédé, insatisfaisant sans doute sur le plan de l'analyse politique, reflète, mieux que ne le ferait une interprétation plus approfondie, l'infantilisme doctrinal de l'ainé des partis indépendantistes québécois.

a) Il y eut d'abord et surtout, les accusations d'ordre économique dirigées contre le gouvernement d'Ottawa. Le R.I.N. rendait le gouvernement fédéral responsable de l'infériorité des québécois-français dans le domaine économique et de tous les maux que ce ¹² entraînait: chômage, bas niveau de vie, perte du contrôle de leur économie, etc. Plus précisément, le R.I.N. semblait reprocher au gouvernement fédéral deux choses. La première était son absence de véritable politique économique et de politique d'emploi. Lui-même pourtant ne proposait, pour relever l'économie québécoise et le niveau de vie des ouvriers (objectif qu'il s'était donné assez tardivement), aucune solution de rechange. Seuls quelques principes généraux, vaguement et naïvement ébauchés, tenaient lieu de politique économique: "bonne (!) politique de planification et de décentralisation"¹³, co-gestion démocratique des principaux moyens de production, code du travail, gratuité scolaire, centre de loisirs, etc... En fait, le parti riniste faisait miroiter un idéal qu'il n'approfondissait pas, et, qu'à toutes fins pratiques, il se montrait incapable de réaliser. Mais surtout, (c'est ce qui ressort de la documentation et des activités rinistes), le R.I.N. reprochait au gouvernement fédéral son parti-pris et sa politique anti-québécoise. La brochure Sommes-nous bien traités dans la Confédération passait en revue les injustices, qu'aux yeux du R.I.N., le Québec avait eu à souffrir en faisant partie de la Confédération: importations

¹² Le R.I.N. avançait d'ailleurs des statistiques dont la vertu principale était de chatouiller les susceptibilités nationalistes: le niveau de vie du Québécois était de 10% inférieur à celui du Canadien moyen et 28% à celui de l'Ontarien - les Québécois ne maîtrisaient que 12% de leur économie, etc. (G. Pouliot, communiqué de presse, 1963).

¹³ Dans le domaine économique, les indépendantistes faisaient souvent preuve d'une très grande inexpérience et d'une très grande naïveté, comme le démontre cette phrase: "Par une bonne politique de planification et de décentralisation, il sera possible d'enrayer le chômage, d'avoir le plein emploi comme en Suède, en France, en Allemagne....". R.I.N. - Université de Montréal, L'A.B.C. de l'Indépendance, (Montréal: R.I.N., 1965), p. 16.

agricoles et alimentaires pénalisant les cultivateurs québécois - subventions pour les inventaires forestiers versées dans les autres provinces canadiennes sauf le Québec (\$24,000,000 au Canada, rien au Québec) - 5% seulement des prêts agricoles fédéraux et 8% seulement des subventions fédérales à la recherche scientifique allant au Québec pour une population de 29.3% - éducation technique - formation professionnelle - employés fédéraux, etc.¹⁴ Bref, dans presque tous les champs d'action, le Québec était défavorisé par rapport aux autres provinces.

Le défaut de cette brochure, qui se voulait objective et scientifique, était justement son style "comptable": trop de statistiques et pas de commentaires; ce qui avait pour effet de jeter implicitement tout le blâme sur le gouvernement fédéral. L'auteur aurait pu compléter ces statistiques par une critique approfondie du système en vigueur au Québec¹⁵, et par une analyse de la conjoncture sociale et politique québécoise avant 1962. Il aurait pu parler, par exemple, du système d'éducation qui favorisait les élites traditionnelles et les disciplines classiques (droit, médecine), au détriment des branches scientifiques (d'où, moins de subventions fédérales à la recherche scientifique); il aurait pu également mentionner le fait que le gouvernement québécois se préoccupait beaucoup trop de revendications cultu-

¹⁴G. Pouliot, Sommes-nous bien traités dans la Confédération, (Montréal: R.I.N., 1962) p. 1 à 4. L'authenticité et la validité de ces statistiques sont sans doute discutables. Mais l'effet de propagande recherché n'en était pas réduit pour autant, au contraire.

¹⁵Ce n'est pas que les indépendantistes rinistes épargnèrent dans leurs accusations le gouvernement québécois d'alors (P.L.), mais les critiques envers le gouvernement Lesage étaient pour ainsi dire liées à leurs griefs envers le système fédéraliste: ils reprochèrent par exemple très souvent à M. Lesage d'agir en roi nègre. Les autres accusations étaient dans le style habituel des politiciens québécois: dénoncer les solutions venant du parti adverse sans préciser la solution de rechange; ou encore, dénoncer un point précis, mais non la démarche globale.

relles (missions québécoises en France), et pas assez de revendications sociales et économiques. Mais tout développement, toute explication positive était absente de ce court document dont il ne faut pas pour autant négliger l'importance, car il constitue un condensé des arguments du parti de 1960 à 1968, et une illustration typique de ses écrits et de ses procédés avant tout dénonciateurs.¹⁶

b) Le R.I.N. consacra également beaucoup de temps (proportionnellement trop), sur un sujet particulier comme la question des impôts que le Québec versait à Ottawa. Les accusations d'ordre fiscal, drainèrent beaucoup d'énergies, firent couler beaucoup d'encre (la brochure du financier du parti, Rodrigue Guité, Où vont vos impôts, en est la preuve), et fut au centre de pas mal de débats (le plus célèbre ayant été le débat Bourgault-Kierans, rapporté dans le journal, Le Devoir). Là encore, le R.I.N. utilisait des procédés uniquement dénonciateurs, et adoptait une démarche "déficiente" sous le point de vue de la conceptualisation: une démarche de simple groupe de pression de type propagandiste, dont le but aurait été de convaincre, à l'aide de slogans,¹⁷ de la perte sèche que constituait pour le Québec, sa participation au système fédéraliste canadien. Bref, le R.I.N. critiquait et dénonçait la politique fiscale fédérale (ou, si l'on préfère l'utilisation des revenus fiscaux), mais il ne

¹⁶ Ainsi un an avant sa dissolution, en 1967, le R.I.N. lançait une campagne contre le gouvernement fédéral, en utilisant comme slogan: 100 ans d'injustices.

¹⁷ Les slogans de propagande contenus dans le document, Où vont vos impôts, donnaient l'impression, qu'une fois de plus, les canadiens-français "se faisaient avoir" par les anglais (ce qui était politiquement habile). Exemples de slogans couramment employés: le Québec, vache à lait d'Ottawa - les contribuables du Québec font vivre avant tout le gouvernement fédéral et le gouvernement du Québec ne reçoit que les restes - On gaspille notre argent (R. Guité citait alors le cas frappant et marginal de la marine canadienne qui avait des stocks de sous-vêtements d'hiver pour 1000 ans à venir) - nous finançons nos ennemis (Ottawa se servant de l'argent du Québec pour aider les autres provinces aux dépens de cette dernière, etc... etc...)

nous éclairait pas pour autant sur la façon dont cet argent pourrait être employé par un gouvernement riniste.¹⁸ Une fois de plus, sa démarche était strictement négative.

Il est évident qu'en procédant uniquement, comme nous venons de le voir, par attaques continuelles contre le système constitutionnel en vigueur, le R.I.N. effectuait un travail de base indispensable: il frappait les imaginations, et propageait, superficiellement, l'idée d'indépendance, comme telle. Ce faisant, il n'offrait pas de réponse à la question essentielle qui, selon la gauche riniste, était de savoir de "quelle sorte" d'indépendance il s'agissait: l'indépendance politique n'étant en soi, ni une solution miracle, ni une idée globalisante, mais un simple prérequis.¹⁹ En ce sens, le R.I.N. méritait le reproche que lui adressait la gauche québécoise et riniste: il ne faisait qu'une analyse partielle et limitée de la colonisation, une analyse nationaliste par opposition, par exemple, à un socialisme décolonisateur genre Parti Pris²⁰ qui s'en prenait à l'ancien nationalisme québécois, et à l'impérialisme américain, tout autant qu'au colonialisme d'Ottawa.

¹⁸On trouvait évidemment quelques suggestions très vagues et très peu significatives: création de nouveaux services, de nouveaux ministères, mettre fin aux emprunts à la haute finance étrangère (N.Y., Toronto), etc... Tout ceci ne constituait pas pourtant une garantie contre les gaspillages, ou contre l'exploitation des travailleurs que le R.I.N. prétendait faire cesser.

¹⁹En principe, le R.I.N. reconnaissait que l'indépendance n'était qu'un préalable, un moyen pour s'atteler à des tâches plus urgentes et non une solution globale à tous les problèmes québécois. L'inconvénient, est que le R.I.N. consacra à ce "préalable" la plus grande partie de ses énergies, et ceci ne favorisait pas l'éclosion d'une pensée politique complète. En ce sens, on peut dire que le R.I.N. garda tout le temps des habitudes et une attitude de groupe de pression (statut qui fut le sien de 1960 à 1964).

²⁰Parti Pris se définissait lui-même comme un "mouvement laïc, décolonisateur et socialiste".

Comment, (écrivait un critique de la pensée riniste), la Confédération fut un outil politique ayant servi à assurer aux "Canadiens" une domination politico-économique au Québec, et d'y conserver l'hégémonie que la Conquête leur a donnée depuis longtemps, nous le savons. Ce que nous savons moins, c'est comment l'ancien nationalisme... nous a colonisés au moins tout autant qu'Ottawa en faisant prendre à notre économie la même pente que l'économie "Canadian" : l'asservissement au capitalisme américain. Une analyse du rôle du clergé comme producteur de l'idéologie traditionnelle, certains détails sur l'alliance entre nos curés et la bourgeoisie professionnelle... cela aurait pu nous éclairer sur les antécédents du néo-nationalisme cher au R.I.N. Mais bien entendu, il n'a jamais été dans la politique d'un groupe bourgeois (comme le R.I.N.)... de s'opposer ouvertement à des intérêts internationaux plus puissants que les siens. ²¹

Bref, la dimension économique, sociale, religieuse, existant dans l'indépendantisme de Parti Pris, par exemple, était absente de l'indépendantiste riniste, rendant impossible la lecture d'une théorie d'ensemble de la société québécoise.

- B) Accentuation du caractère strictement nationaliste, de la théorie riniste: justifications culturelles et vaguement humanistes à l'idée d'indépendance politique.

Les arguments théoriques employés par le R.I.N.-officiel pour soutenir et justifier l'idée d'indépendance politique, confirment le point précédent et l'hypothèse de départ, selon laquelle la doctrine riniste se limitait à un nationalisme décolonisateur duquel était absent toute tendance politique autre que nationaliste. En effet, les notions culturo-linguistiques ²² et humanistes, qui sont les seules notions théoriques constantes et quelques peu développées dans les documents indépendantistes, ne pouvaient être considérées comme un

²¹Luc Racine, Critique du livre d'A. d'Allemagne "Le Colonialisme au Québec", Parti Pris, (sept.-oct. 1966), p. 92.

²²Nous spécifions "culturo-linguistiques" parce que l'analyse riniste ne s'attaquait pas à un mode de vie et à un système de pensée, mais essentiellement à la langue et à ses dérivées.

élément nouveau et distinctif apporté à la pensée politique québécoise: l'utilisation de notions comme la survivance linguistique, la liberté de l'individu et de la nation ne constituant pas à elles seules une marque idéologique précise et pouvant servir au plus conservateur comme au plus révolutionnaire des mouvements politiques. L'aspect culturel et l'aspect vaguement humaniste faisant partie de la culture politique ambiante, le R.I.N. n'était donc pas "le deuxième choix idéologique", mais une simple option constitutionnelle.

Il faut dire que cette approche doctrinale, à la fois traditionnelle (arguments d'ordre culturel) et extrêmement vague, était jusqu'à un certain point intentionnelle: le R.I.N.-officiel, de son propre aveu ²³, ne voulait pas s'inspirer de doctrines toutes faites et de notions théoriques plus précises (comme la notion de classes sociales) qui auraient pu compromettre ou tout simplement retarder l'avènement de l'indépendance politique. Autrement dit, malgré des personnalités dirigeantes différentes, malgré des programmes politiques plus élaborés, malgré des déclarations qui auraient pu porter à penser le contraire ²⁴, la préoccupation unique du parti restait l'indépendance constitutionnelle, ce qui empêchait l'éclosion d'une théorie politique

²³ En 1968, A. d'Allemagne, rejetant les attitudes doctrinaires de la gauche riniste disait: "C'est céder aux facilités de la théorie devant le défi de la réalité". (La crise du R.I.N., (Montréal: R.I.N. 1968), p. 5) Et, l'introduction générale du programme politique de 1966-67 spécifiait: "Nous avons conçu ce programme, non pas en fonction de critères abstraits empruntés à d'autres pays, mais en fonction de la réalité québécoise." (p. 3)

²⁴ Comme, par exemple, cette phrase tirée de l'introduction du programme politique 1966-67: "L'entreprise de libération que poursuit le R.I.N. ne peut s'arrêter à la conquête de l'indépendance politique. Tout le monde admet, aujourd'hui, que la politique et l'économie sont inextricablement liées. Notre volonté de libération doit atteindre l'individu." (p. 3). Comme aussi, les thèmes des derniers congrès (le R.I.N., parti populaire - le R.I.N. et les travailleurs - Pour une force de gauche réaliste et québécoise), qui dans la pratique ne correspondirent à rien.

globale et dynamique. En examinant l'argumentation riniste, qui ne se prévalait que de principes culturels et humanistes, nous prouverons ce fait et nous mettrons en lumière les carences idéologiques de la doctrine indépendantiste. Ce qui est, en somme, le but du chapitre.

1- Justifications culturo-linguistiques à l'idée d'indépendance constitutionnelle:

Le R.I.N. dépensa une partie proportionnellement trop grande de ses énergies à discuter de l'aspect culturel, et surtout linguistique, du problème québécois et de l'indépendance. C'était là, la façon traditionnelle d'envisager la situation constitutionnelle du Québec au sein du Canada. En effet, s'il est un aspect de la Conquête et de la Confédération que les canadiens-français ont de tout temps souligné et aimé discuter, c'est bien l'aliénation culturo-linguistique. Les rinistes apportaient pourtant une variation car leurs revendications culturelles ne prétendaient pas trouver une oreille complaisante à Ottawa. Selon eux, en toute justice, le gouvernement fédéral ne pouvait que traiter les canadiens-français en minoritaires puisque effectivement ils étaient minoritaires au Canada. L'attitude tantôt sarcastique, tantôt sceptique, ou tout simplement indifférente, des indépendantistes pour des questions comme les chèques bilingues, le bilinguisme "from coast to coast", le sort des minorités canadiennes-françaises hors du Québec, ou l'ambassade au Vatican, s'explique par ce réajustement de perspectives.

Pourtant, malgré le changement de direction des revendications et des espoirs de reconnaissance culturelle, il n'en reste pas moins que l'on aboutissait à l'indépendance en partant de questions aussi vides de connotation idéologique que la langue (à l'école, dans la rue, dans les affaires), et l'histoire. Comme bien d'autres mouvements nationalistes avant eux, les

rinistes s'attachaient à l'aspect, fondamental, bien sûr, mais limitatif d'un point de vue doctrinal, de la nécessité de l'indépendance pour sauvegarder la langue et la culture des canadiens-français du Québec.

La primauté qui fut accordée au domaine culturel par rapport au domaine politique au sens large, nous est révélée à la fois par la Constitution du R.I.N. et par les activités rinistes.

a) Avant de donner quelques exemples concrets tirés de l'action, attardons-nous au texte de la Constitution riniste, c'est-à-dire au point de vue étroit des définitions offertes par les documents officiels. En examinant les constitutions rinistes successives, l'on constate que ce n'est qu'en octobre 1967 que le R.I.N. fut désigné comme "parti politique québécois voué à la décolonisation du Québec par la création d'un Etat souverain, démocratique et laïc représentant pleinement tous les travailleurs."²⁵ Autrement dit, le parti ne se donna une définition avec un contenu idéologique, et ne se présenta comme un parti politique que sept ans après sa fondation. Avant cela, l'article '1' de la Constitution définissait le mouvement comme un organisme "culturel" dont le but était de propager l'idée d'indépendance du Canada français (cela couvre la période 1960-64); et plus tard comme un organisme "culturel et politique" (période 1964-1967). A partir de ceci, il ne faut pas s'étonner de la place prépondérante qu'ont tenu les questions d'ordre culturel dans la pensée riniste, (surtout, si l'on considère, comme nous le faisons ici, le parti de ses origines à sa dissolution).

Répétons-le, avec les années, le champ d'action du R.I.N. s'élargit et ses intérêts devinrent plus variés. Mais ce fut dans les questions concernant la langue (immigration et assimilation - langue de travail - système scolaire

²⁵R.I.N., Constitution du R.I.N., (octobre 1967), p. 1.

unilingue) que son influence se fit le plus efficacement sentir et que ses prises de position furent les plus nombreuses et les moins ambiguës.

b) Les activités du R.I.N. de 1960 à sa dissolution concordèrent avec l'esprit des définitions citées plus haut. Les exemples suivants, tirés de différentes époques et sous différents présidents nationaux, sont représentatifs de cette activité avant tout culturelle. En 1962, M. Chaput, dans un communiqué de presse exigeait du gouvernement du Québec, la reconnaissance du seul nom français de St-Jean, ville française à 90% - vers 1965, le R.I.N. dirigé par P. Bourgault, souleva le problème des "ouvriers québécois qui ne pouvaient gagner leur vie dans leur langue",²⁶ impliquant par là que c'était la principale préoccupation des ouvriers-parallèlement, toujours sous la direction de P. Bourgault, le R.I.N. entreprenait une croisade contre les lieux publics de Montréal utilisant presque uniquement l'anglais dans la deuxième ville française du monde. Ce sujet fit répandre beaucoup d'encre: le journal l'Indépendance, entre autre, consacra plusieurs numéros à l'action menée par les indépendantistes contre l'entreprise exploitant les restaurants Honey Dew à Montréal sous prétexte que c'était l'un des lieux publics s'affichant exclusivement anglais - à partir de 1966, l'immigration et le système scolaire anglophone furent la cible du groupe séparatiste (école James Lyng à St-Henri, Pierrefonds, St-Léonard). Bref, l'unilinguisme qui n'est, ni un thème de gauche, ni un thème de droite, mais un thème purement nationaliste, ne cessa d'occuper une place centrale dans la stratégie riniste.

Le R.I.N., contrairement au P.Q. de René Lévesque, théorisa aussi longuement sur les liens de fraternité, d'amitié et de solidarité devant

²⁶P. Bourgault, Communiqué de presse (Montréal: R.I.N., novembre 1964).

exister avec la France et les pays francophones (l'idée des maisons du Québec à l'étranger vient d'ailleurs de lui). Les voyages d'information et les tournées dans la mère patrie (A. d'Allemagne, en 1963 - P. Bourgault, en 1967) pour expliquer aux français pourquoi et comment, d'ici peu d'années, le Québec deviendrait un pays indépendantiste qui serait pour la France et pour l'Europe, un précieux partenaire en Amérique du Nord, s'inscrivaient dans cette ligne de pensée. En se tournant vers la France et les pays francophones, le R.I.N. démontrait une fois de plus l'importance qu'il accordait aux affinités culturelles (histoire, mentalité, langue). Mais le thème de la francophonie, et l'attachement naïf et sentimental qui le caractérisait dans le cas du R.I.N., n'apportaient pas une diversification à l'idéologie nationaliste québécoise, et ne lui faisait pas prendre une pente idéologique particulière. Sans compter que, jusqu'à un certain point, l'éternel argument des "liens de fraternité" ne pouvait que nuire à la popularité et à la crédibilité de la doctrine riniste (les québécois, très pragmatiques, se sentant plus attirés vers l'American Way of Life que vers la mère patrie).

Avant d'en finir avec l'approche culturelle qui était celle du R.I.N., il convient d'apporter une précision. Si à bien des points de vue, les prises de position du R.I.N. auraient pu être celles de la Société Saint-Jean-Baptiste (S.S.J.B.) par exemple, il n'en reste pas moins que ce raisonnement, et surtout la conclusion de ce raisonnement, différait d'avec celui de la S.S.J.B. durant la même période. L'ainé des partis indépendantistes, partant du domaine culturel, allait plus loin en ce sens que, même s'il ne les développait pas, il entrevoyait les implications politiques, économiques, sociales, psychologiques, de l'aliénation culturelle, et qu'il concluait sur la nécessité d'une brisure politique complète. Mais, encore une fois, s'il fut le premier

à parler de l'existence de deux nations ne pouvant coexister dans un même tout, il ne se basa pas pour alléguer ceci sur des différences sociales, économiques ou religieuses, mais sur le fait que la nation était essentiellement une "communauté historique et culturelle, c'est-à-dire un fait culturel sur un territoire donné".²⁷ Autrement dit, le R.I.N.-officiel, sous la direction de son théoricien linguiste (ce détail a son importance) qu'était André d'Allemagne, débouchait sur la séparation politique parce que les québécois-français possédaient une culture différente qui faisait d'eux une nation distincte; et cette nation pour vivre et s'épanouir devait avoir le droit et les moyens d'utiliser sa culture.

Voici deux extraits, l'un tiré d'une conférence d'A. d'Allemagne, l'autre d'un programme politique riniste. Nous les reproduisons, en grande partie parce qu'ils illustrent ce que nous avons dit dans ce point, mais aussi parce qu'ils étaient les premiers du genre, inspirant même, semble-t-il, certaines définitions du rapport fédéral sur le bilinguisme et le biculturalisme.

- (1) ...Comme l'histoire et les institutions, la langue, c'est-à-dire d'une façon générale, la culture, constitue un système global de pensée, une façon générale de voir le monde.... Il s'en suit qu'il ne saurait exister longtemps de nation bilingue...tôt ou tard, une des deux nations supprimerait l'autre par voie d'assimilation. De même, il ne saurait exister de nation biculturelle, à moins que l'on veuille jouer sur les mots et appeler nation ce qui en français n'est qu'un Etat.²⁸
- (2) C'est par leur culture et leur histoire que les canadiens-français sont différents des canadiens-anglais et de tous les autres peuples du monde. Cette différence est plus importante que les ressemblances prove-

²⁷A. d'Allemagne, Indépendance et culture, (Montréal: R.I.N., 1961), p. 2.

²⁸A. d'Allemagne, Indépendance et culture, p. 2.

nant de facteurs économiques et matériels qui d'ailleurs sont sujets à de continuelles transformations.²⁹

L'apport idéologique principal du parti riniste, abstraction faite de l'option particulière, resta donc limité à des théories d'ordre culturel. Cela n'en faisait pas, étant donné le cadre de référence, un parti de gauche.

2- Justifications humanistes à l'idée d'indépendance politique:

L'aspect social et économique que le R.I.N., sous l'influence de la gauche montréalaise, finit par considérer, ne fut jamais analysé profondément, avec la limpidité rhétorique dont fit preuve A. d'Allemagne pour démontrer la nécessité culturelle et politique de l'indépendance. L'explication est simple: les indépendantistes des années 1960 ne s'entendaient ni sur une interprétation marxiste du système (qui aurait effarouché "le grand public"), ni sur une interprétation capitaliste (le libéralisme avait mauvaise réputation chez les jeunes), ni sur une quelconque autre interprétation adaptée à la situation québécoise.

La preuve en est que, outre les raisons culturelles, les rinistes firent seulement appel à quelques vagues notions humanistes, légèrement libéralisantes³⁰, pour supporter leur option constitutionnelle. Des notions plus engagées d'un point de vue doctrinal (notion de classes sociales, notion de violence) ne furent pas acceptées par les définisseurs officiels de la pensée riniste. Ces derniers, pour des raisons tactiques, optèrent en fin de compte pour une extrême prudence doctrinale, dans tous les domaines sauf le

²⁹R.I.N., Programme politique, (1964), p. 3.

³⁰Le terme "libéralisant" s'applique surtout au domaine économique que nous examinerons dans le chapitre suivant.

domaine strictement politique.

Le R.I.N. et les droits de l'homme:

Les rinistes semblaient en fait entrevoir l'oeuvre de libération nationale comme en étant une d'humanisme. (L'humanisme riniste étant à son tour, semble-t-il, l'équivalent de la doctrine des droits de l'homme).³¹ L'indépendance du Québec devait se faire "parce que la dignité des peuples exigeait qu'ils soient maîtres chez eux, parce que, sans la souveraineté, aucune nation et aucun individu (la liberté d'un individu n'étant jamais plus grande que la liberté de sa nation) ne pouvait être libre, s'épanouir et progresser dans le sens de son génie propre."³²

Même après le désistement de M. Chaput et même après 1965, année de la mise sur pied du premier programme riniste suffisamment élaboré (du point de vue "détails techniques"), les rinistes se limitèrent pour toute démarche doctrinale à cette sorte de parallèle entre les droits de l'homme tels que définis dans toute déclaration universelle des droits de l'homme (liberté, dignité, égalité, justice pour tous), et ceux de tout un peuple. Le manifeste riniste qui resta le même de 1960 à 1968 spécifiait: "Québec, Etat français, ne pourra que suivre la tradition établie, et continuer dans la ligne des Droits de l'homme."³³ Et pour prendre un exemple plus concret, rappelons que

³¹ Les rinistes ne précisèrent pas de quelle doctrine des Droits de l'Homme ils se prévalaient.

³² M. Chaput, Conférence au Club Richelieu, (Amos: R.I.N., décembre 1961) p. 5

³³ R.I.N., Manifeste riniste (Montréal: R.I.N., 1960), p. 1.

le thème majeur de la plupart des candidats rinistes, lors de la campagne électorale de 1966, était, dans toute sa simplicité, le suivant: il faut sortir de la Confédération pour être "libre"!

Le R.I.N. et la non-violence:

L'aversion du R.I.N. pour les procédés illégaux et violents, genre F.L.Q., confirme d'une certaine façon l'orientation humaniste et modérée que nous venons de décrire et qui fut la sienne.

Le R.I.N.-officiel, en effet, marqua, à plusieurs reprises, sa désapprobation envers les théories prônant un changement brusque et violent dans le système social. Il n'entrevit jamais la libération du peuple québécois comme une opération devant s'achever par la force et dans la clandestinité. Dans L'A.B.C. de l'indépendance, sorte de catéchisme du parfait riniste, l'on retrouvait d'ailleurs, clairement exprimé, un désir de concilier l'idéal de l'indépendance, avec les notions de justice et de liberté pour tous les individus, quelle qu'ait été leur origine ethnique. En fait, le R.I.N. ne voulait léser personne, (même pas les anglais, disait-il) et bannissait de la pensée officielle du parti, tout racisme, toute violence, tout fanatisme.

Sans doute, l'indépendance, nous pourrions la faire bientôt. En renonçant à la ligne de conduite que le R.I.N. a suivie jusqu'ici, en misant sur le fanatisme que l'on peut soulever chez les foules... nous pourrions faire descendre dans la rue des phalanges d'hystériques qui feraient l'indépendance contre les Anglais. Mais nous nous retrouverions après l'indépendance dans un état pire que celui dans lequel nous sommes, avec un peuple mal préparé... à la merci de tous les aventuriers... il ne s'agit pas pour nous de chambarder toutes les institutions existantes, mais bien de leur faire donner ce qu'elles auraient dû donner si, pour des raisons historiques, elles n'avaient pas été détournées de leur rôle véritable. 34

³⁴R.I.N., Rapport du Comité Central, (Montréal: R.I.N., 1962), p. 2.

Ajoutons, qu'en 1963, en pleine période felquiste, P. Bourgault, briguant les suffrages pour la présidence du parti, définissait de la façon catégorique suivante son attitude vis-à-vis la violence: "Nous sommes contre et qu'on le sache une fois pour toutes."³⁵ En 1964, le même P. Bourgault, devenu président national, donnait du mot "révolution" une définition aussi inattendue qu'inhabituelle, mais définitivement... pacifiste: "révolution" n'était pas utilisé par lui dans le sens classique du dictionnaire, (changement brusque et violent dans la politique et le gouvernement d'un Etat), mais dans le sens de "révolution pacifique dans la raison, les sentiments, les habitudes, les structures et les cadres."³⁶ Bref, il s'agissait d'une violence "symbolique" faite à l'esprit et à l'intelligence des hommes, et non d'une violence physique.

A partir des quelques exemples que nous venons de donner, il faut bien arriver à la conclusion que le R.I.N. restait fidèle à son parti pris de modération et à son orientation humaniste. Il n'abondait décidément pas dans le sens d'un Frantz Fanon qui prônait le soulèvement armé et l'abolition physique de l'autre monde, et de tout ce qui le caractérisait. Les faits, tirés de l'histoire du R.I.N., tendant à prouver le contraire, furent le résultat d'un malheureux concours de circonstances ³⁷, ou encore d'une mauvaise interprétation populaire due à un vocabulaire parfois trompeur (exemple: le mot révolution fréquemment utilisé par les rinistes).

³⁵Pierre Bourgault, "Programme politique," Parti Pris (décembre, 1963), p. 26.

³⁶Bourgault, Révolution, (Montréal: R.I.N. 1964), p. 12.

³⁷Comme par exemple le fameux "samedi de la matraque".

Une remarque s'impose à ce stade-ci du sujet: il est difficile d'évaluer la profondeur et la persistance du pacifisme riniste ³⁸, et d'y discerner la part de la stratégie politique et la part de l'idéologie. Ceci, d'autant plus que la non-violence du R.I.N.-officiel ne fut pas un élément central de la pensée riniste. D'ailleurs, comme nous l'avons dit plus haut, l'attention des dirigeants était axée sur des préoccupations d'ordre constitutionnel, et le pacifisme ne fut pas l'objet d'un développement théorique particulier. Pour cette raison, nous n'avons pas considéré comme une théorie propre, la non-violence prêchée par le R.I.N. Nous y avons vu plutôt la conséquence de sa prudence doctrinale. Ceci nous l'a fait inclure dans son approche strictement humaniste.

Le R.I.N. et le concept de classe ethnique:

Un autre fait tendant à démontrer que le R.I.N. préférait s'en tenir soit à des théories strictement nationalistes, soit à des théories vaguement humanistes, vient de l'adoption du concept de classe ethnique par opposition au concept marxiste de classes sociales. Le R.I.N.-officiel désirait faire l'indépendance au nom, et avec, la nation canadienne-française, et non, au nom d'une classe sociale en particulier.

³⁸En effet, le R.I.N. refusa toujours d'envisager l'éventualité d'une résistance du gouvernement fédéral, des autres provinces, ou encore de la minorité anglophone du Québec; et par conséquent, il nous est difficile de deviner la réaction indépendantiste devant cette résistance. Peu de partis indépendantistes à travers le monde, ont tenu à priori à employer la force: Ils y furent contraints par les circonstances. D'ailleurs, l'ambiguïté et les tiraillements au sein du parti, vinrent précisément du fait que l'on s'apercevait bien, à certains moments, de la difficulté d'améliorer le sort de tout un peuple sans provoquer des résistances et sacrifier des libertés individuelles. Mais n'ayant jamais détenu le pouvoir, et ayant disparu, en tant que parti, de la scène politique québécoise, le R.I.N. n'eut jamais à renier sa modération et son humanisme au nom de la promotion de la race canadienne-française, ou vice-versa.

Effectivement, il est, (et il était à l'époque), possible d'effectuer une analyse de la société québécoise en partant de trois points de vue différents. Un point de vue disons "sociologique", selon lequel le Québec est considéré comme partie intégrante du continent nord-américain avec qui il partage la prospérité et les aspirations matérielles. Un point de vue "socialiste": le Québec étant une entité socio-culturelle et une société globale où le problème des classes sociales se pose comme dans tout autre société globale en voie d'industrialisation, on l'interprète à partir des rapports existants entre les différentes classes sociales (la gauche riniste et québécoise favorisait cette approche). Il y a enfin, une troisième façon ethnique et nationaliste d'analyser la situation québécoise que l'on pourrait énoncer comme suit: les canadiens-français du Québec sont une minorité ethnique reconnue à l'intérieur du Canada (société globale à son tour), et cette minorité joue le même rôle que celui d'une classe sociale à l'intérieur d'une société globale. C'est ce concept de minorité ethnique à l'intérieur du Canada, devenue majorité ethnique au Québec, sans en avoir les bénéfices, que le R.I.N. adopta.

Il faut mentionner au départ que le R.I.N. ne parla pas de classe ethnique comme telle. Ce concept ne fut jamais explicitement énoncé dans la doctrine riniste. Au contraire, avec les années, et sous l'influence de sa gauche montréalaise qui voulait instaurer la social-démocratie au Québec, et bâtir un parti que la classe des travailleurs reconnaîtrait comme la seule arme capable de renverser le système colonialiste, l'aîné des partis indépendantistes québécois s'efforça de prendre en considération l'existence de classes sociales. Ainsi, au Congrès d'octobre 1968, les membres avaient adopté une résolution visant à créer un comité de stratégie qui aurait eu

pour fonction d'étudier qui étaient les québécois, et sur quelle classe le parti devait appuyer son action et son programme. Mais l'on ne donna aucune suite à cette résolution de principe, et dans les faits, l'interprétation ethnique et nationaliste de la société québécoise prévalut au détriment d'une interprétation plus socialiste, peu populaire en milieu québécois.³⁹ Il y a plusieurs indices de ceci.

Le premier, et le plus évident, est offert par les activités rinistes. Ces dernières se résumèrent presque uniquement (en plus des attaques dirigées contre le gouvernement fédéral), à des attaques et à des manifestations dirigées contre la minorité anglophone privilégiée du Québec. Les dirigeants rinistes prirent, à l'occasion, pour cible les entreprises et le patronat canadiens-français, mais, en général, c'est à comparer les canadiens-français, pris globalement, au groupe canadien-français, qu'ils dépensèrent leurs énergies.⁴⁰ Evidemment, en disant les choses de cette façon, nous déformons un peu la pensée indépendantiste: aux yeux des rinistes, le facteur national et ethnique était primordial, mais ils ne pouvaient nier tout à fait qu'il ne suffisait pas à lui seul pour expliquer le Québec et la situation des travailleurs québécois (entre l'habitant d'Outremont et celui de St-Henri, même s'ils

³⁹Une chose est sûre, ou du moins l'était jusqu'à tout récemment au Québec, les forces de gauche (syndicats, ouvriers, etc.), ont toujours refusé d'appuyer un parti qui se définirait pour une politique de gauche. Un mouvement séparatiste de tendance socialiste, d'avant 1960, n'atteignit d'ailleurs jamais l'ampleur du R.I.N. D'une façon générale, la clientèle des partis politiques ne se délimite pas en fonction des classes sociales.

⁴⁰Le R.I.N., par exemple, s'en prit souvent à Ville Mont-Royal, Hampstead, Westmount qui avaient des revenus par famille deux fois supérieurs à ceux de la Ville de Montréal, à majorité canadienne-française, et nettement supérieurs à Outremont, le Westmount français. Il lui arriva bien sûr de parler de St-Henri, ou de l'Est de Montréal, mais c'était pour comparer ces quartiers à ceux de l'Ouest de la ville où se retranchait la population anglo-saxonne.

sont tous les deux membres de la même ethnie québécoise-française, il y a des différences dont ils sont conscients). Le R.I.N. préférait parler alors de "groupes socio-économiques"⁴¹ plutôt que de classes sociales. Ce terme, très à la mode, était peu susceptible de heurter les mythes égalitaires de la société québécoise et de suggérer un éventuel bouleversement social, advenant un pouvoir indépendantiste.

Le deuxième indice de l'interprétation ethnique de la société québécoise, découle du précédent, et s'explique par une mauvaise interprétation des besoins et des aspirations des travailleurs québécois. Le R.I.N.-officiel ne réussit jamais, semble-t-il, à attribuer aux travailleurs québécois un souci plus économique qu'ethnique: en fait, lorsque le R.I.N.-Bourgault prenait la parole pour servir la cause des ouvriers québécois, c'était la plupart du temps, comme nous l'avons mentionné plus haut, pour demander qu'ils puissent gagner leur vie et dépenser leur argent dans leur langue. Ce qui touchait véritablement les travailleurs dans leur statut social (comme, par exemple, le recours aux ouvriers pour la gestion démocratique des principaux moyens de production, le code du travail, etc.) ne fut évoqué que tardivement, d'une façon isolée et conventionnellement progressiste. On peut d'ailleurs, à la limite, se demander si par "exploitation des travailleurs" (il lui arriva d'utiliser le terme), il entendait, exploitation des travailleurs "parce que"

⁴¹S'ils montaient au pouvoir, les rinistes se proposaient de transformer la deuxième chambre du parlement québécois: là, auraient été représentés les différents "groupes socio-économiques". Cette représentation devait être fondée à la fois sur le nombre des membres de chaque catégorie, et sur le poids de chaque catégorie dans la vie économique, tel qu'il apparaît dans la formation du produit national. Un tel concept, inclus dans le programme de 1966-1967, était pour le moins ambigu: le R.I.N. ne parlait pas d'un groupe socio-économique en particulier comme le groupe des travailleurs par exemple, et des expressions comme "le poids de chaque catégorie dans la vie économique" pouvaient être interprétées différemment selon les groupes.

travailleurs, ou exploitation des travailleurs "parce que" canadiens-français. Il y avait probablement, dans l'esprit du R.I.N., confusion le patronat étant, règle générale, anglophone.

Mais l'indice le plus évident que le R.I.N. préférait le concept de classe ethnique, et que, pour lui, groupes ethniques et classes sociales coïncidaient en grande partie, est le caractère universel, (c'est-à-dire national) que les dirigeants rinistes ont toujours voulu conserver au mouvement.

Par idéalisme, ou, comme nous l'avons vu dans le chapitre précédent, par électoralisme ⁴², ces derniers ont toujours voulu rejoindre "tous" les groupes, toutes les forces de la nation, quelles qu'aient été leurs tendances politiques. Et pour ce faire, ils insistèrent sur les facteurs ethniques et géographiques, plutôt que sur les caractéristiques socio-économiques. Le R.I.N. devait devenir "le parti de la libération de tous les québécois, un reflet de la société canadienne-française... un carrefour, une tribune, une place publique où tous les "canadiens-français" pourraient discuter de leurs problèmes, ouvriers, religieux, éducatifs, professionnels, culturels et autres, dans l'optique de l'indépendance." ⁴³ Cette optique ne fut pas seulement celle du R.I.N. de 1960 à 1963 alors qu'il n'était qu'un groupe de pression. En effet, le principe de l'entonnoir, cher à M. Chaput, et en vertu duquel il n'était

⁴²Les votes que le R.I.N. réussit à s'attirer lors des élections du 5 juin 1966 illustrèrent bien le fait que sa clientèle était fondée sur des caractères ethniques plutôt que socio-économiques. Ils provenaient de plusieurs tendances: des séparatistes, voire même simplement des nationalistes - il y avait aussi quelques votes de revendications sociales, et un certain nombre de votes exprimant les revendications propres à la jeunesse, par opposition au monde des adultes.

⁴³M. Chaput, discours à Montréal, (Montréal: R.I.N. 1961), p. 4.

question que d'indépendance au début, quitte à en préciser par la suite les modalités et le programme, fut de mise même après que les rangs du parti furent nettoyés des éléments chaputistes réactionnaires (après 1964), et même après s'être donné, sur papier, une pensée et un programme progressistes. Rappelons, par exemple, que le R.I.N. de d'Allemagne et de Bourgault, n'aimait pas beaucoup l'idée d'être défini comme un parti d'âges, ou comme un parti de classes, (durant la campagne électorale de 1966, plusieurs candidats indépendantistes insistèrent sur le fait que le R.I.N. n'était ni l'un, ni l'autre). Rappelons aussi qu'A. d'Allemagne, théoricien et vice-président du parti s'exclamait, en 1968: "L'indépendance ne se fera pas sans l'apport de "tous" les éléments disponibles"⁴⁴, entendant par là, classes moyennes, petite bourgeoisie et travailleurs, bref, toutes les classes sociales et toutes les tendances. A toutes fins pratiques, ceci rejoignait l'intention du mouvement en 1961 alors qu'il se définissait comme un mouvement aspirant à regrouper sans distinction de croyances politiques, sociales ou religieuses tous les canadiens-français. La seule différence notable entre le R.I.N. de 1968 et le R.I.N. de 1962 était, vers la fin, la place plus grande accordée à l'élément géographique: on parlait davantage "de québécois" et moins de "canadiens-français" comme tels. Le R.I.N.-Bourgault désirait éviter les reproches de parti raciste.

A partir de ces quelques indices, il semble évident que le R.I.N. de sa fondation à sa dissolution, s'astreignit à une idéologie axée sur la "nation" québécoise et sur les caractéristiques ethniques et géographiques de cette nation. Il évitait ainsi d'adopter une position doctrinale trop

⁴⁴A. d'Allemagne, la crise du R.I.N., (Montréal, Congrès riniste, 1968) p. 5

rigide et trop définie qui aurait été contraire à ses principes de prudence et de modération doctrinale, et à ses objectifs politiques. Encore une fois, le R.I.N. n'allait pas jusqu'à affirmer, comme le Parti Radical français, que la lutte des classes était une conception périmée d'un état social que le progrès condamnait à disparaître. Mais en accentuant les attaques contre la minorité anglophone, en déclarant que les forces de la nation devaient s'unir pour réaliser l'indépendance, et en attribuant aux travailleurs québécois des préoccupations avant tout nationalistes, le R.I.N. adoptait une position qui n'avait rien de commun avec le socialisme et la lutte des classes (loin de là) ⁴⁵. C'était une position qui confirmait l'aspect strictement nationaliste et, pour le reste, extrêmement prudent de son idéologie.

Conclusion:

Nous avons tenu à insister, sur la prudence et la modération doctrinale du R.I.N., dans un chapitre consacré en grande partie au côté nationaliste de sa pensée, précisément pour davantage faire ressortir l'idée que sa pensée n'était que nationaliste. Encore une fois, l'utilisation de notions comme la survivance nationale, la justice, la liberté et la dignité de l'individu et de la nation accentuait indirectement les carences doctrinales du R.I.N.-officiel puisque ces notions ne constituent plus une tendance idéologique précise. En fait, la seule "originalité" idéologique du R.I.N. provenait de l'expression radicale de son sentiment, ou plutôt, de son ressentiment nationaliste. Et

⁴⁵La gauche québécoise prétendait qu'en agissant de la sorte, le R.I.N. invitait en quelque sorte les travailleurs exploités à collaborer avec leurs exploités; ou encore, à se choisir de nouveaux maîtres plutôt que de mettre fin à la domination des maîtres.

l'apport principal du parti à la pensée politique québécoise fut d'abord et avant tout un vocabulaire politique enrichi (chapitre IV), et une formule constitutionnelle nette, finale et nouvelle qui allait "libérer de toute entrave, de toute tutelle, l'économie, la culture, la politique, la pensée et l'esprit québécois."⁴⁶ Autrement dit, avec l'avènement du R.I.N., l'ancien nationalisme canadien-français, jadis anti-britannique, autonomiste, et revendicateur, cédait irrévocablement et définitivement la place à l'indépendance et au mouvement de décolonisation. Du point de vue "nationalisme" cela constituait une nouveauté, mais dans l'optique de ce chapitre (idéologie au sens large) la position riniste laissait à désirer: derrière l'option constitutionnelle particulière, il manquait le diagnostic d'ensemble, le dessein global qui aurait permis d'attribuer au parti des priorités moins limitées, autres que juridiques, culturelles et humanistes. Il y a plus. Ces dernières confirmaient, puisque par leur évasivité elles ne la contestaient pas, l'idéologie libéralisante en cours. En ce sens, le R.I.N. ne fut pas un parti théoriquement innovateur, et, compte tenu de nos conventions du début, ne fut pas un parti de gauche.

47

Plusieurs auteurs, dont D. Apter et F. Fanon, ont brossé un tableau général du phénomène colonial et ont offert une explication plus conceptuelle, de ce que nous pourrions appeler "l'ébauche réformiste", ou encore le réformisme⁴⁸ de forme, mais non de fait, des partis nationalistes en période

46

R.I.N.-Hull, Communiqué de presse, (Hull:R.I.N., 1961).

47

David E. Apter, Ideology and Discontent (London: The Free Press of Glencoe, 1964); et F. Fanon, Les damnés de la terre, (Paris:François Maspero, 1968).

48

Par réformisme nous entendons ici: tendance qui en vue de l'avenir souhaite des modifications radicales aux institutions actuelles, mais sans changement trop brusque, sans révolution. (P. Marabuto, Les partis politiques et les mouvements sociaux sous la IVe République, (Paris: Librairie du Recueil Sirey, 1948) p. 17). Le R.I.N. n'était réformiste que politiquement.

coloniale. Il est intéressant, à ce stade-ci du travail, de faire un rapprochement entre le R.I.N. et les autres partis indépendantistes. En effet, l'orientation doctrinale du parti indépendantiste riniste fut sensiblement la même que celle de la plupart des partis nationalistes en période pré-indépendante, ou en période de décolonisation récente: unidimensionnelle (c'est-à-dire intéressée avant tout à l'ordre politique existant), transcendante, et réformiste uniquement dans le domaine institutionnel. 48

La citation suivante tirée du livre de F. Fanon, Les damnés de la terre, est inspirée par une situation géographique et sociale différente, met en lumière, par les similitudes qu'elle offre avec le cas riniste, l'universalité de la position doctrinale du R.I.N. (du moins dans les limites du phénomène colonial).

De fait, au moment du combat, plusieurs militants avaient demandé aux organismes dirigeants d'élaborer une doctrine, de préciser des objectifs, de proposer un programme. Mais sous prétexte de sauvegarder l'unité nationale, les dirigeants avaient catégoriquement refusé d'aborder cette tâche. La doctrine, répétait-on, c'est l'union nationale contre le colonialisme. Et l'on allait, armé d'un slogan impétueux érigé en doctrine, toute l'activité idéologique se bornant à une suite de variantes sur le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, sur le vent de l'histoire qui irrévérablement emportera le colonialisme. 49

Mais cette attitude doctrinale qui, répétons-le, est normale et fut celle de la plupart des partis indépendantistes en période coloniale, ne satisfait pas la gauche riniste et québécoise. Elle ne plaisait d'ailleurs même

48 Par son extrême prudence doctrinale, le R.I.N. donna l'impression d'être orienté vers la préservation du statu quo dans presque tous les domaines sauf le domaine institutionnel. La gauche québécoise prétendait qu'avec le R.I.N., l'indépendance aurait signifié (du moins si son orientation doctrinale était restée la même), la pleine possession des structures politiques et la création d'un Etat québécois néo-capitaliste et pro-américain. Le chapitre suivant consacré à un point bien précis de la pensée riniste, confirmera en quelque sorte cette impression.

49 F. Fanon, Les damnés de la terre, (Paris: François Maspero, 1968), p. 112

pas aux dirigeants rinistes eux-mêmes qui exprimèrent à plusieurs reprises leur nostalgie pour une doctrine plus "substantielle" (d'où le deuxième thème de référence).

C H A P I T R E I I I

L'analyse de la pensée riniste sur le plan économique : néo-libéralisme et néo-capitalisme.

Le point que nous allons développer maintenant ("l'option économique du parti riniste"), nous est paru intéressant à traiter principalement parce qu'il illustre, concrétise et synthétise diverses tendances de la pensée riniste décrites dans les chapitres précédents: électoralisme, sens aigu des réalités québécoises, hésitations doctrinales entraînant la persistance du mode de pensée libéral en cours, etc... C'est dire, (et il est important d'établir cette distinction au départ), que nous allons effectuer l'analyse de cet aspect particulier de la pensée riniste dans une optique de politicologue, ou encore, dans une optique politique (pro-américanisme, centrisme, etc.). Il nous serait totalement impossible, de par notre formation, d'étudier la question d'une façon technique.¹ Lorsque nous ferons appel à des notions plus techniques, comme les notions de planification, de nationalisation, ce sera en nous limitant aux grandes lignes, et en nous basant sur les affirmations, les jugements, les critiques du R.I.N. et de ses différentes factions. De même les expressions "néo-libéralisme et néo-capitalisme" qui seront utilisées dans le présent chapitre, viennent des critiques du R.I.N.-officiel tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du parti.² Nous les avons conservées car elles

¹Nous ne discuterons pas des conséquences économiques des solutions proposées. Nous ne discuterons pas non plus des mécanismes d'application précis.

²Ainsi, Parti Pris écrivait en mai 1965: "Le programme du R.I.N.: un programme socialiste? Faites-nous rire. Un programme social-démocrate, même pas. Un programme néo-capitaliste, bien fait techniquement qui pourrait être accepté par Johnson ou Lesage, nonobstant la question nationale." ("Le R.I.N. contre le R.I.N.", Parti Pris (mai 1965), p. 42.)

correspondent à un point de vue largement répandu. Ainsi, François Perroux dans son livre Le Capitalisme juge que la planification intégrale (voir dans ce chapitre-ci: planification globale), l'économie à double secteur (voir dans ce chapitre-ci: nationalisations restreintes et économie mixte), l'interventionisme libéral (voir dans ce chapitre: étatisme) sont les avatars possibles du capitalisme.³

Ceci dit, nous nous efforcerons plus précisément, dans le présent chapitre de démontrer que le R.I.N., malgré ses prétentions socialistes, ne souhaite jamais véritablement un changement radical⁴ dans l'infrastructure québécoise, probablement parce que les classes moyennes qui le soutenaient se seraient désistées. Le parti de Bourgault ne fit, en fait, que suivre la tendance néo-libéraliste et néo-capitaliste en cours, plus soucieuse d'efficacité et de rationalité, (politique et économique) que d'égalité sociale et de socialisme comme tel. Et les objectifs économiques du parti se limitèrent, à toutes fins pratiques, au modernisme libéral⁵ de quelques hommes avant tout

³François Perroux, Le capitalisme, (Paris: P.U.F., 1962), pp. 111-126.

⁴Radical dans le sens de la réalisation de la propriété sociale et d'une plus grande équité socio-économique (voir notre troisième thème).

⁵Encore une fois, les expressions "modernisme libéral", "néo-libéralisme" viennent des critiques du R.I.N. Car le R.I.N., lui, préférerait parler de "socialisme". P.E. Sigmund dans son livre, The Ideologies of the Developing Nations, et Apter, dans Ideology and Discontent, donnent à l'attraction de partis nationalistes décolonisateurs pour le socialisme, une explication presque uniquement psychologique et nationaliste: "The nationalist leaders, with the exception of some Latin Americans, are in agreement in rejecting the capitalist method of development as slow, inefficient, and unsuited to their conditions. It is their view that rapid economic growth can only be attained by "socialist" methods, although the precise meaning of this socialism is rarely defined in detail." (P.E. Sigmund, The Ideologies of the Developing Nations (New York: Praeger, 1963)p. 12) "This (socialist) ideology enables them to repudiate prevailing hierarchies of power and prestige associated with traditionalism or colonialism". (D.E. Apter, Ideology and Discontent (London: The Free Press of Glencoe, 1964), p. 23.

soucieux d'efficacité technocratique et d'équité d'inspiration nationaliste. C'est d'ailleurs ainsi qu'il faut interpréter, nous le verrons plus loin, l'étatisme riniste.

Nous relèverons, dans une première partie, quelques-unes des "recettes économiques" du R.I.N.-officiel, recettes qui mettent en relief sa démarche plus nationaliste que sociale, et ses tendances plus capitalistes que socialistes, (ou, pour en rester aux termes utilisés plus haut, ses tendances néo-libéralistes). Dans une deuxième partie, nous tenterons de donner l'explication de cette tendance.

A) Tendance plus capitaliste que socialiste (ou néo-libéraliste) de la pensée économique riniste: indices tirés du programme politique.

Les indices révélateurs d'une pensée économique néo-libéraliste ne manquaient pas dans le programme riniste. Nous avons retenu les plus évidents:

- 1) D'un point de vue strictement théorique, nette préférence pour un régime économique mixte, c'est-à-dire pour une solution de juste milieu;
- 2) Nationalisations restreintes à quelques monopoles d'intérêt public;
- 3) Pro-américanisme et pro-canadianisme;
- 4) Planification globale mais scrupuleusement indicative.

1- Conciliation du meilleur de deux systèmes: régime économique mixte et partis centristes.

Arrêtons-nous tout d'abord au côté théorique du problème. De quels principes, ou de quel régime économique, le R.I.N.-officiel se prévalait-il? D'aucun en particulier. Pour des raisons de priorités politiques dont nous avons parlé dans le chapitre précédent, les chefs et les théoriciens du parti

préférèrent éviter les sujets susceptibles de leur aliéner une certaine clientèle, et susceptibles de provoquer, par leur caractère polémique, des schismes à l'intérieur du parti. En fait, pour satisfaire à la fois l'aile gauche et l'aile droite du parti, et de l'électorat, ces derniers se soumièrent à un savant et commode dosage de principes socialistes et capitalistes.

Les slogans qualifiés dans le langage courant de "socialistes" et "de gauche", semblaient, à prime abord occuper une grande place: l'exploitation des travailleurs et des agriculteurs par une petite classe de capitalistes privilégiés devait cesser - il fallait s'opposer à un régime politique où se manifestait surtout l'influence des puissances financières - l'abolition des privilèges des riches et la conquête des droits des pauvres, c'était là les buts du R.I.N., etc...etc...⁶ Mais ce radicalisme n'était ni constant, ni omniprésent dans les documents et les déclarations rinistes. Lorsqu'il se manifestait, il tenait pour beaucoup à la bouillante personnalité du chef riniste, influencé par la gauche montréalaise qui l'avait pour ainsi dire élu à son poste.

La preuve en est que le programme politique, document plus officiel et plus révélateur car il s'adressait à l'ensemble du parti et de la population, trahissait infiniment plus d'hésitation, de prudence et d'ambiguïté. On n'y parvenait pas, semble-t-il, à se décider pour un seul régime économique. On désirait atteindre la perfection: concilier le meilleur de deux idéologies et éviter les injustices du libéralisme et les oppressions du socialisme. L'introduction générale du programme riniste, qui contenait les principes de base du parti, illustre à merveille ce phénomène: "Nous rejetons ce principe

⁶P. Bourgault, Communiqué de presse, (Montréal: R.I.N. décembre 1965)

que le profit personnel doit être le mobile des actes du citoyen" (base du socialisme), y lisait-on, et tout de suite après: "Il ne s'agit pas de détruire l'entreprise privée et toute initiative personnelle," (plaque tournante du capitalisme), "mais de subordonner la poursuite du gain personnel à la poursuite du bien de la collectivité" ⁷ (acrobatie pour fins de réconciliation).

Ce genre de tentative utopique de conciliation de régimes constitue, une première preuve de la tendance plus capitaliste que socialiste de la pensée économique riniste. En effet, jusqu'à présent, les partis politiques à adopter une démarche aussi titubante n'ont pas été les partis que l'on s'accorde "conventionnellement" à désigner comme étant "de gauche". Dans les sociétés en voie de développement, par exemple, une telle démarche serait plutôt le propre de ce que P.E. Sigmund a appelé les leaders nationalistes du type réformiste modéré. ⁸ Dans les sociétés développées de type capitaliste, par contre, les partis à adopter cette démarche ont été les partis dits centristes. Ce fut particulièrement le cas du Parti Radical Français, et des partis démocrates-chrétiens d'après-guerre (le Nouveau Parti Catholique belge, le Parti d'Edouardo Frei au Chili, le M.R.P. français) qui essayèrent de faire coexister des conceptions économiques qui jusque-là s'excluaient: nationalisations légitimes et nécessaires quand il y va de l'intérêt national - propriété privée inséparable du bien commun de la collectivité (M.R.P. français); refus d'un

⁷R.I.N., Programme politique, (1966-67), p. 3. Les deux phrases citées plus haut et comprises dans le même paragraphe du programme, ne sont pas le summum de l'ambiguïté. Les centristes avaient, en effet, presque fait inscrire au programme de 1966 une résolution proposant un système capitaliste de production associé à un système socialiste de distribution! L'aile gauche du parti se répandit en récriminations de toutes sortes et finit par faire envoyer, pour étude, une telle proposition bâtarde sur le plan économique.

⁸P.E. Sigmund, The Ideologies of the Developing Nations, p. 20.

étatisme qui ordonne et prévoit tout, intangibilité de la liberté économique et des lois de la propriété, mais condamnation des grandes accumulations de capitaux (Parti Radical Français).

Le R.I.N., nous le verrons par la suite d'une façon plus détaillée, souscrivit presque mot pour mot aux convictions économiques de ces partis politiques: il prétendit faire coexister en parfaite harmonie, pour le plus grand bien-être social et l'émancipation économique des Québécois, un mince secteur public nationalisé, un secteur contrôlé et un large secteur libre nullement soumis à des procédés coercitifs.

2- Nationalisations timides et restreintes à quelques monopoles d'intérêt public:

La politique de nationalisation prônée par le R.I.N.-officiel représente un indice plus précis de ses tendances néo-libéralistes, et de son désir de se situer à mi-chemin entre le capitalisme pur et le socialisme traditionnel.

En effet, les nationalisations dont faisait mention le programme politique étaient peu nombreuses, très conformistes, et fort peu compromettantes, même dans une société de type capitaliste comme la société québécoise. Pour tout dire, le programme riniste ne citait que deux nationalisations "véritables", c'est-à-dire complètes et à application immédiate: la nationalisation de l'électricité, avec l'intégration à l'hydro-Québec de toute production d'énergie, et la nationalisation de la Sidbec. Ceci n'était ni terriblement révolutionnaire, ni terriblement avant-gardiste. Pour ce qui est de l'électricité par exemple, on sait que la nationalisation fut effectuée par le gouvernement libéral de M. Lesage dès 1963. En fait, en proposant cette natio-

nalisation, le R.I.N. tout comme le P.L. de l'époque, était animé par des sentiments d'ordre uniquement pratique et nationaliste: les richesses appartenaient et devaient profiter au peuple québécois (on était donc contre les exploiters étrangers qui ne réinvestissaient pas au Québec, et non contre les investisseurs privés en général) - la nationalisation mettrait fin à la discrimination exercée envers les canadiens-français - réduirait les frais d'administration, etc...etc... René Lévesque, alors Ministre des richesses naturelles dans le gouvernement Lesage, utilisait les mêmes arguments.

Le programme riniste faisait aussi état de la nationalisation "éventuelle" (c'est-à-dire dans un avenir plus ou moins rapproché et à une date non-déterminée), des services publics: transport aérien et ferroviaire, télécommunications. Il n'était pas démocratique, selon le R.I.N. que les services publics soient entre les mains d'intérêts privés: ces entreprises ne comportant pas les risques pour lesquels les capitaux privés ont normalement droit à une rétribution et étant des monopoles sur lesquels les citoyens n'ont aucune influence et dont ils ne peuvent se passer. Le principe en lui-même n'était que fort raisonnable. Mais là où il apparaissait encore plus que le R.I.N. raisonnait d'une façon capitaliste et respectait les règles du jeu, c'était dans le temps prévu pour la mise en pratique, et dans les modalités de mise en pratique: un gouvernement riniste aurait nationalisé ces services publics "graduellement, selon ses moyens, en traitant avec justice les propriétaires actuels." ⁹ Dans la meilleure des hypothèses, cela revenait à dire qu'à court terme un gouvernement riniste aurait provoqué la création

⁹R.I.N., Programme politique (1964-65), p. 7.

d'entreprises mixtes (capital privé, capital Etat majoritaire) jusqu'à ce que le gouvernement ait eu les "possibilités" matérielles d'en faire des entreprises d'Etat à 100%. Cette démarche se situait tout à fait dans la ligne plus-capitaliste-que socialisante à la Harold Wilson ou même à la Johnson et à la Lesage disait Parti Pris.¹⁰ Les nationalisations par confiscation étaient écartées comme solution irréaliste et l'Etat devait payer¹¹ pour acquérir la propriété de ces secteurs d'utilité publique.

Comme on le voit, la politique de nationalisation était loin d'être audacieuse: deux nationalisations véritables, et la "promesse" de nationaliser les services publics.¹² En Europe, nombre de pays qui ne sont pas des dictatures de gauche ont nationalisé les chemins de fer, le télégraphe, le téléphone et les ressources minières. Le R.I.N. de d'Allemagne et de Bourgault n'allait pas aussi loin. Il ne prétendait même pas nationaliser les mines, par exemple, secteur pourtant de prime importance au Québec. A ce sujet, le programme ne mentionnait qu'une chose: la responsabilité de l'Etat dans l'orientation de l'exploitation minière. Cette dernière ne devait pas être laissée à l'initiative de l'entreprise privée seule, car l'entreprise privée était la plupart du temps anglo-américaine et ne considérait que le critère du profit, sans tenir

¹⁰ Le R.I.N. contre le R.I.N., Parti Pris, (mai 1965), p. 42.

¹¹ Le R.I.N. ne disait pas, même approximativement, combien; ceci avait pourtant son importance.

¹² En fait, le programme de 1966-67 contenait une menace à la fois vague et inquiétante, celle de "nationaliser tout monopole, ou secteur industriel, qui opposerait à l'Etat la force de l'inertie contre la politique du plan" (art. 8, p. 4). Mais cette phrase ajoutée tardivement au programme, ne concordait pas avec l'esprit du R.I.N. tel qu'il transparaissait dans les discours officiels et le reste du programme. Elle a probablement été ajoutée sous la pression de la gauche montréalaise qui, bien qu'étant active et, par là, influente, allait être défaite en 1968.

compte des objectifs nationaux et... nationalistes. En fait, si l'on s'en tient au programme, le parti désirait uniquement corriger les abus trop flagrants hérités de l'époque duplessiste: par la révision des royautés, des concessions et des baux - par la mise sur pied d'un plan d'exploitation - par la transformation du minerai brut au Québec, et, autant que possible, son intégration à l'industrie secondaire. Ces exigences, (fait révélateur en soi), faisaient partie du programme du P.L. dès 1960.

Quelle conclusion tirer de tout ceci? Pour ce qui est des nationalisations et du rôle de l'Etat dans l'économie, il est certain que le R.I.N. adopta une attitude lucide sans plus. Il ne s'agissait pas de nationaliser seulement par principe et avec précipitation. La nationalisation ne devait pas constituer une fin en soi, mais devait être considérée comme un moyen parmi d'autres pour assurer une planification véritable. Et si l'on se base sur les propositions concrètes, le programme de nationalisations du R.I.N. se limitait aux monopoles privés s'exerçant dans les secteurs d'intérêt public. Dans tous les autres secteurs de l'économie, le R.I.N. entendait plutôt:

- 1) Encourager la concentration économique et la formation de grands ensembles, par ailleurs, facilement contrôlables s'il y avait union des travailleurs et union des patrons au sein d'associations;
- 2) faire tendre les efforts du gouvernement, et les capitaux que requerrait sans cela la nationalisation d'un secteur, vers la création de nouveaux moyens de production générateurs d'emplois;
- 3) faire sentir la présence de l'Etat dans les domaines inexplorés, chose relativement facile dans un pays neuf comme le Québec.¹³ (C'est d'ailleurs

¹³Ceci constitue la position actuelle de l'aile modérée du P.Q., et plus précisément de son économiste officiel, M. Parizeau.

ce qui faisait dire à P. Bourgault, durant la campagne de 1966, "qu'il n'était pas nécessaire de spolier les autres pour assister à la conquête économique du Québec par les québécois." ¹⁴).

En fin de compte, le R.I.N. réservait à l'entreprise privée le rôle de stimulateur de l'économie, et à l'Etat, le rôle de substitut, de palliatif et de protecteur de l'intérêt public contre les abus trop flagrants de l'entreprise privée:

Si la nationalisation apporte de tels bienfaits, pourquoi ne pas l'étendre à d'autres domaines? Il faudrait bien se garder de nationaliser à tort et à travers, car on risquerait de fausser irréparablement le mécanisme de notre économie. Délogeons l'entreprise privée des services publics où elle n'a pas sa place... Instituons un secteur mixte où les capitaux privés et l'Etat collaboreront. Dans tous les autres cas, il faut maintenir l'entreprise privée et faire en sorte qu'elle donne son plein rendement. ¹⁵ (Le programme prévoyait, à ce propos, une série de mesures pour venir en aide à l'entreprise privée: facilités de crédits, etc.)

Bref, sous un gouvernement riniste, le secteur privé, tout en étant forcé de se civiliser, serait resté le plus favorisé. La nationalisation n'aurait pas eu pour but de porter un coup à l'initiative individuelle. C'était là, répétons-le, une conception, une attitude rationaliste, de plus en plus répandue tant chez les dirigeants des pays capitalistes, que chez les leaders de type réformiste modéré des pays en voie de développement. Elle n'avait rien à voir avec le socialisme économique tel que défini au début, et tel que désiré par la gauche québécoise.

3- Pro-américanisme et pro-canadianisme:

Les indépendantistes rinistes (exception faite de la gauche du parti

¹⁴P. Bourgault, Communiqué de presse, (Montréal: R.I.N., mai 1966).

¹⁵R.I.N., Programme politique, (1964-1965), p. 7.

qui s'est manifestée assez tardivement), avaient d'excellentes raisons de s'opposer à une transformation complète du système économique dans le sens de la réalisation de la propriété sociale: mener la vie dure à l'entreprise privée aurait fait fuir les investissements étrangers, en grande partie américains. Or, il faut bien comprendre que le R.I.N. n'avait de chances d'aller de l'avant, en tant que parti politique, que s'il prenait en considération le fait que les québécois, de toute classe sociale, se sentent économiquement nord-américains: certaines valeurs, certaines institutions, la plupart des techniques, un grand nombre de comportements et surtout d'aspirations matérielles sont nord-américains avant d'être canadiens ou canadiens-français. Pour rien au monde, les québécois n'abandonneraient l'American Way of Life, et le système de libre entreprise qui l'avait créé.

Les dirigeants rinistes étaient parfaitement conscients de ce fait que, d'autre part, leurs adversaires brandissaient comme argument suprême contre l'indépendance. Ils savaient pertinemment que l'emprise du parti sur la population était directement soumise à leur réussite à démontrer qu'économiquement le Québec n'aurait pas à souffrir de l'indépendance. Dans le but de démontrer ceci, ils adoptèrent la stratégie suivante: persuader la population qu'un gouvernement riniste continuerait à attirer et à encourager les capitaux étrangers, dans les secteurs primaire et secondaire de l'économie. (Ceci fut l'objet de bon nombre de débats, entre autre, le débat Bourgault-Kierans).

La question qui s'impose ici, étant donné l'hypothèse de départ, (pensée néo-libéraliste) est celle-ci: à quels investissements étrangers le R.I.N. pensait-il? En théorie, et d'une façon générale, le R.I.N. soutenait qu'il fallait débarrasser les québécois d'une conception purement géographique

de leurs intérêts et de leurs possibilités, et rechercher sur tous les continents, les pays dont l'économie était complémentaire de celle du Québec. Mais en y regardant de plus près, cette supposée diversification de partenaires était restreinte à la zone de libre entreprise (Marché Commun européen, Canada, E.U.), avec une nette préférence pour les capitaux canadiens et surtout américains. En pratique donc, le R.I.N. n'avait aucune intention de bouleverser les pratiques économiques existantes. Et malgré une façon de s'exprimer assez ambiguë, sa politique d'investissements ne proposait rien de nouveau: le R.I.N.-officiel s'adressait aux mêmes pays, aux mêmes partenaires, et sensiblement de la même manière.¹⁶ (Le seul fait nouveau, sur lequel, semble-t-il, les riniistes comptaient énormément, était les relations économiques sans intermédiaires dont jouirait un Québec indépendant. Ceci, prétendaient-ils avec, à la fois, beaucoup d'inconscience et de présomption, permettrait de contrôler les investissements à l'avantage du Québec).

Une première preuve de la nette préférence du R.I.N. pour les partenaires et les procédés habituels, est son idée d'association économique avec le reste du Canada¹⁷: les théoriciens du parti indépendantiste, pour empêcher une baisse trop considérable du niveau de vie, avaient entrevu et fait valoir la possibilité de former un Marché Commun avec les autres provinces canadiennes, une fois l'indépendance acquise. Le Marché Commun Européen n'était-il pas une

¹⁶ C'est justement parce que les procédés restaient les mêmes, que sa pensée était plus capitaliste que socialiste. L'origine des partenaires ne prouve rien en soi. Exemple: les relations économiques possibles entre les E.U. et la Chine.

¹⁷ Le R.I.N. parlait en fait de Marché Commun canadien.. Mais ce qui est à souligner ici, c'est que l'idée d'une association économique avec le Canada, (intéressante parce qu'elle est d'actualité sur la scène politique québécoise), n'est pas une idée originale de R. Lévesque. Elle remonte aussi au R.I.N. L'habileté de R. Lévesque fut de l'avoir mise en valeur autant que l'idée d'indépendance proprement dite, et d'avoir engendré, par le fait même, une impression rassurante.

association de pays indépendants? Dans l'esprit des rinistes, il ne faisait aucun doute que les capitalistes locaux et étrangers (c'est-à-dire le reste du Canada) allaient accepter avec empressement cette proposition: le Québec offrait, pour les autres provinces, des marchés et un champ d'investissement trop intéressants pour supposer le contraire! ¹⁸

La façon dont le R.I.N. entrevoyait ses relations avec les Etats-Unis constitue une preuve encore plus révélatrice du fait qu'il ne voulait rien changer aux pratiques économiques en vigueur. Là encore, le parti de d'Allemagne et de Bourgault se montrait à la fois conservateur et pionnier. Pionnier, dans le sens qu'il contribua en tant que parti politique à introduire dans le vocabulaire nationaliste québécois l'idée d'un glissement du Québec vers les U.S.A., (sur le plan économique surtout). Depuis le R.I.N., des intellectuels et des hommes publics, non séparatistes, (Mario Beaulieu de l'Union Nationale, par exemple), ont fait des déclarations dans ce sens. Mais en insistant sur l'importance économique des E.U., le parti séparatiste se montrait surtout conservateur, dans le sens que, comme tous les homologues québécois (exemple: les nombreux voyages des chefs du P.L. et de l'U.N. aux U.S.A.), il mettait de grandes espérances économiques ¹⁹ chez ses voisins du Sud. Il allait même, parce qu'il était un parti indépendantiste d'opposition, un peu plus loin que les autres partis et disait ouvertement ce que, peut-être, ces derniers pensaient tout bas: c'est-à-dire qu'il diminuait le rôle écono-

¹⁸ Les dirigeants rinistes firent faire sur ce sujet de nombreuses études, et consacrèrent une partie de leurs efforts à démontrer statistiquement, la valeur marchande du Québec pour le reste du Canada, et en particulier, pour l'Ontario. Ils arrivaient à la conclusion que le Québec importait du Canada beaucoup plus qu'il n'exportait.

¹⁹ Nous disons "économiques", car pour le reste (politique intérieure et extérieure), le R.I.N. se révéla un critique acerbe des E.U.

mique d'Ottawa et des autres provinces, et prétendait que le Québec avait un "plus grand" besoin des américains que du reste du Canada dont l'économie est largement tributaire de la grande entreprise et du capital américain: ²⁰

"C'est avec les Etats-Unis", disait A. d'Allemagne, "que les québécois modèleront l'Amérique du Nord, non pas tellement parce qu'ils sont leurs voisins, mais à cause de la puissance qu'ils représentent." ²¹

Il faut souligner, avant d'en finir avec ce point, un phénomène curieux mais extrêmement intéressant car il se retrouve chez plusieurs partis nationalistes décolonisateurs: ²² le R.I.N., malgré sa position à l'égard des capitaux américains et à l'égard de l'entreprise privée, (position qui ne correspondait pas à l'idée occidentale du socialisme), se définissait, vers les dernières années, comme un parti socialiste. Il ne semblait pas voir de contradiction entre une dépendance financière vis-à-vis des capitaux canadiens et surtout américains, (dépendance qu'il encourageait, surtout dans le cas des américains), et le socialisme, (en tout cas, le non-capitalisme), qu'il professait. Car pour lui, le vrai socialisme était un socialisme adapté au contexte québécois, et consistait, non pas à se libérer de ceux qui, à l'intérieur comme à l'extérieur du Québec le dominaient économiquement et idéologiquement, mais à augmenter le bien-être de la population canadienne-française en général. Naturellement, cela ne pouvait se faire en fermant la porte aux investissements américains (ce raisonnement explique que Bourgault, durant la

²⁰ Il faut nous placer ici en contexte: il s'agissait du P.L. de M. Lesage et de l'U.N. de D. Johnson. M. Bourassa accorde une importance plus grande, comparativement, au rôle économique du Canada.

²¹ A. d'Allemagne, Le Québec, pays colonisé, p. 14.

²² Voir, D. Apter, et P.E. Sigmund, que nous avons mentionnés au début.

campagne de 1966 n'osa pas parler de la nationalisation d'une compagnie américaine comme l'Iron Ore de Schefferville, et ce, malgré ce qu'il appelait lui-même, son chantage électoral).

La gauche riniste et québécoise, s'éleva naturellement contre cette définition par trop subjective et limitée du socialisme: toute dépendance financière à l'égard des capitaux canadiens et américains impliquait, disait-elle, une acceptation certaine du système capitaliste et libéraliste en vigueur. Et, ce qui donnait du poids à l'affirmation de ces dissidents, est le fait que le R.I.N.-officiel n'avait aucune intention de modifier la situation existant dans le domaine des investissements étrangers; non seulement, il faisait appel aux partenaires habituels, mais ses exigences en matière d'investissements ne différaient pas de celles du P.L. de 1960, et, d'autre part, relevaient de préoccupations en grande partie nationalistes.²³

4- Planification indicative:

Le R.I.N. pensait, en fait, remédier aux dangers des investissements américains, et, en général, aux abus possibles de l'entreprise privée toujours à l'affût d'un plus grand profit, par le biais de la planification dont les grands objectifs, spécifiés dans le programme, étaient: "L'industrialisation,

²³ Ainsi, selon le programme riniste, les capitalistes étrangers devaient se comporter en "bons" citoyens québécois, c'est-à-dire (1) faire une large place aux administrateurs, aux cadres, aux techniciens et à la main-d'oeuvre du pays; (2) faire appel à la participation des capitaux locaux et, à long terme, s'intégrer au plan national de développement; (3) réinvestir une partie de leurs bénéfices au pays, si possible dans les secteurs secondaires." (R.I.N., Programme politique, 1966-67, p. 7, et p. 13, art. 77). Il faut noter que le programme ne précisait pas ce qui arriverait à ces investisseurs étrangers s'ils refusaient de se comporter "en bons citoyens", comme on les incitait à le faire. Une fois au pouvoir, un gouvernement riniste s'en serait-il tenu à ses principes ou à ses fournisseurs de bien-être?

le plein emploi, la décentralisation, la nationalisation de l'économie (dans le sens de "maître chez-nous"), la participation des travailleurs à l'entreprise." ²⁴ Idéaux très nobles... et très vagues.

La question était effectivement de savoir comment le R.I.N. allait réaliser ces objectifs qui, en eux-mêmes, n'étaient pas la marque d'une politique économique distincte, et que toute société, capitaliste ou socialiste, voudrait voir se réaliser? Par quel moyens exactement entendait-il parvenir à convaincre l'entreprise privée, étrangère ou non, à poursuivre ces buts? ²⁵

Justement, le R.I.N. ne spécifiait, ni dans son programme, ni dans ses déclarations publiques, les mécanismes pour atteindre les objectifs cités plus haut, et arriver à une véritable économie planifiée. Non seulement, il ne spécifiait pas de mécanismes, mais il optait pour la planification indicative, soucieux qu'il était de ne pas porter atteinte à la liberté individuelle, plaque tournante de la société québécoise: l'héritage sociologique des québécois ne se serait pas accommodé, selon lui, d'une planification généralisée et autoritaire.

Il faudra, (précisait le programme), que la planification maintienne au minimum les contraintes de l'Etat, compte tenu de l'efficacité du plan; qu'elle évite la centralisation bureaucratique à outrance et la dictature des experts; qu'elle garantisse le plus possible la liberté des entreprises et des individus. ²⁶

²⁴ R.I.N., Programme politique, (1966-67), p. 4.

²⁵ Car la planification en elle-même ne garantit pas, par exemple, l'amélioration du niveau de vie des travailleurs, ou le plein emploi. Elle n'est pas non plus le signe infaillible d'une politique économique "de gauche". Le parti riniste disait lui-même dans son programme politique que la planification n'était qu'une technique de l'organisation du travail des hommes et de leurs échanges (R.I.N., Programme politique, 1966-67, p. 3.). En tant que telle, elle peut être employée par différentes classes, dans différents buts. Il n'y a qu'à comparer la planification française, suédoise et russe. Les conceptions que divers gouvernements se font de la planification dépendent donc des interprétations qu'ils se sont faits de la société et des jugements de valeur qu'ils portent.

²⁶ R.I.N., Programme politique, (1964-65), p. 5.

Bref, le R.I.N.-officiel, comme le parti libéral, limitait le rôle de la planification à celui de "guide", inspirateur et facultatif. Ceci en soi, pouvait laisser planer des doutes sur la valeur effective de la planification proposée, et sur les conséquences socialement bénéfiques qu'elle devait entraîner.

Le R.I.N. se basait pour écarter ce reproche d'inefficacité sur trois faits:

- 1) La planification riniste aurait été l'instrument d'un Etat indépendant ayant le contrôle sur la monnaie, le crédit, les banques, etc. (le R.I.N. avait la fâcheuse habitude d'attribuer les échecs de planification, au manque de pouvoirs complets du gouvernement québécois);
- 2) elle était globale, c'est-à-dire étendue à tous les domaines;
- 3) enfin, elle était démocratique car elle prévoyait une participation effective du citoyen à l'exercice du pouvoir, par la cogestion et la participation des travailleurs à l'élaboration de la planification, sur un même pied que l'Etat et le patronat.

Mais ces éléments, tout en favorisant une économie plus rationnelle et plus efficace, ne faisait pas de la planification riniste le moyen de réaliser une économie démocratique où le bien commun passerait avant les intérêts particuliers, (c'était là, l'ambition avouée du R.I.N.). En fait, cette planification qui visait à être globale et démocratique, avait un défaut de taille: elle reposait sur la bonne volonté et la bonne foi des parties en présence. Il était quelque peu naïf de compter sur la bonne volonté spontanée de ceux qui trouvaient leur compte dans le système en vigueur. (L'échec du fantastique projet d'aménagement et de développement de l'Est du Québec - le B.A.E.Q. -, conçu sous le gouvernement Lesage, échec dû à l'opposition constante des élites du territoire, constitue l'exemple le plus frappant des limites d'une planifi-

cation généralisée mais non autoritaire). De la même façon, il était utopique de croire que le patronat, par exemple, sacrifierait l'efficacité et le profit maximum au nom de la décentralisation (ou de la cogestion), et ce, sous la simple prière de l'état québécois. ²⁷

La planification que proposait le R.I.N. n'avait, en fait, qu'une valeur sociale et une portée économique très limitées puisque les moyens de production restaient, pour la plupart, la propriété d'une classe privilégiée qui n'avait pas à craindre l'utilisation par l'Etat de moyens coercitifs et autoritaires. ²⁸ On peut dire, d'une façon générale, qu'elle ne portait pas atteinte aux bases fondamentales de la société québécoise qui étaient, soulignons-le à cause des prétentions socialistes du R.I.N., libéralistes.

Peut-être, une fois au pouvoir, le R.I.N. aurait-il, au nom de son idéal économique, durci ses positions, suivant ainsi la tendance de plusieurs nations nouvellement indépendantes? Peut-être, comme quelques lignes du programme, et quelques écarts de langage de son célèbre président le laissaient supposer, aurait-il placé ses principes démocratiques au-dessus de la liberté d'entreprise? C'est fort possible. Mais ce travail ne se situe pas au niveau des conjectures. Et en partant du programme riniste, force nous est de constater que la planification proposée n'aurait pas dérangé, et encore moins mis en péril, l'ordre capitaliste existant.

D'une façon générale, on peut d'ailleurs porter sur la politique économique du R.I.N., le jugement suivant: elle vouait aux transformations les plus radicales uniquement la petite bourgeoisie traditionnelle, anti-étatique et agriculturiste, non le système tout entier.

²⁷ Une étude de la planification française, elle-même, indicative, dissipe les doutes à ce sujet, si jamais il en fut.

²⁸ Les socialistes québécois affirmaient même qu'elle était un leurre destiné à l'obtention du vote ouvrier. Car, selon eux, seul un secteur public majori-

B) Explication de la tendance plus capitaliste que socialiste (néo-libéraliste) de la pensée économique riniste: effectifs et clientèle.

Comment expliquer que le R.I.N. qui, à l'occasion, se définissait lui-même comme le parti qui allait "changer tout le système" ²⁹ ait eu une pensée économique aussi modérée, c'est-à-dire aussi semblable à celle du P.L. des années 1960, et, d'une façon générale, assez semblable à celle d'un bon nombre de gouvernements centristes et modérément réformistes (comme par exemple, les gouvernements bourgeois d'après-guerre qui, pour des raisons d'efficacité, prêchèrent une certaine intervention étatique)?

La réponse est simple: par sa clientèle électorale et par ses effectifs.

1- Clientèle électorale riniste:

La force et l'inspiration du R.I.N. lui venait de la néo-bourgeoisie, seul élément politiquement actif des années 1960. ³⁰ A l'époque, les véritables "damnés de la terre", situés dans les régions sous-développées du Québec, ne reconnaissaient que deux seuls partis parlant leur langage: le Crédit Social, et l'Union Nationale. A Montréal même, le prolétariat traditionnel votait U.N.: ainsi, aux élections de juin 1966, dans les comtés ouvriers où l'U.N.

²⁸ (suite)
taire et l'expropriation des compagnies américaines les plus avancées, surtout dans le domaine de l'exploitation des richesses naturelles, pouvaient permettre une planification efficace de l'économie québécoise.

²⁹ P. Bourgault, Message du Nouvel An, (Montréal: R.I.N. 1965).

³⁰ Au contraire, la décennie 1970 est appelée à voir, semble-t-il, l'entrée sur scène, des travailleurs québécois. Exemple: collusion syndicats-partis nationalistes.

était fortement implantée, le R.I.N. reçut moins de voix que dans les autres comtés à population de langue française. En fait, le vote indépendantiste s'accroissait nettement avec les revenus: dans les comtés à revenus faibles (\$2,300 à \$2,800), le vote n'excédait par 8%; il allait jusqu'à 17.5% dans les comtés à revenus élevés (\$5,750+).³¹ On pouvait trouver là confirmation du fait que l'U.N. réussissait à apparaître, dans les milieux modestes de la population, comme très représentative d'un certain nationalisme canadien-français, à contenu culturel traditionnel. Au contraire, le parti riniste, et l'aile nationaliste et progressiste du P.L., attiraient les classes moyennes, notamment la petite bourgeoisie des villes, les techniciens, les professionnels salariés, c'est-à-dire, en gros, les collets blancs.

L'attrait qu'exerçait le R.I.N. sur la néo-bourgeoisie plutôt que sur les classes plus modestes de la population, était compréhensible. D'une part, le R.I.N. symbolisait le nouveau nationalisme québécois, nationalisme culturel, mais aussi social et économique, dans son ébauche, sinon dans son élaboration. D'autre part, c'était la fraction progressiste, technocratique et néo-capitaliste de la petite bourgeoisie qui se sentait particulièrement lésée dans ses aspirations économiques et sociales, et qui voulait améliorer sa position en renforçant, politiquement et économiquement, l'Etat québécois. Autrement dit, seules les classes moyennes pouvaient sympathiser avec un parti prônant l'affranchissement total des québécois-français, (c'est-à-dire, politique et économique, et non seulement culturel), car, elles seules, étaient à même de vivre et de ressentir d'une façon nationaliste, l'aliénation³² économique et

³¹R. Boily, Conférence au Club Kiwanis - St. Laurent (Montréal: R.I.N., 1966), p. 13.

³²Nous donnons à "aliénation", simplement la signification du dictionnaire: perte du contrôle (de l'économie).

l'infériorité sociale.³³

Jean-Marc Piotte a très bien expliqué dans Parti Pris ce phénomène de politisation qui atteint, dans un premier stade du réveil et du ressentiment nationalistes, les classes moyennes, urbaines surtout:

Les ouvriers des villes industrielles (dans les campagnes, il n'y a pas de clivage ethnique), sont conscients que le facteur ethnique bloque leur mobilité sociale. Mais les aspirations des ouvriers dans l'usine ne peuvent que se limiter au poste de contremaître. Aussi, la revendication nationaliste est-elle moins forte chez eux qu'chez les collets blancs travaillant dans les entreprises américaines et canadiennes, et chez la petite bourgeoisie (commerçants, petits industriels), à cause de la concurrence et des aspirations.³⁴

Bref, l'époque et la conjoncture (existence d'une minorité ethnique économiquement puissante) faisaient que c'était la fraction urbaine de la classe de la petite bourgeoisie et des collets blancs qui était le plus politiquement et économiquement frustrée, et qui avait le plus à retirer des revendications nationalistes et séparatistes.³⁵

Or, de par sa nature, et par son essence même, cette classe ne désirait pas un renversement du système économique et social au profit des classes

³³ Il en était ainsi, car, pour reprendre l'expression de Fanon, il s'agissait d'une classe moyenne "sous-développée" (la grande bourgeoisie d'affaires étant anglaise ou américaine).

³⁴ J.M. Piotte, "sens et limites du néo-nationalisme", Parti Pris (Septembre-octobre 1966), p. 28.

³⁵ Citons en exemple un auteur plus "international": F. Fanon, le psychiatre des mouvements nationalistes coloniaux. Ce dernier a très bien exprimé l'axiome selon lequel, "dans une première phase" de la lutte contre la décolonisation, (et le R.I.N. puisqu'il était le premier mouvement indépendantiste d'envergure, se situait dans cette première phase), il y a collusion et même identification entre les partis politiques nationalistes et les classes moyennes urbaines, et ce, pour les raisons évidentes énoncées plus haut.

défavorisées, mais une amélioration purement "politique" et nationaliste du système, en sa faveur: elle voulait tout simplement devenir à la place des membres de la bourgeoisie "Canadian", le gérant direct, le grand administrateur des américains.

Le R.I.N. ne se sentait pas le courage électoral de contrarier, en prônant des principes économiques trop révolutionnaires, les aspirations économiques de ces sympathisants spontanés. C'est en quelque sorte "par définition", (parce qu'il n'était pas le parti des classes défavorisées), qu'il ne pouvait aller au-delà d'un réformisme de peu d'envergure. ³⁶

2- Effectifs et dirigeants rinistes:

Il n'y a pas que le corps électoral riniste qui était bourgeois et ethniquement motivé. Le profil socio-économique des membres et des dirigeants, reproduisait ces deux caractéristiques et faisait penser au profil de l'aile la plus avancée du parti libéral québécois.

A dire vrai, aucune étude n'a jamais été faite sur le profil socio-économique du R.I.N. au niveau des membres. La seule publication du parti à ce sujet concernait l'âge moyen des membres en 1964.³⁷ On peut cependant avancer quelques hypothèses auxquelles l'ensemble des faits perceptibles et

³⁶ Encore une fois, nous reprenons ici, pour le compte du R.I.N., un des thèmes principaux et classiques de F. Fanon, touchant les partis politiques nationalistes en période de décolonisation (et le R.I.N. en était un): pour qu'il en soit autrement, c'est-à-dire pour que le parti politique nationaliste et la classe moyenne soient vraiment révolutionnaires, il faudrait, nous dit Fanon, qu'ils renoncent à leur vocation historique, à leur propre nature, qui est d'être bourgeois. (Les damnés de la terre, p. 96).

³⁷ La proportion la plus forte des jeunes se trouvait à Montréal; l'âge moyen en province était plus élevé et celui des membres de la région de Québec, le plus élevé. (G. Dostaler, "le R.I.N., un parti de gauche?", Parti Pris (janvier-février 1967), p. 26).

les déclarations des dirigeants du parti ont donné du poids:

- 1) Le R.I.N. recrutait ses membres, en majeure partie parmi la couche relativement aisée et scolarisée de la société québécoise;
- 2) la moitié des membres venait de Montréal, une grande partie de la région de Québec et le reste d'un peu partout dans la province, donc de milieux urbains surtout, milieux naturels de la nouvelle bourgeoisie;
- 3) un groupe important du R.I.N. était formé de professionnels et d'intellectuels. Les étudiants étaient présents, mais pas en si grand nombre qu'il pouvait d'abord sembler. Il y avait aussi quelques hommes d'affaires (petits), quelques employés publics, et quelques travailleurs spécialisés ou non. En bref, l'actif des membres se trouvait chez les jeunes professionnels, semi-professionnels, hommes d'affaires indépendants et commerçants spécialisés: donc des collets blancs surtout, quelques petits bourgeois, peu ou pas d'ouvriers. ³⁸

Sur la provenance sociale des personnalités dominantes du parti, les sources se sont révélées plus précises. Ce qui est heureux puisque ce furent les chefs du R.I.N. qui, en dernier ressort, lui ont imprimé son mouvement général, la masse des simples membres étant restée passive. Quatre points sont à retenir. Ces points soulignent la prépondérance d'éléments bourgeois animés de sentiments "avant tout" nationalistes, et viennent indirectement confirmer notre idée générale de pensée économique néo-libérale: ³⁹

³⁸ Loc. cit.

³⁹ Il faut préciser au départ que ce n'est pas parce que les dirigeants riniistes étaient bourgeois que la pensée du parti était néo-libérale (les intellectuels des classes moyennes sont même présents aux échelons supérieurs des partis prolétariens). C'était plutôt parce qu'ils étaient des bourgeois "ethniquement motivés": c'est-à-dire pas particulièrement choqués par le contexte socio-économique, et pas particulièrement intéressés à le changer, du moins à l'époque.

- 1) Les personnalités du parti étaient d'origine montréalaise et la plupart habitaient la métropole, lieu où le contact avec l'autre ethnie fait partie du quotidien;
- 2) elles avaient en général reçu une éducation classique et par la suite universitaire à l'Université de Montréal, à McGill, etc. (ainsi, en examinant la liste des neuf candidats de l'équipe Bourgault, l'on constate la présence de six professeurs, d'un journaliste, d'un collet blanc et d'un ouvrier spécialisé, syndicaliste par ailleurs);
- 3) la plupart avaient eu des contacts plus ou moins prolongés avec les communautés anglo-saxonnes (exemple typique, P. Bourgault fut élevé dans les Cantons de l'Est, et fit un stage comme lieutenant d'artillerie dans les forces armées canadiennes), ce qui fait que l'expérience personnelle était LA motivation qui avait poussé ces personnes à se rallier à la cause indépendantiste.

Somma toute des gens que rien ne poussait à prime abord à s'intéresser à la politique, mais que des expériences ont mis en face du problème national. Des gens instruits, donc éduqués, pas particulièrement choqués par le contexte social, mais ayant vécu ce "racisme anti-raciste"⁴⁰; bref, des gens ayant, d'abord et avant tout, été aliénés ethniquement.

Compte tenu du type de personnes que l'idée d'indépendance attirait, compte tenu de la motivation des personnalités du parti, et surtout, compte tenu de la nature du mouvement⁴¹, la pensée économique riniste était "prédestinée"

⁴⁰F. Fanon, Les damnés de la terre, p. 87.

⁴¹Il faut toujours avoir à l'esprit, pour la compréhension de la pensée riniste, que le R.I.N. était un parti nationaliste décolonisateur.

à être une pensée modérée, centriste, ambiguë, une pensée adaptée aux classes moyennes canadiennes-françaises, et à ceux qui croyaient en faire partie.

Conclusion: socialisme, nationalisme et modernisation

Il est évident, à partir de cette brève étude portant sur la pensée économique de l'ainé des partis indépendantistes, que la démarche riniste n'était pas celle d'un parti "de gauche" (tel que défini dans l'introduction). En fait, la position économique du R.I.N. n'était que progressiste, c'est-à-dire, attentive aux "améliorations" économiques ⁴², semblable en cela à la pensée de la gauche du parti libéral provincial, représentée par Lévesque, Kierans, Gérin-Lajoie et certains technocrates du parti qui prônaient une idéologie de développement et de modernisation. A l'instar de ces derniers, le parti indépendantiste de Bourgault voyait la nécessité d'un effort de rationalité économique qui améliorerait, sans nécessairement le transformer, le système établi. Finie, l'ère de l'anarchie et de l'improvisation au gré des campagnes électorales, il s'agissait d'entreprendre ce que d'autres sociétés capitalistes et d'autres provinces canadiennes avaient fait avant le Québec: moderniser l'industrie (transformation des entreprises familiales, concentration de la production, modernisation de l'équipement), - moderniser le secteur agricole (agrandissement et mécanisation des fermes, coopératives), etc... Bref, rendre, en le modernisant, le système capitaliste pleinement rentable, économiquement et socialement. C'est ce que le R.I.N. avançait, d'une façon très claire, dans son programme politique:

⁴²P. Marabuto, Les partis politiques et les mouvements sociaux sous la IVe République, p. 17.

La politique économique... vise principalement les objectifs suivants: d'une part, augmenter la production, répartir les investissements, accroître la richesse générale, d'autre part, "améliorer" la distribution de ces richesses pour aboutir à une situation sociale plus juste. ⁴³

Le fait d'avoir prôné une idéologie de développement et d'avoir parlé, à l'occasion, de "lente évolution vers le socialisme" ⁴⁴ ne faisait pas du R.I.N. un parti de gauche. Ce langage ne prouvait que deux choses: l'extrême ambiguïté de la pensée riniste, et ses préoccupations de caractère avant tout nationaliste. Car, ce que le R.I.N. désigna, vers les dernières années, sous le vocable de socialisme, n'était, pour reprendre une expression d'Apter, qu'une autre appellation pour le nationalisme. ⁴⁵

L'étatisme riniste qui se manifesta, nous l'avons vu, fort timidement, (nationalisations restreintes, planification indicative, etc.), est une preuve de ceci. Il ne cachait, en effet, aucune intention socialiste et anti-capitaliste, (bien qu'à l'occasion le R.I.N. s'en servît pour calmer la gauche du parti), et n'avait essentiellement que trois fonctions: corriger les abus trop flagrants des colonisateurs étrangers, - concurrencer les entreprises privées, en grande partie, parce que étrangères, - promouvoir à des postes de direction des représentants de l'ethnie canadienne-française. En fait, l'étatisme riniste, et, par extension, le socialisme riniste, n'était, à bien des points de vue, que la manifestation du sentiment nationaliste d'une classe

⁴³R.I.N., Programme politique, (1966-67), p. 16.

⁴⁴R. Maheu, "Chronique du R.I.N.: L'ouverture à gauche", Parti Pris, (octobre 1964), p. 54.

⁴⁵Apter, Ideology and Discontent, p. 23.

sociale en particulier ⁴⁶, et la manifestation d'un grand désir d'efficacité et de modernisation, compréhensible après l'époque de la "grande noirceur", et ressenti par bien des québécois, indépendantistes ou non, socialistes ou non.

Bref, l'étatisme et, en générale, la théorie économique riniste, illustraient à la fois, une forme désormais classique de nationalisme ⁴⁷, et une forme évoluée de capitalisme. ⁴⁸

⁴⁶En l'occurrence, comme nous l'avons dit plus haut, il s'agissait de la classe de la nouvelle bourgeoisie. Cette dernière, en effet, ne se contentait plus d'un pouvoir de valet, c'est-à-dire d'un pouvoir uniquement politique, les décisions économiques se prenant ailleurs. Elle prenait de plus en plus conscience que "l'Etat était sa seule force en tant qu'instrument économique; en renversant les termes, qu'elle n'avait de pouvoir économique que s'il était politique (par un Etat renforcé)." (Chamberland, "La thèse de l'Etat associé: une idéologie de colonisés", Parti Pris (Janvier 1965), p. 75). Une partie de cette néo-bourgeoisie se contentait du nationalisme éclairé du P.L. Une autre, celle qui appuyait Bourgault et Cie, allait même jusqu'à envisager l'indépendance pour consolider son pouvoir économique. Par impératif technocratique et nationaliste, et non par idéologie socialiste ou autre (il faut donner à cette nuance tout son poids), elle n'avait plus vis-à-vis de l'Etat cette attitude de méfiance qui caractérisait la bourgeoisie traditionnelle. La néo-bourgeoisie allait jusqu'à se plaindre que le gouvernement Lesage négligeât le Conseil d'Orientation Economique (C.O.E.). Et certains articles d'un hebdomadaire d'information financière, industrielle et commerciale (Les Affaires), allaient jusqu'à implorer l'homme d'affaires d'accepter la planification.

⁴⁷Le nationalisme des partis politiques décolonisateurs.

⁴⁸Voici, pour appuyer notre interprétation nationaliste et bourgeoise, de l'étatisme et de la pensée économique riniste, deux citations: l'une tirée de l'introduction générale du programme de 1966, l'autre d'une conférence donnée par P. Bourgault. (1) "A cause des circonstances historiques, le peuple québécois se retrouve dans un état de grand dénuement au moment même où il songe à prendre en mains sa destinée. Ecarté du monde de la haute finance et de la grande entreprise par sa pauvreté séculaire, écarté des problèmes essentiels de la politique par le jeu de la constitution... le peuple québécois se trouverait en très mauvaise posture s'il ne possédait pour atteindre ses fins un levier très puissant: L'Etat". (R.I.N., Programme politique, 1966-67, p. 3.) (2) "L'Etat nous appartient... on ne peut pas en dire autant de l'entreprise privée... C'est pourquoi, l'entreprise d'Etat doit être rentable tout comme l'entreprise privée (étrangère)". (P. Bourgault, Conférence aux Jeunes Chambres de Commerce de Montréal, (Montréal: R.I.N. 1965).)

C H A P I T R E I V

L'analyse de la pensée riniste sur le plan des effets psycho-sociaux: éducation populaire et travail de préparation psychologique par un style et un vocabu- laire politique nouveaux.

Le R.I.N.-officiel ne s'est distingué en tant que parti politique ni par sa stratégie électorale et ses tactiques politiques (chapitre I), ni par sa base doctrinale (nationalisme décolonisateur de tradition libérale) (chapitre II), ni par sa politique économique empreinte d'une rationalité toute technocratique (chapitre III). Ceci a justifié, étant donné nos conventions du début, sa classification parmi les partis "non de gauche".

Ce serait pourtant une grave erreur de tenir pour négligeable et de qualifier d'épisodique et d'éphémère, le passage du R.I.N. sur la scène politique québécoise. En effet, malgré ses nombreuses caractéristiques "establishment", le R.I.N. a marqué un tournant dans l'histoire politique de cette province: son style, son vocabulaire politique, ont "contribué" ¹ à faire disparaître une attitude collective fondée sur des valeurs qui, par leur caractère mythique, ne correspondaient plus à la réalité; ils ont aussi contribué à façonner une nouvelle mentalité nationale, un nouveau nationalisme (dans son expression, sinon dans son élaboration) ². Cet apport aussi minime soit-il est à souligner surtout si l'on pense qu'au Québec, aujourd'hui encore, le principal problème est celui de l'état d'esprit des masses que séduit et

¹Nous aurons à préciser, au fur et à mesure, (et surtout en conclusion du présent chapitre), l'ampleur toute relative de cette contribution.

²Voir notre quatrième thème.

inquiète à la fois l'idée de séparation ³, c'est-à-dire, en somme, un problème d'éducation.

On ne peut, bien sûr, accorder au R.I.N. seul, tout le bénéfice (ou le maléfice, selon les points de vue) du bouleversement social et politique que connaît le Québec depuis 1960. Le parti profita de sa "coincidence sociologique", c'est-à-dire du climat et de la conjoncture existant à l'aube des années 1960: ainsi, la mort d'un homme, le remplacement d'un gouvernement par un autre préoccupé de modernisation, l'accession du Québec à un assez haut niveau de vie (nouveaux intérêts et nouveaux besoins), l'influence des grands organes de communication et d'information présents dans tous les foyers et, enfin, les mouvements de population vers les centres urbains, facilitèrent grandement l'implantation du R.I.N. Ces facteurs facilitèrent également, l'oeuvre de "modification" sociale qu'il amorcée au même titre que le P.L. de M. Lesage, par exemple.

Il faut reconnaître toutefois, que le R.I.N. accéléra le processus d'évolution psycho-sociale car, plus que les autres partis, il fit porter ses efforts sur l'éveil de la population, la prise de conscience nationale, et la manifestation de l'opinion publique. ⁴ Le parti fut d'ailleurs défini bien souvent, et avec complaisance, comme un "mouvement nationaliste d'éducation" ⁵,

³Le politicologue Jean Meynaud déclarait en juin 1968: "Le grand point d'interrogation, c'est la masse. Jusqu'à ces derniers mois, elle semblait particulièrement apathique face à ces questions nationales." A. Béliveau, "L'avenir des québécois, les politicologues en parlent". La Presse, (22 juin 1968), p. 6.

⁴Plus que les autres partis (sans doute parce qu'il était un parti nationaliste d'opposition), mais pas autant qu'il aurait pu ou que la gauche riniste l'aurait voulu (voir chapitre I). Et surtout, ce désir de politisation et d'éducation se fit soit très superficiellement, soit par "ricochet", (à travers la jeunesse, les intellectuels, etc.).

⁵R.I.N., Bulletin du R.I.N., (mai 1962), p. 6.

et l'introduction générale du programme politique soulignait clairement l'importance primordiale de la politisation populaire:

Les efforts (du R.I.N.) seraient sans lendemain sans une prise de conscience du citoyen, véritable artisan de cette révolution... Pour ce faire, la politisation de la masse nous est apparue comme un des éléments essentiels de cette décentralisation et de cette prise de conscience. Afin d'arriver à cette fin, l'éducation et l'information seront réorientées pour que l'opinion publique soit tenue au courant des grands problèmes de l'Etat.⁶

Le fait, pour le R.I.N., d'avoir été conscient de l'importance de l'éducation populaire, ne signifie pas que ce dernier ait réussi à secouer, dans la période 1960-68, l'apathie des masses pour les questions nationales. En fait, de 1960 à 1968, le parti de Bourgault rejoignit surtout, quoique non-exclusivement, la jeunesse étudiante québécoise, et l'élite intellectuelle qui appuyait moralement une solution nationale. Mais la répercussion de son enseignement et de son oeuvre d'éducation n'en souffrirent pas vraiment puisque, depuis une dizaine d'années au Québec, la parole est laissée aux intellectuels, et l'attention portée sur le domaine de l'éducation et au groupe "jeunesse". Tôt ou tard, les efforts du R.I.N. ne pouvaient donc manquer d'avoir certaines répercussions psycho-sociales populaires. C'est pour cette raison que nous avons tenu à consacrer une section de ce travail au style et au vocabulaire rinistes, et à ses ambitions d'éducateur.

Le R.I.N. réalisa son oeuvre d'éducation et participa à la prise de conscience nationale de deux façons:

- 1) En s'attaquant à certains mythes, certaines peurs qui pendant des siècles ont paralysé la société québécoise: peur du changement (mythe de la stabilité) - peur de soi-même (mythe de l'infériorité innée des canadiens-

⁶R.I.N., Programme politique, (1966-67), p. 3.

français) - peur des autres (xénophobie);

2) et en remplaçant ces anciennes convictions par d'autres: conviction d'être colonisés, c'est-à-dire "aliénés"⁷ psychologiquement, exploités collectivement et en tant que travailleurs.

C'est en ce sens que le R.I.N. fut un parti de gauche, et, pour reprendre son expression, un ferment "révolutionnaire". Pierre Bourgault donnait d'ailleurs au mot "révolution" ce sens de "changement politique et psychologique":

Il existe à côté de la violence purement physique que nous réprouvons fortement, une violence faite à l'esprit et à l'intelligence des hommes... C'est à l'esprit que nous nous attaquons et c'est avec les mots et la raison que nous nous battons. Et notre raisonnement est violent, (c'est-à-dire révolutionnaire) parce qu'il s'attaque à détruire des préjugés, des complexes de l'intelligence.⁸

A) Première phase de la réforme psycho-sociale: destruction d'anciennes valeurs et d'anciens mythes.

Les indépendantistes des années 1960, comme ceux d'aujourd'hui, accordaient une grande importance à la première phase de la réforme psycho-sociale selon laquelle il fallait d'abord, pour que l'idéologie séparatiste s'implante au Québec, au lieu d'aller et venir par vagues, travailler à la disparition de vieilles convictions (excellence de ce qui ne change pas - infériorité des canadiens-français, etc.). Ce travail de démystification était considéré comme une étape essentielle de la révolution québécoise, entendue dans le sens spécifié plus haut. Il faut comprendre que les séparatistes, imbus de principes

⁷Nous verrons plus loin le sens donné par le R.I.N. à aliénation psychologique.

⁸Pierre Bourgault, Révolution, (Montréal: Rassemblement pour l'Indépendance Nationale, 1965), p. 12.

rendus célèbres par certains théoriciens du phénomène colonial, tels que F. Fanon et J. Berque, prétendaient que le colonialisme "Canadian" avait jusque-là résisté aux sursauts des nationalistes québécois parce qu'il bénéficiait de l'acceptation tacite de ses victimes:

(Au Québec comme ailleurs) l'évidente initiative de l'Autre, dans les maux du colonisé, fournissait une riposte commode mais non pas une explication dont on devait se satisfaire. Un passé de défaites amères, de sursauts réprimés, de réalisations perdues, mais aussi de soumission et parfois de complicité, lui ôtait beaucoup de son respect à l'égard de ses ascendants.⁹

Pour être en mesure de combattre l'Autre (c'est-à-dire dans l'esprit des indépendantistes, le colonisateur d'Ottawa), et pour s'épanouir, les Québécois devaient d'abord apprendre à lutter contre eux-mêmes et à se débarrasser de certaines peurs.

1- Peur du changement et mythe de la stabilité:

Une de ces peurs, la principale, puisqu'elle était à l'origine de toutes les autres, était la peur du changement.

Un trait du caractère canadien-français (s'expliquant, disent certains, par les antécédents français, remontant, disent d'autres, à l'influence de l'Eglise catholique), consiste à se méfier de tout ce qui est nouveau parce que cela n'a pas fait ses preuves, et que cela dérange le précieux ordre existant.¹⁰ Bref, les québécois eurent longtemps pour principe que tout changement était mauvais, et qu'il fallait très peu changer les choses, très peu souvent

⁹Jacques Berque, Dépossession du monde, (Paris: ed. du Seuil, 1964), p. 48.

¹⁰Trait en voie de disparition au Québec. On assiste même à la manifestation de l'excès contraire.

(mythe de la tradition, ou de la stabilité).

Le R.I.N., par un certain langage et par ses procédés de remise en question et de critique sur la place publique, secoua à sa façon cette société qui répétait les mêmes gestes de père en fils et qui se croyait en tranquille possession de la vérité.

a) La véritable influence "révolutionnaire" du R.I.N. se situe, effectivement, nous pourrions le constater à diverses reprises dans ce chapitre, au niveau du vocabulaire politique. Ainsi le seul fait d'utiliser fréquemment certaines expressions, comme le mot "révolution" par exemple, préparait en quelque sorte la voie à la disparition de cette phobie du changement.¹¹ Les dirigeants rinistes se disaient qu'à force d'être soumis à cette propagande verbale, les québécois deviendraient psychologiquement conditionnés et finiraient par considérer le bouleversement social comme chose normale. C'était, en partie, la raison d'être des "écarts de langage" de Bourgault, qui, répétons-le, donnait, lui-même, au mot révolution un sens très large, purement psychologique:

Révolution pacifique, mais révolution quand même.
Révolution dans la raison et dans les sentiments,
révolution dans les habitudes, dans les structures
et dans les cadres. Passage... de la honte à la
dignité... de la médiocrité à la fierté... de la
servitude à la liberté... C'est ça la révolution.¹²

En ce sens, les résultats obtenus dépassèrent les espérances. En effet, au Québec, depuis une dizaine d'années, il est à la mode de parler de changement et de révolution. C'est même une sorte de snobisme: tous les mouvements, des plus anarchiques au plus légalistes, se bercent de ce concept.

¹¹ Le P.L. fit sa part: par exemple, les expressions "il faut que ça change", "Révolution tranquille".

¹² Bourgault, Révolution, p. 12

b) L'élaboration de beaux concepts lors d'assemblées, ou de cours de formation politique pour futurs militants, ne pouvait que rejoindre un public préalablement intéressé à la vie politique, donc, un public restreint. Or, c'était le grand public, dans un état de prolétarianisation spirituelle très avancée que le R.I.N. désirait rejoindre (il n'eut pas le temps de le faire, mais ce fut son ambition quand même). Pour ce faire, l'agitation et les manifestations sur la place publique étaient, à ses yeux, un moyen plus sûr. C'est donc "surtout" par ses activités d'agitateur sur la place publique que le R.I.N. marqua sa détermination à combattre une philosophie faite d'inertie, de passivité et de fatalisme, et à mettre fin à une histoire nationale marquée par la victoire des traditionnalistes et des modérés.

Inutile de citer ici les nombreuses protestations et manifestations publiques effectuées par le parti riniste. La plus célèbre est certainement la fameuse parade de la Saint-Jean-Baptiste, en juin 1968, à la veille des élections fédérales. Soulignons plutôt que la tactique d'omniprésence par manifestations, défilés, piquetages, comportait deux risques. Le premier était de provoquer une réaction populaire défavorable. Le deuxième, consistait à n'atteindre que superficiellement les masses, (reproche majeur de la gauche riniste qui prétendait que c'était par le truchement des problèmes quotidiens qu'on devait provoquer une prise de conscience, et non par des manifestations de veille d'élections, ou par des cérémonies sur la tombe du chanoine Groulx).

Mais, le R.I.N.-officiel se souciait, semble-t-il, fort peu d'effectuer un travail d'éducation en profondeur ou de gagner immédiatement la faveur populaire (ce raisonnement se modifia légèrement après 1966). Selon lui, au début des années 1960, alors que le québécois moyen ne se décidait que difficilement et lentement à sortir de la coquille du passé, la priorité devait être donnée à un simple travail d'information et de publicité, et non à un

travail d'encadrement et de noyautage. L'essentiel était "d'impressionner" la majorité silencieuse, en amplifiant le problème au besoin, de la tenir en haleine, de lui faire connaître les positions rinistes de façon frappante, bref, de jouer le rôle de détonateur et de provocateur de crises.¹³ C'était ainsi que le R.I.N. entendait affranchir la population québécoise, et, ce faisant, accélérer le processus de décolonisation: "Nous ne devons pas nous contenter, disait le bouillant chef riniste, de contempler avec joie les diverses crises qui éclatent entre Ottawa et Québec: nous devons les provoquer. Il s'agit ici d'accélérer l'histoire. Les crises, de toute façon, sont inévitables. En les provoquant nous-mêmes, nous accélérons le processus de décolonisation."¹⁴

En somme, le R.I.N. avait l'intention de remplir sa mission d'éducateur et de faire accepter à la population l'idée d'évolution et de changement, en étant le précurseur, l'incarnation de la contestation sur la place publique. Encore une fois, il ne fut pas le seul artisan de cette épidémie de liberté et de ce besoin frénétique de solutions nouvelles. (Au Québec, depuis la révolution tranquille, chacun veut exprimer ce qu'il ressent et changer le système même s'il vient à peine d'être mis en vigueur). Mais, dans les années 1960, le R.I.N. fut certainement le mouvement qui encouragea et exploita le plus le climat d'effervescence nationale, sans doute à cause de son statut de tiers parti.

¹³ Les prises de position rinistes en faveur des grévistes, par exemple, étaient marquées par ce souci de publicité, et par le désir de frapper l'opinion publique.

¹⁴ Pierre Bourgault, "Programme politique", Revue Parti Pris (décembre 1963), p. 23.

2- Peur de soi-même, peur des autres et mythe de l'infériorité innée des canadiens-français:

Le R.I.N. s'en prit aussi à l'esprit défaitiste des canadiens-français qui habituellement ont une fâcheuse tendance à se croire battus d'avance. Le slogan riniste de la campagne électorale de 1966, "On est capable", avait été choisi pour marquer la nécessité d'en finir avec le mythe de l'infériorité innée du canadien-français, enraciné dans le plus profond de son subconscient. Selon les rinistes, ce manque de confiance en soi avait empêché la société québécoise de progresser et, naturellement, de se prononcer en faveur de l'indépendance.¹⁵

a) Le mythe de l'infériorité s'est manifesté de diverses façons. Paradoxalement, la fausse supériorité affichée pendant longtemps par les canadiens-français est l'une d'elles. Que faut-il entendre par fausse supériorité? Eh bien! Cette conviction, de plus en plus surannée, d'être les premiers uniquement pour l'humour, les lettres, les arts, les vertus spirituelles. Ainsi, pour donner un exemple dépassé mais significatif d'une certaine mentalité, une enquête effectuée à l'Université McGill vers la fin des années 1950, avait révélé que les étudiants canadiens-français d'alors croyaient les canadiens-anglais plus intelligents, plus dignes de confiance, plus ambitieux que les canadiens-français, ces derniers ne venant en tête de liste que pour la bonté et le sentiment religieux.¹⁶

Les rinistes, comme tous les québécois de leur génération, dénoncèrent,

¹⁵ A. Memmi, (Portrait du colonisé), et F. Fanon, de qui les rinistes s'inspirèrent, font aussi mention du mythe d'infériorité du colonisé. Selon Fanon, en particulier, la disparition de ce mythe marque le début de la révolution: "Quand on assiste à vue d'oeil à la dislocation de la notion d'Algérien ou de Nord-Africain criminel par vocation, notion qui était également fichée dans la conscience de l'Algérien... alors oui, on peut dire que la Révolution progresse." (Fanon, "Les damnés de la terre", p. 224)

¹⁶ Peter Desbarats, The State of Québec, (Toronto: McClelland & Stewart Ltd., 1965), p. 121.

avec virulence, cette supériorité de consolation.

b) La xénophobie (peur des autres), tendance traditionnelle bien connue des canadiens-français, et encore facilement décelable, est une autre manifestation du complexe d'infériorité: les peuples les moins évolués ou les plus désavantagés étant aussi les plus pointilleux et les plus méfiants.

Les rinistes, (d'autant plus qu'on leur imputait à cause du caractère nationaliste de leur mouvement, encore plus de xénophobie et d'intolérance), essayèrent de contrer cette fâcheuse tendance nationale en clamant bien haut et bien clairement (voir, la Constitution riniste) leur opposition à toute forme de chauvinisme et de pratiques engendrées par la discrimination raciale. Ils insistèrent, par exemple, sur le fait qu'un gouvernement riniste réserverait aux canadiens-anglais et aux néo-québécois intégrés les mêmes droits et le même sort qu'aux membres de la communauté francophone. Il faut dire cependant que les nombreuses assurances d'anti-discrimination et d'anti-xénophobie étaient en quelque sorte contredites, ou du moins affaiblies, par le principe de "Québec first" (favoriser les québécois-français d'abord) adopté par les séparatistes. Il est souvent difficile de tracer la ligne de démarcation entre l'intérêt national et le parti-pris racial!

c) Enfin, la réaction des québécois face au simple énoncé de la solution indépendantiste, réaction faite de défaitisme et de peur irrationnelle, peut être considérée, et était considérée par les rinistes, comme une troisième manifestation du mythe de l'infériorité innée des canadiens-français (peur de soi-même).

D'une certaine façon, on ne peut nier que le mythe de l'infériorité (ou, peur de soi-même) soit une explication valable à l'attitude à la fois inquiète et séduite de la population lorsqu'on lui parle d'indépendance. En effet, le peuple du Québec, favorable au fond à la sécession mais habitué à

voir fonctionner des organismes fédéraux, a peur de déclencher des puissances obscures, peut-être maléfiques, faute de confiance en lui-même et en ses atouts politiques et économiques.¹⁷

Les indépendantistes de la décennie passée, (d'autant plus que l'idée de la séparation était à l'époque relativement inédite), se rendaient compte que la victoire du séparatisme était d'abord et avant tout affaire de confiance. Rien ne pouvait se faire tant que l'indépendance serait imaginée dans un climat de catastrophe. Il restait donc à mener une propagande adéquate, basée sur des faits concrets et non sur des thèmes vagues et émotifs. Bref, il fallait éduquer les québécois, les renseigner sur ce qu'ils ignoraient: la géographie, l'histoire, l'économie politique, les exemples du monde environnant. C'est ce que s'efforcèrent à faire les rinistes pendant huit ans.¹⁸

¹⁷ Une des puissances maléfiques originellement la plus crainte, advenant l'indépendance, était l'implantation d'une sorte de communisme à la Castro suivi d'une rupture inévitable et radicale avec tout le monde "civilisé", c'est-à-dire le Canada, la Grande-Bretagne, les Etats-Unis, la Communauté Atlantique, etc. (mythe de l'isolationisme). Malgré son improbabilité évidente et son aspect fantaisiste, cette vision d'un Québec séparé effarouchait, à l'aube des années '60, bon nombre de québécois solidement endoctrinés, et peu portés à lâcher la proie pour une ombre peu rassurante. Une autre catastrophe à laquelle on s'attendait, était bien sûr celle du marasme économique. A la suite d'un certain raisonnement, les québécois reliaient indépendance avec la perte du deuxième plus haut niveau de vie au monde. Or, comme nous l'avons dit précédemment, le canadien-français tire énormément de fierté de son American Way of Life. Très souvent, il parle des "vieux pays", cultivés mais pauvres, avec une commisération amusée. Il tient à conserver son confort au moins tout autant que sa langue. Bref, le québécois moyen est déconcerté et faible devant l'efficacité technologique, ce phénomène dont Berque dit qu'il "déconcerte la légitimité et explique certaines anomalies de l'histoire." (Jacques Berque, Dépossession du monde, p. 83)

¹⁸ Ainsi, pour effacer la peur du communisme et de l'isolationisme, ils insistèrent énormément sur l'existence d'une opinion publique internationale, favorable à la décolonisation et, par ricochet, aux nationalistes québécois; ils insistèrent aussi sur l'idéal internationaliste et les racines nord-américaines du mouvement: loin d'être isolé, replié sur soi, le Québec indépendant jouerait un rôle de médiateur entre les deux clubs (européen et américain) auxquels il appartiendrait; ils donnèrent aussi, mille fois, la liste des pays ayant accédé à l'indépendance depuis 1945, question de prouver que l'indépendance était un statut normal, internationalement reconnu et accepté. Les

Nous ne voulons pas discuter ici de la justesse ou de la validité des arguments utilisés. Cependant, il est intéressant de souligner que le R.I.N. fut le premier mouvement nationaliste d'envergure à procéder de la sorte, c'est-à-dire à ne pas miser uniquement sur des arguments d'ordre abstrait ¹⁹ (genre: Québec, étendard français en Amérique du Nord), mais à souligner plutôt les valeurs physiques et matérielles de la nation québécoise-française:

Aucun pays, (écrivait A. d'Allemagne), n'a été si bien placé que le Québec pour se libérer du colonialisme. Nous avons un Etat..., un parlement..., des richesses naturelles amples, diversifiées et inexploitées. Un peuple qui à partir de rien a fait Radio-Canada et les barrages de la Manicouagan devrait avoir un peu confiance en lui-même. De plus, nous avons pour nous, les principes mêmes du droit international. ²⁰

Cette démarche, qui se voulait rationnelle, offrait l'inconvénient d'être lassante et peu éclairante d'un point de vue doctrinal, d'autant plus, que le R.I.N.-Bourgault maniait statistiques et faits concrets un peu cavalièrement. Mais, elle était habile et appropriée aux visées d'éducateur du R.I.N. qui se situaient, répétons-le, au premier stade, au stade de l'imagination populaire et à celui de l'information de "surface". Les rinistes étaient en quelque sorte "contraints" à en rester là, à cause de la propagande incessante des adversaires de l'indépendance qui mettaient en lumière l'aspect saugrenu

18 (suite)

indépendantistes luttèrent également, c'est un aspect bien connu de leur pensée, contre l'épouvantail des représailles économiques mentionné plus haut. Ils démontrèrent, statistiques en mains, les gigantesques ressources de leur peuple, ses atouts géographiques, démographiques, son pouvoir de marchandage, etc...

¹⁹ Cette démarche, qui se veut plus rationnelle, se retrouve accentuée chez le P.Q.

²⁰ D'Allemagne, "Le Québec, pays colonisé", p. 9-10.

et matériellement absurde de la séparation, faisant ainsi pressentir, à un peuple déjà peu sûr de lui-même, une réaction de réprobation généralisée.

Le parti riniste, avec son style politique bien spécial et ses procédés de maître d'école, contribua à miner dans l'esprit de la population d'autres mythes et d'autres valeurs que celles que nous venons de développer: la valeur de l'autorité et de la soumission, prêchée pendant si longtemps par l'Eglise catholique ²¹ - la valeur de la tolérance et de la loi, relevant d'une certaine conception de la démocratie ²² - les rinistes travaillèrent aussi à faire disparaître cette méfiance populaire envers la chose publique et la politique, et voulurent donner au R.I.N. une tournure résolument démocratique (démocratie de financement, de participation, etc.).

Nous ne nous attarderons pas sur ces phénomènes. Tout d'abord parce qu'ils ne sont pas propres au R.I.N. et au Québec (l'atteinte à l'autorité, par exemple, est un phénomène occidental), et aussi parce qu'ils sont inhérents à la peur du changement, à la peur de soi-même et des autres que nous avons décrite plus haut.

B) Deuxième phase de la réforme psycho-sociale: création de nouveaux thèmes et formation d'une nouvelle mentalité.

Le R.I.N. ne visait pas uniquement la disparition d'une certaine mentalité nuisible à l'implantation de l'idée d'indépendance. Son travail d'éducation

²¹ Le symbole du R.I.N. était le bélier, représentant la force et le courage, par opposition au "mouton" de la S.S.J.B.

²² Selon le R.I.N., le souci extrême de justice légale dont a fait preuve en plusieurs occasions le gouvernement québécois (Ex. Bill 63), a nui bien souvent aux droits de la majorité.

et de préparation psychologique comprenait aussi une phase positive qui était de faire accepter à la population une nouvelle vision de la nation et du peuple québécois (peuple exploité, aliéné) au sein de la Confédération canadienne. Par cette nouvelle interprétation des faits, le parti entendait instituer au Québec une nouvelle manière d'être. Il entendait façonner une mentalité faite d'agressivité et de susceptibilité nationaliste, en remplacement à l'ancienne mentalité de colonisé, caractérisée par la peur et l'inertie.

Il est évident que le R.I.N. ne pouvait effectuer cette métamorphose en continuant dans la voie de l'anti-britannisme et de l'anti-impérialisme infantiles de la génération d'Henri-Bourassa, où l'on ne faisait que revendiquer l'autonomie du Québec pour des raisons de fierté française, et, s'enorgueillir de la générosité dont pouvait profiter la minorité linguistique. La tactique des nouveaux nationalistes allait être tout autre: offrir, comme nous venons de dire, une vision différente de la nation québécoise, c'est-à-dire dévoiler, à force d'illustrations et d'exemples tirés de la réalité quotidienne, l'état d'infériorité tant morale que matérielle des québécois-français. Bref, il s'agissait de dévoiler, à tous, le "colonialisme de fait" existant au Québec, un colonialisme subtil, raffiné, "un colonialisme de gentlemen, entre blancs, entre peuples évolués et de haut niveau de vie, plus libéral, plus paternaliste et plus profond qu'ailleurs." ²³

Cette référence à un colonialisme moderne pour expliquer la société québécoise était, de la part du R.I.N., une démarche à la fois originale et très habile. Originale, car il adoptait une perspective actuelle (en 1960 on était en pleine époque de décolonisation), universelle et globale, une perspective

²³A. D'Allemagne, "Visage du colonialisme," Revue Monde Nouveau, (juin-juillet, 1965), p. 232.

susceptible de rejoindre un grand nombre et d'avoir des effets tangibles. Habile, car ce concept de peuple dominé ne pouvait que fouetter la fierté des québécois: personne n'aime faire partie d'un groupe inférieur. Les nationalistes rinistes avaient compris que la révolte indispensable à leurs fins, ne nait pas d'une tranquille possession de la vérité, mais d'un sentiment vécu d'infériorité.²⁴ Leur habilité fut d'avoir exploité cette vérité éternelle.

Par colonialisme au Québec, le R.I.N. entendait:

- 1) "Aliénation"²⁵ psychologique,
- 2) exploitation collective,
- 3) et même, exploitation capitaliste.

Nous allons dire quelques mots sur ces nouveaux thèmes que le parti de Bourgault lança sur le marché politique québécois, thèmes qui, à partir de ce moment-là, allaient enrichir le vocabulaire de tous les mouvements nationalistes de la province. En pénétrant les masses, par l'entremise des mass media, des intellectuels, etc., ces thèmes ne pouvaient éventuellement manquer de susciter une résurgence éclatante et définitive de leur nationalisme. Le R.I.N. en était fort conscient.

1- Premier thème popularisé: tares psychologiques d'un peuple colonisé.

Les acceptions morales du phénomène colonial furent longuement et finement traitées par toute la gauche québécoise, mais aussi par le R.I.N.-

²⁴D'ailleurs, le fait que Montréal soit le bastillon du séparatisme; le fait que les deux premières sections rinistes à être fondées en 1960, aient été justement celles de Montréal et de Hull, villes où les deux ethnies se côtoient régulièrement et où le rapport d'inégalité est le plus ressenti; le fait que les nationalistes les plus virulents soient ceux dont l'éducation ou l'enfance fut la plus "biculturelle" (exemple: P. Bourgault, R. Lemieux (L.I.S.), M. Chaput, R. Lévesque), tout ceci, confirme la justesse de cette conviction.

²⁵Nous ne croyons pas nous tromper en affirmant que par aliénation psycho-

officiel qui y voyait la preuve la plus irréfutable et la plus caractéristique du colonialisme au Québec. Le raisonnement était le suivant: la domination économique n'est pas nécessairement et absolument un signe de colonialisme. Beaucoup de pays même parmi les plus indépendants sont dominés économiquement. Mais, tous les pays ne traînent pas des tares psychologiques, à moins d'être colonisés.

Fort de cette conviction, le R.I.N. s'évertua donc à démontrer que le Québec "était une colonie comme les autres, où les colonisés avaient les mêmes réactions, les mêmes peurs, les mêmes problèmes psychologiques, les mêmes besoins d'identification et de définition que les autres damnés de la terre. Le faux niveau de vie ne changeait rien à l'affaire." ²⁶ Il s'y prit de deux façons.

Tout d'abord, il analysa et dénonça l'ancienne société québécoise décrite plus haut; les rinistes, en effet, ne manquèrent pas de souligner que l'ancienne société, caractérisée par la peur, par son repli défaitiste, son manque d'initiative, son évasion dans le mythe et la tradition, son mépris d'elle-même, était la conséquence de la main-mise de l'Eglise et de la propagande subtile du colonisateur anglais: "Sous les apparences d'un régime libéral et démocratique, le régime colonial cultive et exploite les mythes de la société colonisée, la divise et la mine de l'intérieur, la conditionne psychologiquement, au point que la lutte de décolonisation finit par présenter l'aspect

25 (suite)

logique, le R.I.N. entendait "la dissociation de la liaison nature-culture" (Berque, Dépossession du monde, p. 101) propre à toute société normale, et les effets produits par cette dissociation au niveau du comportement.

26

Pierre Bourgault, Le nationalisme québécois (Montréal: R.I.N., 1965) p. 2.

d'un simple conflit interne chez les colonisés." 27

Mais, c'est surtout en décrivant le phénomène de dépersonnalisation du québécois-français que le R.I.N. voulut démontrer que le Québec était une colonie avec les mêmes problèmes psychologiques que les autres: "C'est la grande ressource du colonialisme, (écrivait André d'Allemagne), de nier aux colonisés le droit à l'existence collective, de leur refuser jusqu'à la personnalité nationale, ce dont l'impérialisme traditionnel ne se souciait guère." 28

Les indépendantistes voyaient la preuve évidente de ce refus de la personnalité nationale et de cette dépersonnalisation, dans l'impossibilité pour le québécois-français d'avoir une vie sociale complète, ou encore, dans l'impossibilité de faire la liaison nature-culture. Le montréalais-français, par exemple, vivait dans une ville qui ne lui appartenait pas: il lui arrivait souvent de s'adresser à un autre canadien-français en anglais, ou encore, de n'avoir jamais mis les pieds dans un de ces quartiers situés à l'Ouest de la ville (monde divisé en compartiments). Et surtout, preuve suprême de dépersonnalisation pour les rinistes, le québécois-français, en général, travaillait dans une langue qui n'était pas la sienne, une langue refoulée au rang d'idiome familial, ignorée, et même méprisée (P. Bourgault donnait comme exemple le "speak white") par le colonisateur. A ce propos, il faut souligner que l'on doit au R.I.N., sans doute parce qu'il avait comme théoricien, un linguiste, les premiers essais théoriques canadiens traitant du bilinguisme dans une perspective globale et psycho-sociale. Les études de la Commission sur le Bilinguisme et le Biculturalisme vinrent après, et les idées de la Commission

27 A. d'Allemagne, "Visage du colonialisme", p. 232.

28 Loc. cit.

à ce sujet, se rapprochèrent de celles avancées par le R.I.N. dès 1961, (du moins dans un premier temps): ²⁹

La langue est la principale institution culturelle d'un peuple... Elle constitue un système global de pensée, une façon générale de voir le monde. Dans une forte mesure, elle conditionne l'homme et elle est peut-être le principal facteur de ressemblance entre les individus... Il s'en suit qu'il ne saurait exister longtemps de nation bilingue. Ce serait un cas de schizophrénie collective et tôt ou tard une des deux nations supprimerait l'autre par voie d'assimilation. De même, il ne saurait exister de nation biculturelle... à moins de jouer sur les mots et d'appeler nation ce qui, en français, n'est qu'un Etat. ³⁰

2- Deuxième thème popularisé: dépossession physique collective des canadiens-français par une minorité d'ethnie différente.

Le statut de colonisés des canadiens-français qui se vérifiait subtilement sur le plan moral, se manifestait, selon le R.I.N., sur le plan matériel, mais cette fois-ci d'une façon évidente. Les francophones, en tant que groupe ethnique, étaient, physiquement et économiquement, dépossédés de leur propre pays, le Québec, et ce, par une minorité d'ethnie différente, installée aux échelons sociaux supérieurs de la province. Autrement dit, la Conquête, puis la Confédération, avaient consacré l'infériorité matérielle des canadiens-français, non seulement au sein du Canada, ce qui, aux yeux des rinistes, était normal puisqu'ils y étaient en minorité, mais au Québec où ils étaient la majorité. Cette dépossession physique collective était le deuxième postulat (le premier étant celui des tares psychologiques) de la thèse que défendait le

²⁹C'est, entre autre, le cas de la préface du Livre I sur les langues officielles: l'introduction générale.

³⁰A. d'Allemagne, Indépendance et culture, (Montréal: R.I.N., 1961), p. 2.

R.I.N.: Québec, pays profondément colonisé.

Aujourd'hui, l'idée de dépossession physique collective nous paraît banale: elle fait de plus en plus partie du vocabulaire des partis politiques québécois. Le Parti Libéral des années 1960 se servit d'ailleurs de ce thème lors de ses campagnes électorales. Mais, le R.I.N. alla plus loin dans ce sens, à cause de son option politique et de son statut de tiers parti. En fait, ses nombreuses "révélations" sur l'infériorité économique des canadiens-français choquèrent l'opinion publique et eurent bien souvent l'effet d'une bombe (qu'elles aient été rigoureuses ou non importe peu, ce qui importe c'est qu'elles aient donné cette impression). Les autres partis ne pouvaient pas, à cause de leur option fédéraliste, s'amuser à rendre publique des données confirmant d'une façon trop nette le fait que le peuple canadien-français était un peuple d'employés et de salariés. Cela aurait pu être socialement et politiquement dangereux.³¹ Il n'en était pas ainsi pour le R.I.N. qui fit du facteur matériel le pivot de sa doctrine nationaliste. Bien sûr, la façon dont il s'y prit n'était ni très originale, ni très positive, mais la revendication nationaliste riniste fut tout de même une revendication socio-économique.

Nous ne citerons pas ici les exemples fournis par le parti de Bourgault pour confirmer sa thèse d'exploitation socio-économique collective. Ils furent trop nombreux et sont fort connus. De plus, nous avons déjà touché le sujet en parlant de classe ethnique et de nationalisme. Soulignons simplement, étant

³¹ Ainsi, le rapport des études sur le monde du travail effectuées par les comités d'André Raynaud (Commission B & B), et consacrant l'infériorité économique des canadiens-français au Québec et au Canada, ont certainement pu avoir comme effet, la consolidation indirecte des positions indépendantistes, du moins dans un premier temps.

donné notre sujet, que la tactique de dénonciations incessantes que les rini-
nistes adoptèrent comme principal moyen d'action, finit par donner à l'idée
d'exploitation physique collective l'allure de "credo national": personne de
nos jours, au Québec, ne nie le fait. Elle contribua en plus à détériorer la
situation et à nourrir la rancœur des québécois-français. Pour reprendre
une expression de F. Fanon, le R.I.N. contribua, en agissant de la sorte, à
introduire dans le subconscient de ses lecteurs et de ses auditeurs, de ter-
ribles ferments de la subversion.³² Ceci était un pas de plus dans la voie
de la création d'une nouvelle mentalité nationale, et peut-être, un pas de
plus vers l'indépendance.

3- Troisième thème popularisé par la gauche du parti: exploitation
capitaliste inhérente à l'exploitation coloniale.

Le R.I.N. dans son ensemble s'en tint aux frustrations ethniques, mo-
rales et matérielles, de la population québécoise-française considérée indis-
tinctement comme un tout. Mais, à partir de 1966, une fraction du parti,
fraction représentée par Mme Andrée Ferretti (section de la région de Montréal),
se mit à parler des misères prolétariennes du travailleur québécois et des
frustrations socio-économiques d'une classe sociale en particulier. Le con-
cept de nation québécoise se précisait, s'étoffait: la nation n'était pas
tous les québécois de même mentalité, langue, territoire, culture, mais la
classe des travailleurs³³, cumulant ces caractéristiques objectives et repré-

³² F. Fanon, Les damnés de la terre, p. 31.

³³ Par classe des travailleurs, la gauche riniste entendait les gens qui
n'ont que leur travail et qui doivent se louer eux-mêmes comme force de tra-
vail pour vivre, c'est-à-dire des salariés, exploités en ce sens que leur
travail vaut plus que ce qu'on leur paie. Cela comprenait entre autre, les
travailleurs ruraux, les ouvriers et les collets blancs. Il va sans dire que
c'était là du marxisme simplifié, pour fins d'ajustement à une situation par-
ticulière.

sentant 90% de la population. Pour cette fraction du R.I.N., la décolonisation véritable et la libération de la nation québécoise impliquait donc, d'une part, l'organisation politique de cette classe majoritaire, (la bourgeoisie nationale n'ayant ni la force de déloger l'impérialisme américain avec lequel s'entendait le gouvernement fédéral et la minorité coloniale anglo-saxonne, ni, de par sa nature, le désir de le faire). D'autre part, la décolonisation véritable impliquait la fin de l'exploitation capitaliste, québécoise et anglo-américaine. Bref, la gauche riniste se basant sur les faits (emprise capitaliste américaine au Canada) plutôt que sur la logique, faisait correspondre fédéralisme, impérialisme et exploitation capitaliste. A. Ferretti disait en 1968: "Seuls les travailleurs qui sont dominés par les entreprises étrangères, tout comme le peuple québécois dans son ensemble est dominé par le colonialisme anglo-canadien, ont la force véritable de renverser le carcan confédéral." ³⁴

On ne peut dire que cette approche socialiste ait été propre au R.I.N.: il y eut avant le R.I.N. de 1966, le P.S.Q., le F.L.Q., Parti Pris. On ne peut pas dire non plus qu'elle ait été représentative de l'idéologie riniste: la gauche riniste représentée par l'équipe Ferretti perdit du terrain aux congrès de 1968, quoiqu'avec le recul du temps, il semble que le désaccord Bourgault-Ferretti ait porté moins sur des convictions profondes que sur les moyens immédiats et les étapes à suivre. ³⁵ Néanmoins, il est intéressant de mentionner

³⁴Andrée Ferretti, "Positions de l'équipe Ferretti", l'Indépendance, (15-31 mars 1968), p. 3.

³⁵Le groupe de Montréal semblait accorder peu d'importance au facteur pratique (gains électoraux) et à l'alliance tactique avec la bourgeoisie. Au contraire, Bourgault tenait à épargner la bourgeoisie québécoise: elle était représentée au sein du R.I.N., constituait une base électorale importante, et était indispensable à la réalisation de la première étape de la décolonisation: l'indépendance constitutionnelle.

la thèse ferrettiste, dans ce chapitre consacré à l'éveil des consciences et à l'inculcation de nouveaux concepts, pour deux raisons:

1) Tout d'abord parce que la publicité accordée au débat Bourgault-Ferretti (et à la thèse de cette dernière) fit que le parti put jouer indirectement un rôle (quoique minime) dans le développement d'une conscience de classe et surtout d'une conscience de classe ouvrière. De plus, la pression de la gauche riniste influença, à l'occasion, la conduite du R.I.N.-officiel. En effet, Bourgault qui, pour des raisons pratiques, préférait penser en termes ethniques, fut obligé, pour satisfaire cette faction importante, de faire appel à des concepts plus socialistes: il lui arriva, par exemple, de s'en prendre aux hommes d'affaires et industriels canadiens-français et d'affirmer que le nationalisme devait être un instrument au service du peuple québécois et non d'une petite classe privilégiée.³⁶ En somme, pour la première fois au Québec, bien que non sur une base régulière, un parti nationaliste aux proportions respectables s'adressait aux non-nantis, aux ouvriers, et les considérait, comme groupe, une force importante sur l'échiquier politique.

2) Il faut aussi mentionner la thèse ferrettiste parce qu'elle marqua probablement le début d'une ère politique nouvelle: l'ère de la collusion séparatisme-socialisme au sein d'un parti politique.³⁷ En effet, depuis ce temps au Québec, on parle, avec une fréquence de plus en plus grande, d'indépendance faite par les classes travailleuses et de socialisme décolonisateur. La démarche adoptée est la suivante: les problèmes économiques et sociaux

³⁶Pierre Bourgault, Conférence aux Jeunes Chambres de Commerce, (Montréal: R.I.N. 1965), p. 1.

³⁷Le F.L.Q. était un mouvement clandestin, et le P.S.Q. fut un parti de très peu d'envergure.

d'abord, l'indépendance viendra par surcroît ou simultanément. Le R.I.N., par l'entremise de sa gauche montréalaise, présenta donc le premier signe de cette nouvelle tendance: une indépendance pour les classes populaires pensée en termes économiques et sociaux:

D'un nationalisme traditionnel facilement à droite et à utilisation surtout électorale ou folklorique, le R.I.N. est de plus en plus passé à un nationalisme plus social, plus à gauche, plus réellement populaire dans sa finalité... C'est par cette volonté d'être un parti prônant une idéologie économique et sociale à dimension nationale, que le R.I.N.-Montréal se distingue essentiellement des autres partis. Les autres partis traditionnels du Québec n'ont jamais ouvertement orienté leur action en fonction d'une ligne idéologique leur servant à la fois de fondement et de raison d'être. Leur programme ne dépassa que très rarement l'expression de pieuses intentions et le caractère d'un livre de recettes électorales. ³⁸

Conclusion: nouveau nationalisme

Il n'était pas question dans ce chapitre-ci de contredire ce qui a été écrit précédemment. Le R.I.N.-officiel ne poussa pas la politisation des masses très loin, et n'incarna jamais, comme il le prétendait, l'autre choix idéologique. De plus, il se servit de la nouvelle dimension coloniale donnée au problème québécois d'une façon maladroite, trop générale, trop négative, trop strictement nationaliste. Mais, encore une fois, le R.I.N. n'était pas "de gauche" par la substance de sa pensée politique, mais par son mode d'expression et les effets socio-psychologiques produits par ce mode d'expression nouveau

³⁸Robert Boily, Le rôle du R.I.N. dans la politique québécoise, (Montréal: R.I.N., 1967), p. 4.

sur la jeunesse étudiante, l'élite intellectuelle et même les autres partis politiques ³⁹ qu'il rejoignit et influença.

Les concepts magiques de "changement, d'aliénation, de colonisation, d'exploitation ethnique", popularisés sinon approfondis par les déclarations fracassantes des indépendantistes rinistes, ont, en fait, donné naissance à une nouvelle manière d'être centrée non plus sur le Canada, mais sur le Québec. Il faut dire que le parti libéral avait commencé à considérer tous les problèmes uniquement en fonction du Québec. Mais un parti de la nature du R.I.N. utilisant abondamment les termes mentionnés plus haut, et en faisant le fondement unique de sa pensée et de son action, ne pouvait manquer "éventuellement" d'accentuer chez la population canadienne-française en général ⁴⁰, ce courant de pensée quasi-séparatiste ⁴¹ et séparatiste. Autrement dit, c'est aussi en partie grâce au R.I.N. que l'élément "Etat" est venu enrichir l'idée de nation canadienne-française (jusque-là la nation se définissait comme ayant une langue, une histoire, une culture, un mode de vie communs; le P.L. provincial parla de territoire; les séparatistes popularisèrent l'idée d'un Etat unique, pour la nation canadienne-française).

Encore une fois, nous n'avons pas voulu suggérer, par le choix et le développement qui a été donné à notre quatrième thème, que le R.I.N. fut

³⁹ Nous avons vu que le séparatisme idéologique a souvent joué à l'égard des autres partis politiques un rôle de stimulant et de juge, et que les résultats obtenus par le R.I.N. furent souvent ceux d'un groupe de pression.

⁴⁰ Par l'entremise des groupes cités plus haut (jeunesse, autres partis politiques, intellectuels), qu'il intéressa à la question nationale, et aussi, par l'entremise des mass media.

⁴¹ Expression utilisée par la Commission B & B et "selon laquelle tout "ce qui se rattache au reste du Canada et notamment au gouvernement fédéral, est plus ou moins oublié, ou perçu avec une totale indifférence, quand ce n'est pas avec suspicion et colère". (Commission Royale d'Enquête sur le Bilinguisme et le Biculturalisme, Rapport Préliminaire, (Ottawa: Imprimeur de la Reine, 1965), p. 109.

l'instigateur principal ou même un instigateur important du réveil national. Il fut un parti trop petit pour cela et il ne jouit pas, comme nous l'avons vu dans le chapitre III, d'une base populaire très large. De plus, ce réveil national et les effets psycho-sociaux dont nous avons parlé n'ont "commencé" à se manifester d'une façon plus générale qu'après 1968, c'est-à-dire après la dissolution du parti riniste. Mais le R.I.N. fut l'un des premiers partis (et cela se comprend) à avoir misé sur l'éducation nationale via la propagande nationaliste. Et ce chapitre se voulait une appréciation "rétrospective" ("après coup") de la marque laissée par cette ambition riniste, non une analyse de l'influence directe du R.I.N. sur les masses de l'époque. A partir du contexte québécois actuel (extrême usage de concepts fondamentaux de la pensée riniste) force nous est de constater que le parti indépendantiste riniste, avec le parti libéral de M. Lesage, fut l'un des éléments à l'origine de la prise de conscience nationaliste. Autrement dit, il fut l'un des premiers maillons, indispensables, mais souvent oubliés, du nouveau nationalisme québécois.

C O N C L U S I O N

Spécificité du cas riniste et explication de l'ambiguïté de sa pensée.

Après avoir examiné la pensée riniste sur le plan politique, sur le plan doctrinal, sur le plan économique et sur le plan des effets psychologiques, nous sommes arrivés à la conclusion que le R.I.N.-officiel, sauf pour ce qui est des effets psycho-sociaux produits par son activité, n'était pas authentiquement un parti "de gauche". Dans la pratique, il s'est préoccupé peu ou pas de changer le système dans le sens d'un plus grand dialogue à initiative bilatérale, (premier thème de référence), dans le sens d'une plus grande sophistication et d'une plus grande exigence doctrinale (deuxième thème), dans le sens d'une plus grande équité socio-économique (troisième thème). En fait, malgré les dénégations nombreuses de ses dirigeants, les activités du parti ont surtout eu pour effet de confirmer les pratiques économiques, politiques, doctrinales existantes, et n'ont exercé une influence "de gauche" qu'indirectement au niveau des attitudes populaires.

Nous ne croyons pas qu'il soit nécessaire de revenir sur les difficultés inhérentes à la démarche adoptée (catégorie gauche-droite), et sur le caractère relatif et limité, dans le temps et dans l'espace, de nos thèmes de référence. Le chapitre d'introduction a souligné l'inertie d'une catégorisation générale en politique et a essayé de justifier le choix de ces thèmes en tenant compte des perspectives internationales et des possibilités offertes par le parti lui-même. Cependant, il serait intéressant de clore ce travail en disant quelques mots, non plus sur les difficultés inhérentes à la démarche (puisque cela a été fait au début), mais sur les difficultés propres au sujet lui-même

(R.I.N., parti politique indépendantiste). Cet exercice nous permettra indirectement, de relever la spécificité du cas riniste, en tant que parti politique décolonisateur, et de souligner l'originalité de la situation québécoise par rapport aux autres pays colonisés.

L'analyse de la pensée politique riniste allait s'avérer délicate à effectuer à cause de la nature du parti (parti nationaliste indépendantiste), mais surtout à cause de certaines circonstances (québécoises, canadiennes, occidentales et rinistes) dans lesquelles il fut appelé à évoluer. Cette conjoncture tant interne qu'externe réduisit au minimum la possibilité de prises de position faciles et conséquentes avec, pour résultat ultime, une pensée extrêmement ambiguë, mouvante, presque insaisissable à certains moments.¹

Parmi les facteurs spécifiquement québécois, canadiens et occidentaux qui rendirent plus difficile l'action du R.I.N. et, par voie de conséquence, la lecture de sa pensée politique, mentionnons les suivants:

1) Le plus connu, tient à la situation géographique du Québec: le R.I.N. en tant que parti nationaliste décolonisateur québécois était relativement isolé sur un continent anglo-saxon. Quoiqu'on ait pu dire, il ne pouvait pas véritablement compter sur des sympathies, des appuis spontanés et naturels. L'argumentation de ses dirigeants, essayant de prouver le contraire, se ressentit des difficultés de cette situation de fait. Il faut ajouter que paradoxalement, avec le temps, et sous l'effet de la propagande, ce facteur tout d'abord défavorable devient un atout. L'unicité du Québec sur le continent nord-américain est d'ailleurs la raison d'être des partis et mouvements nationalistes québécois. Mais, dans un premier temps, (et le R.I.N. se situait à

¹ Sauf pour ce qui est de la proposition principale (indépendance politique) et de l'attitude, plus ou moins constante, de fédéralistes dépités. Mais, dans cette thèse nous avons voulu aller au-delà du simple aspect nationaliste.

ce stade-là), la peur de l'isolationisme est un obstacle de taille, surtout dans une société relativement développée comme la société québécoise. Les rinistes essayèrent de le vaincre d'une façon bien maladroite.

2) Le R.I.N. était un parti décolonisateur qui s'adressait à la "nation annexée la mieux entretenue du monde" ². Autrement dit, la justification principale des autres partis indépendantistes (indépendance, prérequis au développement de la nation ³) perdait quelque peu sa force dans le cas du parti riniste et du Québec. En fait, pour le R.I.N. le dilemme était le suivant: ou bien il optait pour une grossière simplification et exagération des faits, (ce qu'il fit en diverses occasions) et alors il risquait de ne pas être cru, du moins à "court terme"; ou bien, il choisissait une voie plus nuancée, plus vraisemblable, plus conforme à ses goûts et à sa clientèle, avec le danger de ne pas être distingué des autres partis québécois, ou encore, d'être "dépassé" par ces derniers. Le R.I.N.-Bourgault oscilla invariablement entre ces deux attitudes. L'éphémérité de son action et son statut de tiers parti (il n'avait pas à mettre en pratique ce qu'il avançait) ne permirent pas vraiment de déterminer laquelle de ces deux tendances était chez lui la plus forte. Dans ce travail, il nous a donc fallu chaque fois nous référer à un contexte particulier, d'où un certain sentiment d'ambiguïté.

3) Les structures politiques mêmes que le R.I.N., en tant que parti indépendantiste, se devait d'attaquer, n'étaient pas d'une façon évidente celles d'un pays colonisé. En effet, le parti riniste oeuvrait dans une structure fédérale et, plus précisément, sur un territoire, le Québec, où les structures

² Maurice Séguin, L'idée d'indépendance au Québec, genèse et historique. (Trois-Rivières: Le Boréal Express Ltée, 1968), p. 65.

³ P.E. Sigmund, ju. ed., The Ideologies of the Developing Nations, p. 5.

politiques n'étaient pas absolument et immédiatement perçues comme une ex-croissance du gouvernement fédéral anglo-canadien. Le québécois moyen pouvait, jusqu'à un certain point, s'identifier à son gouvernement, et la dissociation nature-culture, indispensable à toute réaction de type nationaliste, n'était pas totale.

4) A ceci s'ajoutait le fait que le R.I.N. n'était pas le seul parti canadien-français nationaliste (tous les partis québécois le sont à un degré plus ou moins grand). Il n'attirait donc pas tous les nationalistes canadiens-français, (puisque les autres partis pratiquaient la surenchère nationaliste), mais, par contre, il risquait de récolter tous les mécontents, les contestataires, par vocation ou "par âge".

5) Ces facteurs constituaient des obstacles majeurs à l'action du R.I.N. et à sa définition comme parti politique, et ce, d'autant plus, qu'à court terme, les tentatives de solution à ces problèmes entraient en quelque sorte en contradiction les unes avec les autres. Mais, il y a un dernier obstacle de taille sur lequel les rinistes trébuchèrent. Il est intéressant à mentionner ici car il s'explique à la fois par la volonté des rinistes eux-mêmes, et par la culture politique occidentale, (c'est-à-dire de pays "développé") dont ils étaient imprégnés. Explicitons ceci.

Le R.I.N. était un parti nationaliste décolonisateur: sa raison d'être, la cause de la formation du mouvement fut l'indépendance politique. Cependant, assez étonnamment, le parti ne voulut jamais se voir et se définir comme un parti uniquement nationaliste.⁴ L'indépendance, disaient ses porte-parole, n'était pas l'objectif unique du parti, ce n'était qu'un moyen parmi d'autres pour solutionner des problèmes plus profonds - en tant que parti politique, le

⁴Ce fut surtout l'attitude de P. Bourgault, le dirigeant qui marqua le plus le R.I.N. Il faut dire que le nationalisme, à lui seul, n'avait pas bonne réputation auprès d'une certaine couche de la population qui méprisait un peu les mouvements comme la S.S.J.B., par exemple.

rôle du R.I.N. était de présenter un choix idéologique plus vaste mais non préfabriqué (socialisme ou libéralisme doctrinaire), etc...etc...

La plupart des partis nationalistes décolonisateurs passent par cette phase de "complexification idéologique". Dans la dernière phase de la lutte pour l'indépendance, nous dit D.E. Apter, l'emphasis n'est plus uniquement sur la race, la langue, ou même sur l'indépendance politique seule.⁵ Mais le drame particulier au R.I.N.⁶ fut d'avoir voulu cumuler, ou concilier d'une façon égale, les phases de développement par lesquelles passent la majorité des partis indépendantistes (c'est-à-dire la période du nationalisme et la période de radicalisation du nationalisme⁷), et ce, au cours d'une période relativement très courte. On peut trouver à cette distortion, entre la raison d'être du parti et ses ambitions, plusieurs explications. Une de celles-là, la plus subjective, étant l'absence de sens pratique chez les rinistes. Pour des raisons évidentes, nous allons nous limiter à des explications de nature objective. La plus connue et la plus courante est que le R.I.N., de par sa nature même, ne pouvait, et ne voulait, déplaire à aucun groupe. Son but, en alternant de la sorte, aurait été de vouloir maintenir à l'intérieur du parti, des groupes idéologiquement opposés. Cette interprétation, qui justifie la doctrine avant tout nationaliste (dans les faits) du R.I.N. et ses hésitations doctrinales n'explique que partiellement son entêtement "verbal" à prétendre être "autre chose" qu'un parti nationaliste (d'autant plus que cet "entêtement" remontait plus loin que l'entrée en scène de la section de Montréal).

⁵David E. Apter, Ideology and Discontent, p. 9.

⁶Et le drame de l'analyste de la pensée riniste!

⁷Apter, Ideology and Discontent, p. 26.

Une autre explication, plus profonde, de ce phénomène, tient au fait que le R.I.N. oeuvre dans une société dite développée, une société idéologiquement sophistiquée que n'attirent pas particulièrement ces idéologies toutes faites à caractère presque religieux.⁸ Cette explication culturelle, plus difficile à vérifier, n'en est pas moins plausible dans le cas qui nous intéresse. Il ressort, en effet, des déclarations et des écrits officiels rinistes, une aversion marquée pour les solutions extrêmes ou trop catégoriques (ainsi, le R.I.N. parla de sauvegarde du capitalisme, mais aussi de "civilisation" du système capitaliste - de socialisme, mais de "lente" et "québécoise" évolution vers le socialisme, etc... etc...).

Nous nous rendons compte qu'aucune des explications données à l'ambivalence du comportement riniste, et, par conséquent, à la difficulté que comportait une étude de la pensée riniste, n'est totalement satisfaisante. L'éphémérité de l'existence du R.I.N. en tant que parti politique distinct, en est la raison ultime. En effet, à long terme, les priorités se seraient sans doute imposées d'elles-mêmes aux dirigeants rinistes. En tout cas, plusieurs des obstacles mentionnés plus haut auraient fini par s'évanouir, ne serait-ce que sous l'effet d'une propagande assidue, (et dans ce domaine-là au moins le R.I.N. donna l'impression d'être résolu). En effet, assez paradoxalement, avec le temps, certains obstacles (comme par exemple les deux premiers que nous avons énumérés) auraient fini par être perçus comme des atouts

⁸ "In the developed areas, (nous dit Apter), (where it is commonly thought that ideology has disappeared), however, we find that it is only this "vulgar" aspect of ideology that is disappearing (i.e. political religion). Gone are the rather simple-minded explanatory notions of ideology (wrapped up in simplistic dogmas) that attribute behavior to explicit motives like desire for wealth or power". (Apter, Ideology, p. 30)

(qu'ils sont en réalité) en faveur de l'indépendance. La liberté d'action du R.I.N. et l'expression de sa pensée, en auraient donc certainement été facilitées.

Mais tout ceci n'est que conjectures et hypothèses qui sortent du cadre de notre étude. Cette dernière se limitait uniquement à la période de gestation d'un parti jeune et, qui plus est, d'un parti de transition. En ce sens-là, ambiguïté, ambivalence, incertitudes étaient partie intégrante du travail, au point de devenir, abstraction faite du choix politique, le trait le plus caractéristique de la pensée riniste.

BIBLIOGRAPHIE

- Apter, David E. (ed.). Ideology and Discontent. London: The Free Press of Glencoe, 1964.
- Béliveau, André. "L'avenir des québécois, les politologues nous en parlent", La Presse, 22 juin, 1968, pp. 4-10.
- Bernard, Michel. Le Québec change de visage. Paris: Librairie Plon, 1964.
- Berque Jacques. Dépossession du monde. Paris: Editions du Seuil, 1964.
- Bibliothèque Nationale du Québec. Archives publiques. Documents rinistes.
- Blain, Jean. "Les fruits imprévus de Cité Libre et de la révolution tranquille: l'élection du 29 avril et le nouveau nationalisme québécois", Le Devoir, 28 avril, 1970, pp.5-6.
- Boily, Robert. Le rôle du R.I.N. dans la politique québécoise. Montréal: R.I.N., 1967.
- Le R.I.N. et les élections de 1966. Montréal: R.I.N., 1966.
- Bourgault, Pierre. Révolution. Montréal: R.I.N., 1965.
- "Programme politique et électoral", Parti Pris (décembre, 1963), pp.7-30.
- Bourque, Gilles. "Le congrès du R.I.N. ou l'échec à la droite", Parti Pris (octobre-novembre, 1967), pp. 22-29.
- Brunet, Miche. "Canadiens, canadiens-français, québécois: vers la minute de vérité", Le Devoir, 30 avril, 1970, p.5.
- Chamberland, Paul. "La thèse de l'Etat associé: une idéologie de colonisés", Parti Pris (Janvier, 1965), pp. 72-77.
- Chaput, Marcel. Pourquoi je suis séparatiste. Montréal: Editions du Jour, 1961.
- Commission Royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme. Rapport Préliminaire. Ottawa: Imprimeur de la Reine, 1965.
- Introduction générale: les langues officielles. Ottawa: Imprimeur de la Reine, 1967.

- D'Allemagne, André. Le Québec, pays colonisé. Montréal, R.I.N., 1964.
- . Le colonialisme au Québec. Montréal: Editions Renaud-Bray, 1966.
- . "L'indépendance du Québec et la question économique", Bulletin du R.I.N. (avril, 1961).
- . Indépendance et culture. Montréal: R.I.N., 1961
- . Le Bilinguisme qui nous tue. Montréal: R.I.N., 1963.
- . "Visage du colonialisme", Revue Monde Nouveau (juin juillet, 1965), pp. 232-3.
- Desbarats, Peter. The State of Quebec. Toronto: McClelland & Stewart Ltd., 1965.
- Dion, Léon. "A la recherche d'une méthode d'analyse des partis et des groupes d'intérêt", C.J.P.S., vol. 2 (mars, 1969), pp. 45-63.
- Dostaler, Gilles. "Le R.I.N., un parti de gauche?", Parti Pris (janvier-février, 1967), pp. 17-32.
- Dubuc, Alfred. "Le vote du 5 juin: une revendication sociale", Socialisme '66 (octobre-décembre, 1966), pp. 7-20.
- Duverger, Maurice. La droite et la gauche en France. Paris: Les Cours de Droit, 1956-57.
- . Méthodes des sciences sociales. Paris: Presses Universitaires de France, 1964.
- Fanon, Frantz. Les damnés de la terre. Paris: François Maspero, 1968.
- Fox, Paul (ed.). Politics Canada (second edition). Toronto: McGraw-Hill Co. of Canada Ltd., 1966.
- Hauriou, André. Les institutions et la vie politique des pays sous-développés qui ont accédé à l'indépendance. Paris: Les Cours de Droit, 1959.
- Labrecque, Jacques. "Situation coloniale au Québec", Parti Pris (septembre, 1964), pp. 64-67.
- Lavallée, Marc. "Le R.I.N. est d'orientation socialiste", Socialisme '67 (avril-mai-juin, 1967), pp. 49-53.

- Lavau, Georges. "Partis et systèmes politiques: interactions et fonctions", C.J.P.S., vol. 2 (mars, 1969), pp. 18-44.
- Lefebvre, Henri. Le marxisme. Paris: Presses Universitaires de France, 1963.
- Lefebvre, Pierre. "Psychisme et valeurs nationales: quelques effets psychologiques du colonialisme", Parti Pris (été, 1964), pp. 6-19.
- Lesage, Gilles. "Au Congrès du P.Q., Lévesque fait encore échec à l'unilinguisme", Le Devoir, 1er mars, 1971, pp. 1-2.
- "Le R.I.N. contre le R.I.N.", Parti Pris (mai, 1965), pp. 39-45.
- L'Indépendance (Montréal), 1962-68.
- Maheu, Pierre. "Leur democracy", Parti Pris (mars, 1964), pp. 5-25.
- . "En guise d'introduction", Parti Pris (décembre, 1964), pp. 10-32.
- . "Pas de révolution par procuration", Parti Pris (mars, 1965), pp. 52-54.
- Maheu, Robert. "Le R.I.N. et la révolution", Parti Pris (octobre, 1963), pp. 55-56.
- . "Le programme du R.I.N.", Parti Pris (février, 1964), p. 47.
- . "Chronique du R.I.N.: l'ouverture à gauche", Parti Pris (octobre, 1964), pp. 54-55.
- "Manifeste 1964-65", Parti Pris (septembre, 1964), pp. 1-18.
- "Manifeste 1965-66", Parti Pris (août-septembre, 1965), pp. 2-42.
- Marabuto, Paul. Les partis politiques et les mouvements sociaux sous la IVe République. Paris: Librairie du Recueil Sirey, 1948.
- Memmi, Albert. Portrait du colonisé. Paris: J.J. Pauvert, 1966.
- Neuman, Sigmund. Modern Political Parties. Chicago: University of Chicago, 1956.
- "Parti, le R.I.N. et la révolution", Parti Pris (décembre, 1963), pp. 2-7.
- Parti Pris, le R.I.N. et le M.S.A.", Parti Pris (août, 1968), pp. 3-6.
- Pellerin, Jean. "Séparatisme et collet blanc", Cité Libre (décembre, 1963) pp. 27-30.
- Ferroux, François. Le capitalisme. Paris: Presses Universitaires de France, 1962.

- Piotte, Jean-Marc. "Sens et limites du néo-nationalisme", Parti Pris (septembre-octobre, 1966), pp. 24-40.
- Poisson, Jacques. "Controverse sur un nationalisme", Parti Pris (avril, 1965), pp. 49-54.
- Prince, Vincent. "Après la disparition du R.I.N.", Le Devoir, 29 octobre, 1968, p. 3.
- Racine, Luc. "Le R.I.N., le néo-capitalisme et le néo-colonialisme au Québec", Parti Pris (septembre-octobre, 1968), pp. 88-94.
- . "Les mouvements nationalistes au Québec et la lutte pour le socialisme", Socialisme '68 (octobre-novembre-décembre, 1968), pp. 37-47.
- Rassemblement pour l'Indépendance Nationale. Programme politique. Montréal, 1966-67.
- Rioux, Marcel. "Entretien: perspectives d'avenir pour la gauche", Socialisme '66 (octobre-décembre, 1966), pp. 7-10.
- Ryan, Claude. "Hier deux races, demain deux nations", Le Devoir, 30 décembre, 1970, p. A1.
- Saint-Germain, Pierre. "Le congrès du P.Q., des résolutions qui dénotent un glissement vers la gauche", La Presse, 26 février, 1971, p. A5.
- Séguin, Maurice. L'idée d'indépendance au Québec, genèse et historique. Trois-Rivières: Le Boréal Express Ltée., 1968.
- Sigmund, Paul E. (ed.). The Ideologies of the Developing Nations. New-York: Frederick A. Praeger Inc., 1963.
- Touchard, Jean. Histoire des idées politiques. Tome second. Paris: Presses Universitaires de France, 1965.
- Tremblay, Gaétan. "Le R.I.N. et le socialisme", Parti Pris (novembre-décembre, 1966), pp. 93-98.
- Van Schendel, Michel. "Fusion et confusion", Socialisme '66 (octobre-décembre, 1966), pp. 2-26.